interrogations

rivista internazionale di ricerche anarchiche
revue internationale de recherche anarchiste
revista internacional de investigación anarquista
international review of anarchist research

Mar. 1976

6

INTERROGATIONS

revue internationale de recherche anarchiste
trimestrielle

le numéro el número single copy una copia	) (×)		10 francs français 1 000 lire 1 pound UK 3 dollars U.S.
Abonnement 1 an Suscripción 1 año Subscription 1 year Abbonamento annuale	) (××)	4	fois le prix veces el precio times the price volte il prezzo
Par avion By airmail	)	+ 50 %	

Administration et versements) Georges Yvernel,
Administración y pagos) 32, passage du Désir,
Amministrazione e pagamenti) 75010 Paris
Management and payments) Compte chèque postal Paris 72 4369

Per l'Italia :

Edizione Antistato
Casella Postale 3246
Milano 20100

Rédaction) Louis Mercier Vega
Redacción) 3, rue de Valenciennes
Editing) 75010 Paris
Redazione

) ou l'équivalent en monnaie nationale.
(×)) o su équivalencia en moneda nacional.
(××)) or the equivalent in the country currency.
) o l'equivalente in moneta nazionale.

N.° 1, 2, 3 & 5 épuisés, exhausted, agotados, esauriti

INTERROGATIONS

Mars / March
Marzo
1976

N° 6

Dans ses tout prochains numéros / En sus muy proximos números / In the very next issues / Nei prossimi numeri

INTERROGATIONS

publiera / publicara / will publish / pubblicherà

Heinz Zimmermann	**La vie ouvrière en Allemagne de l'Est**
Marie Martin	**La bureaucratie syndicale au niveau international**
Tina Tomasi	**Attualità del pensiero pedagogico libertario**
Johan Galtung	**The communities and their limits**
Edgar Morin	**Appareils et spontanéité**
Pierre Clastres	**Fonction, autorité et pouvoir dans les sociétés dites primitives**
Will Watson	**Hemingway and Dos Passos in Spain**
Sam Dolgoff	**Structure of power in Cuba**

Collaborateurs, administrateurs et rédacteurs sont bénévoles
Colaboraciones, administración y rédacción son voluntarios
Contributions, managing and editing are voluntary
Collaborazione, amministrazione e redazione sono volontarie

NOUS CHERCHONS...

A mesure que notre effort de connaissance des phénomènes caractéristiques de notre époque se poursuit, effort encore bien insuffisant en regard de la nature et des dimensions de ces phénomènes, surgissent des questions qui intéressent et conditionnent directement le militant. Il s'agit pour ce dernier de choisir, compte tenu des formes et du fonctionnement de la société dans laquelle il vit, la méthode d'action et le mode d'organisation qui lui permettront d'œuvrer utilement. L'exaltation du passé, la répétition mécanique des formules d'hier peuvent en effet conduire le camp anarchiste au musée. La naissance ou la renaissance continue de manifestations d'esprit et de signification libertaires n'exempte pas les militants de l'indispensable réflexion, du courage de la lucidité, même si ces manifestations, partout dans le monde, nourrissent ses convictions.

Aux questions qui conduisent au choix, correspond un nécessaire travail qui ne peut être mené que par les militants eux-mêmes. Travail de réflexion, sur les expériences accumulées certes, mais aussi sur les données nouvelles.

Commençons par la maladie endémique du mouvement anarchiste : la transformation courante, quasi automatique des groupes — par définition instruments d'intervention — en mini sociétés closes, menant une existence qui finit par relever davantage de la psychanalyse que du mouvement social.

Continuons par la recherche, dans des situations bien déterminées, des voies et moyens de ce que l'on peut appeler une « politique » anarchiste, c'est-à-dire une perspective générale pour les interventions du courant libertaire. En Espagne, au Liban, en France, aux Etats-Unis, en Bulgarie, en Australie, au Pérou. Ce qui revient à savoir à quoi nous servons et à donner un sens à nos activités, en dehors des médiocres querelles de légitimité ou d'affiliation. Ce qui permettrait de mesurer le poids réel et les rôles possibles de notre nouvement.

Poursuivons par le besoin ressenti de nous distinguer d'une « gauche » de plus en plus annonciatrice et préparatrice d'un nouveau pouvoir, moteur d'une nouvelle classe dirigeante. De ne pas nous considérer « plus à gauche » — c'est-à-dire criant plus fort et cognant plus sec dans les cortèges des autres — mais différents.

Et terminons, très provisoirement, par l'interrogation cruciale : la poursuite d'une société libertaire ne signifie-t-elle pas la rupture totale avec les systèmes de production hautement technifiés, avec les méthodes de développement concurrentiel, pratiquées tant à l'Ouest qu'à l'Est ? Le gigantisme des entreprises ne rend-il pas impossible une société non hiérarchisée ?

Voilà les thèmes que nous voudrions aborder. Disons étudier, analyser, et non, ce qui serait trop facile mais vain, traiter par généralités, principes ou références. Car au bout de l'analyse doit surgir naturellement le « Que faire ? »

L. M. V.

A Saint-Nazaire : un siècle de luttes sociales

Nicolas Faucier

*Il nous a fallu choisir quelques chapitres seulement de la monographie établie par Nicolas Faucier. Le travail mené par ce militant, à la demande de la revue, sur la classe ouvrière des chantiers navals de Saint-Nazaire, a pris des dimensions qui correspondent à l'importance du sujet. Des dimensions qui dépassent l'étroite capacité de logement d'*Interrogations. *Mais la totalité de l'étude sera publiée sous forme de livre, dans le courant de l'année 1976.*

Les travailleurs de Saint-Nazaire sont connus pour leur combativité, leurs grèves longues et dures. Ils ont la réputation d'appartenir à la tradition syndicaliste, voire syndicaliste révolutionnaire. La réalité est plus complexe, et changeante. C'est pourquoi l'enquête, qui porte sur un siècle de luttes ouvrières, et aussi sur l'évolution, et les bonds, de la grande industrie navale, ramène aux situations et aux comportements vrais. La chronique des évènements, des affrontements, des crises permet de poser les grands problèmes actuels, en éliminant bien des formules faciles et creuses, en rejetant nombre de faux problèmes.

Ainsi les accès de violence ne sont-ils pas nécessairement expressions de volonté révolutionnaire. Non plus que le rejet de situations intenables ouvre automatiquement des perspectives débouchant sur un possible socialisme. Les rapports et les oppositions entre organisations syndicales et mouvements spontanés ne relèvent pas de définitions stéréotypées. Le danger — réel, palpable — de la bureaucratie n'est qu'un aspect ou une phase d'un phénomène qui en comporte d'autres : la fugacité des explosions, par exemple.

C'est le rôle même des travailleurs dans une industrie en continue — et aujourd'hui en rapide — transformation, qui donne la clé de nombreuses contradictions marquant le comportement ouvrier. Leurs révoltes souvent préludent ou préparent à de nouvelles formes d'intégration. Hier encore enracinés dans un environnement paysan, ils sont aujourd'hui des produits presque purs de la ville. Bien que la main d'œuvre soit encore composée à 84 % de professionnels, le degré de qualification n'a plus la même valeur puisque la conception la technique, le fonctionnement des pétroliers de plus de 500.000 tonnes relèvent de bureaux et de calculs sophistiqués. Cols blancs et salopettes bleues, salariés à l'heure ou au mois, sont dépendants d'entreprises elles-mêmes engagées dans la compétition internationale. Ils se défendent, associés ou jaloux, pour conserver un minimum de bien-être et une certaine dignité, mais ils ne sont plus offensifs.

Situation à St-Nazaire que l'on pourrait utilement comparer à celle de la construction navale à Buenos Aires, où le mouvement ouvrier connut une puissance extrême avant le péronisme, et à celle des grands centres portuaires de Pologne, où, récemment encore, les travailleurs affirmèrent leur volonté de ne pas se laisser écraser.

Pour l'heure, l'ouvrier n'est pas conquérant.

Ce n'est pas une raison suffisante pour abandonner le combat. Ce n'est qu'une constatation portant sur une nouvelle conjoncture. C'est un élément de connaissance pour mieux poursuivre notre lutte.

S'il fallait un exemple pour illustrer cette nécessaire constance, il suffirait de regarder l'auteur. Nicolas Faucier était au lendemain de la première Guerre Mondiale, un de ces mécaniciens mobilisés sur les navires de guerre français qui patrouillaient en Méditerranée et qui avaient entre autres missions celle de parquer la révolution russe dans les limites les plus étroites possible. A bord, anarchistes et socialistes révolutionnaires formaient les noyaux d'activistes, vigilants et disponibles (un anti-pouvoir que les communistes s'ingénièrent par la suite à exploiter et à s'attribuer jusqu'à la caricature). Pendant plus d'un demi-siècle, il a milité. A sa façon, qui est de constance, de modestie, de droiture et de courage. D'usine en usine. De propagande en prison. Dans les partis à manifestations spectaculaires on en aurait fait un personnage, ou un héros. Chez nous, c'est un copain. Il continue. Les yeux ouverts.

L. M. V.

Les chantiers navals

QUAND on arrive de Nantes, par la route ou le rail, jusqu'aux extrêmes limites de la plaine qui s'étend sur la rive droite de la Loire, entre le fleuve et le marais, tout-à-coup surgit dans le ciel une forêt de géants aux carcasses métalliques : les grues de Saint-Nazaire.

C'est la première vision que l'on a de cette capitale navale réputée non seulement pour l'importance de ses chantiers, qui la situent au premier rang de la production française — 30 % de la construction navale — et au sixième rang mondial (1), mais elle évoque, particulièrement pour les militants ouvriers, un long passé de luttes sociales à l'origine desquelles se trouvent associés des noms aussi prestigieux que ceux de Fernand Pelloutier, le vaillant animateur des Bourses du travail mort prématurément pour la cause ouvrière, et d'Aristide Briand

(1) Au tout premier rang figure le Japon qui laisse loin derrière lui tous ses concurrents avec une production (en millions de tonnes) de 57,54 %. Viennent ensuite : la Suède, 10,27 % ; l'Allemagne de l'Ouest, 7.95 % ; la Grande-Bretagne, 6,92 ; l'Espagne, 6,57 ; la France, 6,20 ; les Etats-Unis, 5,22 ; la Norvège, 3,86 ; l'Italie, 3,4 ; le Danemark, 3,37 ; les Pays-Bas, 2,14 ; la Yougoslavie, 1,99 (statistiques des Lloyds, fin octobre 1974).

(celui de la bonne époque, c'est-à-dire avant de devenir le tortueux politicien que l'on sait).

Il importe d'exposer le cheminement par lequel Saint-Nazaire devait atteindre son niveau économique actuel. On en mesurera la rapidité par les données de la croissance de la population, la ville moderne actuelle comptant 65 000 habitants, alors qu'en 1850 Saint-Nazaire n'était qu'un village de 3 000 âmes où le vieux môle n'abritait que quelques bateaux de pêche.

Certes, la destinée première de Saint-Nazaire avait été de servir d'avant-port à Nantes. Or son développement intensif avait effrayé la grande cité patronne de s'être ainsi donné une rivale. Aussi Saint-Nazaire grandit dans une atmosphère de défiance vis-à-vis de Nantes dont l'antagonisme subsista longtemps, bien au-delà des trois événements qui allaient en marquer le démarrage foudroyant.

La naissance de l'industrie

En 1850, l'augmentation du tonnage des navires rendant l'accès de Nantes par la Loire malaisé, c'était la naissance du port par la mise en service de son premier bassin dit « Bassin de Saint-Nazaire ». En 1857, l'inauguration du chemin de fer qui rattachait la petite localité au reste du pays. Enfin, la décision gouvernementale ayant été prise de faire de Saint-Nazaire un port d'attache des lignes postales transatlantiques des Antilles et de l'Amérique Centrale, celui-ci devint un port de voyageurs assez actif, un port d'importation de denrées coloniales et d'exportation de produits métropolitains.

La Compagnie Générale Transatlantique (des frères Péreire, banquiers, à qui Napoléon III n'avait rien à refuser), exploitant déjà les lignes du Havre et de Bordeaux, avait été chargée de l'opération et avait dû, pour ce faire, commander des navires en Angleterre ; elle trouva plus avantageux de faire fabriquer elle-même ses moyens de transport. A cet effet, ne trouvant aucune entreprise nationale capable de réaliser un important programme de construction, la Compagnie traita, en octobre 1861, avec une firme écossaise spécialisée, la construction, en France, de cinq paquebots qui devaient être mis en cale dans des chantiers que les constructeurs ouvriraient à leurs frais.

L'emplacement choisi fut la presqu'île de Penhoët, dont la Compagnie obtint la concession. En un an, furent aménagées quatre cales de radoub d'où sortirent, de 1862 à 1866, non plus

cinq, mais huit grands paquebots, sans compter des navires de moindre importance pour d'autres petites compagnies. Fait à noter, si le premier de ces paquebots était encore muni de roues à aubes, les suivants furent équipés d'hélices, moyen de propulsion qui commençait à s'imposer.

En conséquence, les travaux d'aménagement avaient provoqué un apport d'ouvriers dont l'afflux s'accéléra. Ouvert avec 600 ouvriers, le chantier en comptait 1 800 un an après sa création. Et cette accroissement se poursuivit les années suivantes, si bien qu'en dix ans, de 1856 à 1866, la population de Saint-Nazaire faisait un bond spectaculaire, passant de 5 000 habitants à près de 18 000.

Quant aux quinze spécialistes venus d'Angleterre pour la mise en route du chantier, ils avaient trouvé sur place, en Brière, une main-d'œuvre mi-rurale mi-ouvrière, déjà familiarisée avec la construction des navires en bois et qui passa sans difficulté du travail du bois à celui du fer. La Brière fournissait une grande partie de l'effectif du chantier. Ce qui n'était pas sans inconvénient pour les ouvriers nazairiens, car les Briérons, se contentant de peu tandis que leurs familles continuaient en leur absence d'exploiter les champs paternels, leur faisaient une redoutable concurrence.

Dans cette plaine de la Grande-Brière, région marécageuse s'étendant sur une quinzaine de kilomètres au nord de l'embouchure de la Loire, où les villages étaient en partie formés de chaumières, les habitants vivaient traditionnellement de l'élevage des moutons ou des vaches sur des prairies asséchées en été et de l'exploitation de la tourbe qui était à peu près le seul combustible de la région. Ils devenaient aussi, à l'occasion, paludiers, extrayant le sel des marais.

Il faut dire que la Brière avait vécu des siècles dans une autarcie farouche. Seuls, les « hommes noirs », sur leurs « plates », mal gréées et manœuvrées à la perche, remontaient séculairement leurs cargaisons de mottes de tourbe sur le marché de Nantes. L'immense marais de dix mille hectares fournissait alors à ses habitants le vivre et le couvert. Avec ses tamis et ses fouënes, le Briéron pêchait l'anguille, le brochet et toute une variété de poissons. Il filait la laine de ses moutons, il barattait le lait de ses vaches noiraudes, couvrait sa maison de roseaux et chauffait son foyer avec la motte.

Quand les grands travaux commencèrent au chantier, ils y apportèrent leur allure franche et gueularde, leur indépendance atavique associée à une haute idée de la dignité personnelle. Aussi abandonnaient-ils facilement le chantier au retour

des beaux jours pour leurs prés-marais et pour aller couper la « motte » qui leur servait de chauffage. Cela d'autant plus que, manquant de moyens de communication, les ouvriers de la Brière étaient contraints de prendre pension chez les logeurs de Penhoët et de Méan du lundi au samedi. Ils avaient gardé la susceptibilité, le quant-à-soi du paysan qui, après tout, pouvait vivre chez lui si le chantier devenait intenable. Ils formaient entre eux des corporations de spécialistes charpentiers-tôliers ne consentant que difficilement à s'allier aux autres ouvriers. Aussi, les patrons leur étaient-ils favorables et toléraient leur absentéisme.

Quoi qu'il en soit du comportement ouvrier, une conséquence du développement des chantiers, puis du prolongement des transports ferroviaires jusqu'aux quais des bassins, fut que les terrains devinrent l'objet d'une intense spéculation. Ce qui, en 1847, valait 2 à 3 francs le mètre, était monté, en 1857, à 50 francs. Les terrains les plus proches des bassins se vendaient jusqu'à 80 et 100 francs. Des dunes qui n'avaient pratiquement aucune valeur auparavant, se vendant 60 centimes l'are, étaient passées, en 1866, à 130 francs le mètre carré. Des francs d'avant 1900. Certains propriétaires fonciers réalisèrent ainsi des fortunes colossales.

De nombreuses sociétés immobilières se créaient qui accaparaient les terrains en bordure de mer, dont les plus importantes soumirent à la municipalité un vaste plan pour la création d'une ville nouvelle, agrémentée d'un quartier résidentiel luxueux et d'un boulevard de mer complété par des digues de défense.

En 1864, le Conseil municipal donnait son accord de principe et les sociétés adjudicataires faisaient exécuter les premiers travaux. En 1865, c'était la faillite des sociétés immobilières entraînées par la débâcle de leur support financier le « Crédit Mobilier ».

Ce fut ensuite celle du Chantier de Penhoët. La société écossaise qui en avait assuré l'équipement avec succès, subissait le contrecoup du krach du marché des fontes en Ecosse et des difficultés financières qui allaient entraîner la liquidation du Crédit Mobilier.

Le Chantier de Penhoët fermé, ce fut l'exode. Près de 2 000 ouvriers et leurs familles quittèrent la ville. Désastre pour le commerce local et certaines industries secondaires. La population diminua rapidement.

Pour comble, de véritables calamités s'abattirent sur Saint-Nazaire : le choléra, la variole, un hiver rigoureux. Le Bureau de Bienfaisance se trouvait débordé ; il devait secourir 1 200 indigents à qui l'on distribuait du pain, de la tourbe.

Le Préfet, le Conseil municipal intervinrent à plusieurs reprises auprès de la Compagnie Générale Transatlantique pour qu'elle reprenne à son compte les travaux en cours, et utilise les chantiers « les mieux équipés de France » pour que les trois paquebots à construire pour la ligne de Valparaiso fussent mis sur cale à Penhoët. Ces efforts aboutirent et ce fut la reprise du travail en février 1869.

Elle devait être, hélas ! de courte durée. La guerre de 1870 allait, elle aussi, être fatale aux chantiers nazairiens qui furent de nouveau abandonnés et tombèrent en ruine. Pendant plus de dix ans ce fut la solitude, la misère ouvrière. Il fallut de nouveau faire appel à la charité publique et privée, multiplier les soupes populaires. Ce fut une nouvelle émigration et pendant dix ans l'herbe envahit les chantiers.

En 1880, un journal nazairien écrivait : « Aujourd'hui, lorsqu'on traverse la dune, le pied heurte des bordures de trottoirs enfoncées dans le sable que le vent amoncelle sans cesse sur ces ruines éphémères. On se demande si quelque Pompéi n'est pas caché sous la dune ».

Ce ne fut qu'en 1881 que les chantiers sortirent de leur longue léthargie ; lorsque la Compagnie Générale Transatlantique, pour la reconstitution de sa flotte de commerce passablement éprouvée, se décida à procéder à la réouverture du Chantier de Penhoët, sa reconstruction et sa modernisation. A cet effet, l'achèvement du second bassin du port, dit bassin de Penhoët, allait aussi permettre un regain de l'activité portuaire.

Dans le même temps, le gouvernement ayant décidé de remédier à la profonde décadence de la marine marchande, subventionnait une autre société — née de l'initiative de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque de l'Union Parisienne, la Compagnie des Chemins de Fer P.L.M., etc. — qui entreprenait la construction, à Saint-Nazaire, d'un nouveau chantier, la Société des Ateliers et Chantiers de la Loire qui ouvrait ses portes en 1882, à côté du Chantier de Penhoët. En 1890, elle devait étendre son champ d'activité en installant deux autres établissements, l'un à Saint-Denis (Seine), l'autre à Petit-Quevilly, près de Rouen. Par le truchement de ses administrateurs, qui bénéficiaient de solides relations dans les sphères gouvernementales, elle obtenait des commandes de la Marine Nationale : cuirassés, croiseurs, torpilleurs et devenait, à la fin du XIXe siècle, le plus important chantier de construction navale de Saint-Nazaire et un sérieux élément de sa prospérité.

Saint-Nazaire connaissait alors un nouvel essor et voyait sa population s'élever, en dix ans, de 21 000 à 31 000 habitants.

....

L'entre-deux guerres

La communauté ouvrière de Saint-Nazaire, c'était cette foule d'environ 6 000 ouvriers qui se pressait chaque matin aux portes d'embauche des Chantiers de la Loire, Penhoët et de l'usine de Trignac ; les uns venant des divers quartiers de la ville, d'autres de la Grande-Brière et au-delà. Des moyens de communication créés pour eux les amenaient : petit train cahotant du Morbihan, archaïque avec sa voie étroite et sa locomotive toujours essoufflée, navette de Pontchâteau, cars dont le point d'attache était Saint-Joachim, au centre de la Brière ; d'autres travailleurs encore arrivaient de Pornichet, du Croisic ; certains, venus du sud de la Loire, passaient l'eau matin et soir par le bac du Mindin.

Tous, d'où qu'ils vinssent, avaient en bandoulière la musette et, à la main, la petite gamelle contenant leur casse-croûte ou leur repas de midi. En général, ils portaient un vêtement de cuir et parfois des jambières de toile cirée qui leur permettaient, par les interminables jours de pluie, de parcourir sans dommage, à bicyclette, les quelques kilomètres qui séparaient cars et trains de leurs maisons dispersées dans les campagnes.

Il fallait voir aux heures de sortie cette fourmilière mouvante de vélos débouchant de toutes les portes en tous sens, couvrant le terre-plein des Chantiers avant de s'envoler dans toutes les directions, pour comprendre la force potentielle de cette masse ouvrière.

Longtemps inorganisée, elle avait appris à se grouper autour des syndicats et, en particulier, du plus important de tous, celui des métallurgistes dont les ressources avaient permis de constituer une caisse de grève, de chômage et de maladie. Mais ce prestige reposant uniquement sur la confiance que lui témoignaient les ouvriers, était fragile. Il lui fallait batailler sans cesse pour la maintenir, la réveiller par le rappel des avantages obtenus. Cela d'autant que les ouvriers demeuraient indifférents aux questions sociales théoriques, portant leur intérêt sur celles plus concrètes des salaires et des conditions de travail.

Ce qui allait compliquer encore la situation fut l'atmosphère de querelles incessantes dues à la division syndicale après la scission et la naissance de la C.G.T.U. (Confédération Générale

du Travail Unitaire) qui créait le désarroi dans les rangs ouvriers. De sorte que les Briérons, se jugeant mal défendus, se détachèrent pour former une Union des charpentiers-tôliers. Ces professionnels qui étaient demeurés paysans restaient très particularistes, formant, aux Chantiers, un clan de spécialistes qui ne consentaient que difficilement à se rallier aux mots d'ordre syndicaux. Leur organisation réussit à obtenir la représentativité en 1928 jusqu'en 1933, date de sa dissolution par suite de la désaffection de ses effectifs due au chômage.

Comme partout ailleurs, la lutte fut très âpre entre les deux principaux groupements — C.G.T. et C.G.T.U. — rivaux ; les ouvriers restés à la C.G.T. reprochant aux scissionnistes leur inféodation au Parti communiste, lesquels les accusaient de faire le jeu de la bourgeoisie en pratiquant la collaboration de classes et leur déniaient ainsi le droit de parler au nom de la classe ouvrière.

Alors qu'en 1920, avant la scission, au congrès de l'Union départementale, les 100 délégués représentaient 88 organisations groupant 30 000 syndiqués, l'année suivante la situation était bouleversée, de nombreux ouvriers quittant les confédérés pour rejoindre la C.G.T.U. A Trignac, la plupart des métallurgistes y adhéraient.

Toutefois, l'organisation confédérée restait officiellement reconnue et participait aux commissions paritaires où ses délégués défendaient l'application de la loi de huit heures, l'échelle compensatrice des salaires d'après l'augmentation du coût de la vie, etc.

Elle était d'ailleurs servie par la conquête des municipalités résultant de l'action conjuguée des organisations syndicales et socialistes. En 1919, le secrétaire de la Bourse du travail, Henri Gautier, entrait au Conseil municipal. En 1920, il était élu au Conseil général. La même année, le secrétaire du syndicat des métallurgistes de Trignac, Julien Lambot, était élu maire de cette localité. En 1925, François Blancho, secrétaire de l'Union des syndicats de la Loire-Inférieure, acceptait — non sans quelques hésitations — d'être élu maire de Saint-Nazaire et démissionnait de ses fonctions syndicales. En 1928, il devenait député (2).

(2) François Blancho, né le 20 juin 1893, entra en 1906 comme « mousse » à la grosse chaudronnerie de Penhoët. Après son apprentissage, il devint ouvrier chaudronnier au Chantier de la Loire. En 1914, il devenait secrétaire du syndicat des métallurgistes, en 1919, secrétaire permanent et, en 1920, secrétaire de l'Union départementale.

A noter qu'il n'y avait pas eu de véritable lutte sociale, à Saint-Nazaire, depuis la fin de la guerre. Peut-être peut-on en rechercher la cause dans la pluralité syndicale qui avait provoqué le départ de nombreux ouvriers, lassés des éternelles querelles des fractions syndicales rivales. D'autant qu'à mesure que les années passaient, les luttes qui s'accentuaient entre confédérés et unitaires avaient des retombées locales, dont, en particulier, l'affaiblissement des organisations ouvrières.

Pourtant, un sursaut unanime allait se produire quand, fin décembre 1935, la direction de Penhoët, comparant les salaires de ses ouvriers à ceux des autres régions de construction navale, dénonçait la convention collective et annonçait une diminution des salaires, ainsi que la suppression de la majoration des heures supplémentaires pour le 6 janvier 1936 (3). C'était l'alignement sur les salaires minima du Chantier de la Loire et l'abandon de tous les avantages conquis un à un au cours des années passées. Aussi, les 5 000 ouvriers avaient-ils répondu par la cessation immédiate du travail. Le 30 janvier, les pourparlers n'ayant encore donné aucun résultat, les mensuels, touchés eux aussi par une réduction de 10 %, rejoignaient les ouvriers dans la grève, ce qui ne s'était pas produit depuis bien longtemps. Le comité de grève, qui demeurait en relation avec les fédérations des métallurgistes des deux centrales C.G.T. - C.G.T.U., avait établi des piquets de grève à toutes les portes et les consignes étaient rigoureusement respectées. Aucune défaillance ne se produisit. Si bien que le conflit se prolongeant et le sort de 20 000 personnes étant en jeu, une proposition de conciliation du maire socialiste Blancho et du sous-préfet aboutissait à un accord qui, non seulement maintenait les avantages acquis à Penhoët, mais les étendait aux ouvriers du Chantier de la Loire et les garantissait par un contrat collectif.

Mais cette grève n'était qu'un prélude. Le congrès d'unité de Toulouse, en mars, eut ses répercussions à Saint-Nazaire par la fusion des deux syndicats en une Union des métallurgistes où l'influence « unitaire » allait se manifester activement et donner une nouvelle impulsion aux revendications ouvrières.

(3) Les salaires de Penhoët dépassaient, en effet, de 40 à 45 centimes les salaires nantais ; de 50 à 60 centimes ceux du Chantier de la Loire, à St-Nazaire même (celui-ci ayant abandonné la convention collective), et de 90 centimes à 1 fr 10 plus élevés qu'à Dunkerque. Le Havre. Rouen et Bordeaux. Cette différence persista jusqu'en 1939. En février 1939, un tourneur de 1re catégorie avait un salaire (prime de vie chère comprise) de 8 fr 90, alors qu'à Rouen il n'avait que 8 fr 30, à La Seyne 8 fr 55, à Bordeaux 8 fr 10. Un électricien de 2e catégorie avait 8 fr 30 pour 7 fr 70 à Rouen, 7 fr 74 à La Seyne et 7 fr 10 à Bordeaux.

Ce furent alors les grandes grèves de juin 1936 qui, comme dans tous les centres industriels, prirent une tout autre envergure. C'était, cette fois, l'ensemble des travailleurs des entreprises de Saint-Nazaire et de la région qui étaient engagés, après les accords Matignon sur le relèvement des salaires, les congés payés, etc., et qui occupaient les locaux. A Penhoët, les employés, dessinateurs et agents de maîtrise se solidarisaient avec le mouvement ouvrier. Une commission mixte se réunissait pour en débattre le 25 juin. Plusieurs jours de discussion se poursuivirent sans aboutir, les patrons trouvant exagérées les demandes ouvrières, cependant que l'agitation se poursuivait à l'intérieur des Chantiers de Penhoët et de la Loire où des haut-parleurs transmettaient les rapports des délégués et de bruyantes « Internationales », et que les drapeaux rouges avaient été hissés sur les portes et sur les grues.

Ce ne fut que le 13 juillet pour les techniciens et seulement le 1er août pour les ouvriers que l'accord se fit sur les bases revendiquées par la représentation ouvrière et garanties par l'établissement d'une nouvelle convention collective. Le travail reprit le 15 août. La grève de la métallurgie avait duré quarante jours.

En quelques mois, dans l'euphorie des succès revendicatifs, les effectifs syndicaux s'étaient gonflés. De 2 000 syndiqués (800 à la C.G.T.U., 1 200 à la C.G.T.) avant la réunification, la nouvelle organisation en comptait 6 500 en 1937.

Elle était devenue une force dissuasive pour le patronat. C'est dans cette atmosphère que les commissions mixtes continuèrent à se réunir jusqu'en 1939, examinant toutes les questions concernant le travail et les réglant, en général à l'amiable. Elles élaboraient les textes de nouvelles conventions collectives, les clauses de l'élection des délégués d'atelier, de la loi de quarante heures, des périodes des congés payés, etc. Toutes mises au point qui n'allaient pas sans d'âpres discussions.

C'est surtout en matière de salaires que les difficultés surgissaient. L'accroissement de la concurrence internationale, les cris d'alarme poussés par le patronat déplorant la rareté des travaux de réparations de bateaux étrangers en raison des prix élevés de la main-d'œuvre et des longs délais d'exécution résultant de la diminution du temps de travail depuis la loi de quarante heures, rendaient la commission incapable de conclure. Les ouvriers n'avaient donc d'autre recours que la grève : en mars et en décembre 1937, puis en mai-juin 1938 et en mars 1939. Conflits dont la plupart se terminaient favorablement, au besoin sur intervention du député-maire Blancho, de surcroît

nommé sous-secrétaire d'Etat à la Marine Militaire sous les ministères Blum et Chautemps.

Tout considéré, on peut dire que la situation sociale ne faisait pas trop de remous à Saint-Nazaire ; et la finalité du syndicalisme, un moment évoquée lors des occupations d'usines, en juin 36, par les syndicalistes révolutionnaires du « Tout est possible », c'est-à-dire la transformation sociale par « la disparition du patronat et du salariat » (selon la formule incluse dans les statuts de la C.G.T.), n'y avait eu qu'un très faible écho.

Cela d'autant que d'autres préoccupations hantaient les esprits, inquiets d'un avenir chargé d'orages menaçant la sécurité des peuples, et qui devait, de nouveau, aboutir si tragiquement lorsque, le 1er septembre 1939, la radio annonça la mobilisation générale.

Le 3 septembre, c'était le départ des mobilisés. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la « croisade antifasciste » n'avait pas provoqué chez eux le même enthousiasme que chez les « revanchards » de 1914. Pas de cris « A Berlin », pas de fleurs au fusil. Le cauchemar vécu vingt ans plus tôt, avec ses hécatombes et ses millions de jeunes vies fauchées prématurément, était encore présent dans toutes les mémoires.

....

Une industrie en crise — 1964

PARADOXALEMENT, alors que la situation était prospère à la Compagnie de Penhoët, la construction navale subissait depuis un certain nombre d'années une crise sérieuse dont les premiers effets allaient se faire sentir au préjudice de la main-d'œuvre nazairienne au début de 1964.

Cette situation n'était du reste pas particulière à Saint-Nazaire. Elle résultait non seulement de la stagnation des commandes françaises, mais aussi, et surtout, de la diminution des commandes de l'étranger par suite de prix de revient trop élevés par rapport aux concurrents suédois et japonais, différence due à una organisation technique peu rationnelle.

L'une des conséquences les plus douloureuses de la crise concernait les licenciements. Une statistique officielle constatait que près de 40 000 salariés étaient employés dans les chantiers navals français en 1957. Fin 1964, ils n'étaient plus que 29 000, soit, en sept ans, 11 000 licenciements.

Ironie du sort : cette même année 1964, lors du lancement d'un important paquebot, le « Shalom », on avait vanté les qualités de l'ouvrier nazairien, sa conscience professionnelle, son ardeur au travail, etc. Mais, ni la valeur de ces éloges ni la sincérité de cette sympathie épisodique des fins de banquet et des cérémonies de lancement ne pouvaient compenser les pénalisations du lendemain pour les artisans ouvriers de cette production.

Février ne s'était pas écoulé qu'on enregistrait la fermeture de plusieurs entreprises sous-traitantes. Puis, après la liquidation des Fonderies de Saint-Nazaire (société dépendant étroitement des Chantiers), qui privait d'emploi 350 ouvriers, malgré l'intervention des responsables syndicaux, accompagnés du maire Blancho, à Paris, à Matignon, c'était le tour de 650 ouvriers des Chantiers de se voir menacés de licenciement. En tout, plus de 1 000 travailleurs étaient touchés, tandis que la direction annonçait, à partir du 1er mars, 44 heures de travail par semaine pour la majeure partie du personnel et 42 et 40 heures pour certains ateliers.

A cette date, rien qu'à Saint-Nazaire, où l'on dénombrait, en 1955, 10 500 salariés — au moment de la fusion des Chantiers — il n'en restait que 8 072, soit 2 400 en moins, avec pourtant plus de productivité.

En effet, durant cet intervalle, pour rendre à l'industrie navale sa compétitivité internationale, l'Etat avait consenti d'importants crédits d'aide à la modernisation, à la rationalisation des moyens de production des Chantiers. Mais cette modernisation se traduisait, elle aussi, pour les travailleurs, par le chômage. La loi du profit capitaliste imposait, en la circonstance, en fonction de la crise, d'une part, et du développement des techniques, d'autre part, que l'économie prime sur le social.

La mauvaise réputation

DEVANT ces difficultés, les syndicats n'étaient, bien sûr, pas restés inactifs. Mais, concernant le problème de l'emploi, ils avaient le dos au mur, étant donné que dans l'agglomération nazairienne les Chantiers constituaient, avec Sud-Aviation (anciennement S.N.C.A.S.O.), la seule activité industrielle, ouvriers et cadres ne pouvaient trouver d'emploi que là. Et la solution de reclassement des ouvriers éliminés était par là-même des plus difficiles.

Le problème ne datait pas d'hier. Depuis longtemps les travailleurs avaient eu à subir les conséquences parfois tragiques de la situation de monopole industriel des Chantiers qui détenaient, à Saint-Nazaire, un véritable pouvoir de vie ou de mort sur le plan économique, et, par suite, sur une masse salariale soumise aux fluctuations de la construction navale.

C'était une des raisons de l'attitude systématiquement bloquée de la direction qui profitait de ce privilège pour faire échec aux revendications, ergoter, refuser ou poser des préalables à toute discussion et, finalement, sanctionner, procéder à des mises à pied, voire lock-outer quand les travailleurs se montraient trop exigeants à son gré.

Mais, en cette circonstance, c'était la garantie de l'emploi qui était la revendication essentielle des Nazairiens. Beaucoup de salariés qui n'avaient pas connu le chômage, ce fléau des années d'avant-guerre, lors des licenciements massifs après chaque départ de navire, pensaient qu'en cette seconde partie du XXe siècle ce passé était révolu. Le réveil fut brutal. Mais la riposte ne se fit pas attendre. Usant des seuls moyens à leur disposition, des milliers de travailleurs, une population unanime, par un réflexe commun d'autodéfense, manifestaient à plusieurs reprises dans la rue et devant la sous-préfecture, contre le dépérissement de leur cité.

Cependant que, tout en continuant d'alerter l'opinion, les responsables des syndicats, préoccupés de rechercher les moyens de remédier à cette situation, ne s'étaient pas fait faute de multiplier les démarches, dénonçant les lenteurs des interventions pour prévenir une aggravation ; surtout à la suite d'enquêtes de services publics concluant que les possibilités d'emploi se réduiraient inéluctablement si de nouvelles usines n'étaient pas implantées d'urgence.

Ils savaient que, dans les projets d'aménagement du territoire en cours, la région de Nantes - Saint-Nazaire, disposant de vastes terrains et d'une main-d'œuvre sur place, était promise à un grand développement. Des offres avaient été faites par la municipalité de Saint-Nazaire, rendant l'installation aisée et avantageuse sur plusieurs dizaines d'hectares de terrains équipés et la Chambre de Commerce entreprenait, dans le même but, la création d'une zone industrielle de plus de 100 hectares.

Les entreprises qui se décidaient étaient cependant fort rares.

Pourquoi ? C'est en recherchant les raisons de cette désaffection que les syndicats apprenaient, de source officielle, que c'était le climat créé par l'agressivité revendicative des travailleurs nazairiens qui était en cause et décourageait les industriels de s'installer dans la région.

Poussant alors plus loin leurs investigations, ils découvraient les vraies raisons, à savoir que c'était en réalité le patronat qui répandait ces rumeurs et qui s'était passé le mot d'ordre : « pas d'usine nouvelle à Saint-Nazaire ». Il avait, d'ailleurs, depuis toujours, cherché à éviter l'arrivée de nouvelles entreprises qui l'auraient concurrencé sur le marché de la main-d'œuvre et des salaires, s'enfermant dans un localisme étroit pour maintenir, sinon augmenter ses profits et assurer sa domination.

Et les syndicats, accusant publiquement patronat et pouvoirs publics de s'opposer à l'implantation d'usines nouvelles publiaient leurs preuves. Ils citaient M. Le Fol, inspecteur au ministère de l'Industrie et du Commerce qui, en 1961, faisait la déclaration suivante :

« J'ai constaté que des industriels qui étaient venus dans cette région n'avaient pas, finalement, donné suite à leurs projets à cause de l'accueil collectif qui leur avait été réservé. Quand je parle d'accueil collectif, je parle de l'accueil des industriels locaux manifestant assez rapidement leurs craintes de voir arriver des industriels nouveaux parce que ceux-ci risquent de leur prendre la main-d'œuvre et de faire monter les salaires. »

Autre confirmation de cette opposition : en 1962, répondant à une question posée, à une réunion du Comité d'entreprise, par un délégué concernant la venue éventuelle de l'usine des camions Bernard, le directeur des Chantiers de l'Atlantique, M. Pinczon, déclarait : « Nous ne pouvons être deux à nous partager une main-d'œuvre qualifiée déjà insuffisante à Saint-Nazaire. »

Les syndicats ajoutaient : « Si la Régie Renault n'est pas venue dans la région c'est précisément parce que les patrons ont tout fait pour qu'elle ne vienne pas. De cela nous avons la confirmation. »

La preuve était ainsi faite que ce n'était nullement le climat social qui empêchait les industriels de venir à Saint-Nazaire, mais, en fait, les employeurs qui considéraient Saint-Nazaire comme leur propriété, leur chasse gardée, estimée par eux intouchable.

Quant à la soi-disant agressivité en question, il est facile d'en montrer l'origine. Il est vrai que Saint-Nazaire a un prolétariat fier de son passé de luttes au cours desquelles furent arrachées les premières conquêtes sociales, les premières conven-

tions collectives. Il est vrai aussi que les métallos nazairiens ont le sang chaud quand il s'agit de défendre le bifteck familial. Mais le patronat du lieu, en colportant ces propos alarmistes, oubliait sciemment qu'il avait maintes fois rendu la situation explosive par son intransigeance à satisfaire les revendications les plus légitimes, fort, il faut le répéter, des atouts qu'il possédait de vaincre la résistance ouvrière. Seul fournisseur de travail, protégé par ses C.R.S., il prétendait par là-même imposer ses volontés, solidement retranché à l'abri des barrières qu'il avait su dresser contre toute intrusion extérieure.

Ce faisant, il ne lui déplaisait pas non plus de voir s'instaurer un certain chômage susceptible de peser sur les velléités revendicatives ouvrières.

Quoi qu'il en soit de ces constatations, il va sans dire que les travailleurs, eux, n'entendaient pas se prêter passivement à ces calculs. Dès février, les représentants syndicaux avaient engagé des pourparlers, se déplaçant plusieurs fois à Paris, pour faire revenir la direction des Chantiers sur sa décision concernant le licenciement de 600 ouvriers. Cela sans succès. Ainsi, 600 familles allaient, du jour au lendemain, se trouver privées de leur unique moyen d'existence — car il n'y a pratiquement pas de travail pour les femmes à Saint-Nazaire, sauf quelques emplois dans les magasins de la ville.

Inévitablement, le « cirque » (terme employé par les ouvriers pour désigner les débrayages et les manifestations) allait reprendre... Et aussi certains dépassements des actions engagées.

C'est ainsi qu'à la suite d'un meeting tenu le 11 mars, où les ouvriers apprenaient par leurs délégués au comité d'établissement que les lettres de licenciement étaient prêtes à être envoyées à 246 ouvriers et que 354 autres travailleurs allaient être mis en préretraite à partir du 1er avril, quelques dizaines d'ouvriers, dont on peut imaginer l'état d'esprit de se voir ainsi jeter à la rue, pénétraient dans l'immeuble de la direction et, une fois encore, les vitres en faisaient les frais, des dossiers voltigeaient, se répandant dans la cour.

La réaction patronale n'allait pas tarder. Par une note rendue publique, la direction déclarait que le renouvellement de ces incidents, rendant impossible la poursuite des activités dans de telles conditions, entraînerait la fermeture des Chantiers. On avait frisé le lock-out.

En même temps, le Président-Directeur Général Pinczon, alerté, se déplaçait spécialement de Paris par avion et une entrevue avait lieu le soir même, où il réitérait devant les délégations ouvrières la nécessité de maintenir les licenciements.

C'est alors que s'engagea une discussion prolongée dans laquelle les délégués, mis devant le fait accompli, ne pouvaient que tenter de limiter les dégâts en s'efforçant d'obtenir le maximum de compensations pour les ouvriers en cause.

Il s'agissait, en particulier, de la question de la préretraite, dont on doit préciser qu'elle était alors seulement à l'étude dans les sphères gouvernementales, cela à l'initiative des organisations syndicales, fédérales et confédérales qui en avaient préalablement étudié les modalités, considérant son adoption comme un premier jalon posé en faveur de l'abaissement de l'âge de la retraite. En reprenant ce problème devant le patronat des Chantiers, les délégués ne perdaient pas de vue qu'elle serait la première application concrète du Fonds National de l'Emploi, qui venait d'être institué par une loi, mais dont la circulaire d'application tardait à être publiée. De là l'importance d'en discuter sans plus attendre les dispositions pratiques sur le plan local.

Ils réclamaient, d'autre part, pour les préretraités comme pour les licenciés, l'utilisation du Fonds de Garantie Sociale, créé par l'accord d'entreprise de 1956, et financé par prélèvement sur la masse salariale, c'est-à-dire sur le salaire de chaque travailleur. Ce qui était possible puisqu'il était doté de 191 millions et que le coût des allocations prévues ne s'élèverait qu'à 46 millions.

Enfin, les délégués tentaient de nouveau d'éviter les licenciements en insistant sur les possibilités de fixer l'âge de la préretraite à 61 ans au lieu de 62 ans ; ce qui aurait permis de « dégager » un nombre plus important d'ouvriers âgés et aux autres de conserver leur emploi. A cette dernière suggestion, il fut répondu qu'il ne saurait en être question, seuls quelques cas particuliérement douloureux — ceux-là mêmes qui avaient motivé l'explosion de colère de l'après-midi — seraient réexaminés. Pour le reste, on se bornait à indiquer que des informations seraient prises avant d'en décider.

Dans cette incertitude, une importante réunion intersyndicale décidait l'organisation de diverses formes d'action et d'adresser une demande d'audience au préfet de la Loire-Atlantique.

Le même jour, à 15 h 30, les ouvriers des Chantiers débrayaient unanimement. Par solidarité, ceux de Sud-Aviation et de toutes les entreprises avaient également cessé le travail. Le rassemblement se faisait sur le terre-plein de Penhoët d'où le cortège s'ébranlait précédé de banderoles : « Pour l'implantation d'industries nouvelles » ; « Du travail pour les jeunes ! » ;

« Non aux licenciements ! ». Les milliers de manifestants devaient se diriger sur la sous-préfecture, mais, avisés de la présence d'importantes forces de police, les responsables syndicaux, pour éviter des bagarres préjudiciables aux objectifs syndicaux, poursuivis, arrêtaient le défilé place de l'Hôtel-de-Ville. Là, les délégués faisaient le point sur les discussions en cours, affirmant la volonté des travailleurs associés dans un même sentiment d'autodéfense, de poursuivre la lutte pour que chacun ait le droit au travail et des conditions de vie normales.

Pourtant, après la dislocation faite au son de « L'Internationale », de nombreux métallos, bravant les consignes syndicales, se rendaient aux abords de la sous-préfecture et, se défoulant des rancœurs accumulées, bombardaient de pierres les C.R.S., tandis que ces derniers ripostaient à coups de grenades lacrymogènes et de pots fumigènes. La situation menaçait de s'envenimer — d'autant plus qu'un manifestant ayant voulu renvoyer une grenade offensive, celle-ci avait éclaté, lui arrachant la main droite — quand, prévenus, les responsables syndicaux, s'interposant entre les deux camps sous les échanges de pierres et de grenades, parvenaient à convaincre les manifestants de se retirer.

Entre temps, l'affaire nazairienne avait pris dans le pays des proportions inquiétantes pour le gouvernement ; la télévision s'en était emparée et un débat animé à « Cinq colonnes à la une » mettant aux prises patrons et délégués ouvriers nazairiens avait sensibilisé l'opinion sur le cas des licenciés. Il devenait urgent d'intervenir.

Et pour cause, car, à Saint-Nazaire, les choses restaient en l'état. Le 13 mars, comme chaque matin depuis le conflit, les responsables syndicaux se retrouvaient et décidaient de demander à leurs mandants de débrayer en fin de matinée pour assister, devant le siège de la direction, à un meeting d'information. Cet appel fut largement entendu et, à l'heure prévue, plusieurs milliers d'ouvriers étaient présents. Là, les orateurs, stigmatisant l'attitude des pouvoirs publics qui n'avaient jusqu'alors su qu'envoyer des forces de répression contre les travailleurs qui, ne pouvant se permettre l'oisiveté, réclamaient du travail, signalaient qu'ils auraient un entretien, l'après-midi, à la préfecture de Nantes, avec les représentants du ministre du Travail pour reprendre le problème au fond. Ils n'en conseillaient pas moins aux licenciés de se présenter comme d'habitude à l'embauche le matin du lundi suivant.

Ce même lundi les licenciés étaient entrés sans difficulté aux Chantiers, parcourant les ateliers, bavardant avec leurs

camarades en travail. Ceux-ci étaient appelés è débrayer et à s'assembler devant la direction où les délégués rendaient compte de leur entrevue avec les émissaires du ministre du Travail. Leurs premières paroles furent pour annoncer qu'ils avaient été floués. A l'exposé de leur position : non-acceptation des licenciements, préretraite à 61 ans au lieu de 62 permettant d'éviter ceux-ci — puisque les modalités d'application du Fonds National de l'Emploi prévoyaient que les ouvriers pourraient bénéficier de la préretraite à 60 ans, les envoyés du ministre répondaient qu'ils étaient venus « pour s'informer et informer », sans plus et, de ce fait, rien n'était sorti de ce colloque. Ils en concluaient qu'il était évident que le patronat et le pouvoir ne feraient aucune concession significative sans une action revendicative d'ampleur pour arriver à une solution acceptable.

Cette action allait se concrétiser par une concertation des Unions syndicales, locales et départementales, qui décidaient un grand rassemblement interprofessionnel de protestation pour le surlendemain, auquel serait conviée la population nazairienne. Comme prévu, le 19, tous les métallurgistes nazairiens débrayaient à 15 heures pour se former immédiatement en cortège et, devant les magasins fermés, les véhicules bloqués, prendre la direction de la place du Marché. Durant le parcours, les travailleurs d'autres corporations venaient s'intégrer au défilé. Bientôt, malgré une pluie dense, une foule considérable, témoignant de l'inquiétude générale, écoutait les exposés dénonçant les carences officielles pour empêcher que l'Ouest de la France ne devienne un désert économique. Il était réclamé des fédérations et confédérations syndicales une relance urgence de l'action pour le plein emploi et le retour progressif aux 40 heures hebdomadaires. Enfin, dans l'attente de remèdes appropriés, ils engageaient instamment les actifs au refus de toute heure supplémentaire tant qu'il y aurait des ouvriers sans travail.

Après que la foule se fut dispersée dans le calme, on apprenait, dans la soirée, que, sur sa demande, une délégation intersyndicale serait reçue, à Paris, au ministère du Travail pour y traiter de questions importantes, notamment celles du Fonds National de l'Emploi et du Fonds de Garantie Sociale des Chantiers.

Pendant que leur avenir était évoqué à Paris, à Saint-Nazaire le « cirque » se poursuivait et, à plusieurs reprises, les Chantiers furent occupés, de 18 à 20 heures, par des milliers d'ouvriers marquant ainsi leur soutien des délégations.

C'est le 25, à 21 heures, que les délégués rendaient compte de leurs discussions au cours desquelles le ministre ne s'était pas avancé, se bornant à les informer qu'un conseil interministériel devait se réunir le lendemain pour examiner le problème de nouvelles implantations industrielles à Saint-Nazaire, ainsi que la mise en route du Fonds National de l'Emploi au bénéfices des préretraités. La suite des conversations devait aboutir à la préparation d'une rencontre, à Paris, entre une sous-commission du comité d'entreprise des Chantiers et le directeur du Fonds National de l'Emploi pour discuter des aspects techniques et pratiques de l'aide à apporter aux intéressés. En conclusion, les délégués indiquaient qu'ils devaient rencontrer le lendemain le Président-Directeur Général des Chantiers pour la mise au point de cette entrevue.

Il serait trop long de rapporter ici toutes les discussions qui eurent lieu par la suite, au cours de réunions paritaires et avec les dirigeants du F.N.E., et qui nécessitèrent de nombreux déplacements des responsables syndicaux à Paris. Elles devaient pourtant aboutir à un accord sur le cas des ouvriers admis à la préretraite désormais assurés de toucher 90 % de leur salaire sur la base de 40 heures par semaine, le total de leurs ressources provenant des A.S.S.E.D.I.C., du Fonds de Garantie Sociale des Chantiers et du F.N.E.

Quant aux licenciés, dont la situation avait donné lieu à des tractations plus laborieuses, ils devaient finalement voir, eux aussi, leur cas réglé et, par le jeu combiné des allocations de chômage, des A.S.S.E.D.I.C. et du Fonds de Garantie Sociale des Chantiers, percevoir environ 80 % de leur salaire. Ajoutons que les délégués avaient obtenu que les licenciés des Fonderies et ceux des entreprises sous-traitantes bénéficient des mêmes dispositions. Il n'empêche que ces pourcentages, pour améliorés qu'ils fussent, calculés sur des salaires déjà réduits allant de 500 à 800 francs, représentaient pour les familles des licenciés un état voisin de la misère.

Et si, assurément, sur le plan syndical, on pouvait considérer comme positifs les résultats obtenus grâce à la pression ouvrière, il n'en restait pas moins que ceux qui restaient sur le carreau voyaient leur horizon bouché. Habitués à une vie active, ils refusaient cette déchéance, d'être ainsi mis au rebut, cette humiliation de se voir en posture d'assistés dans un désœuvrement démoralisant.

Les plus éprouvés par ce coup dur étaient les plus de 50 ans, tous ouvriers qualifiés, qui avaient connu les rigueurs de l'exil lors des bombardements, puis, au retour, la médiocrité des

baraquements. Et voilà qu'ils se retrouvaient, après des dizaines d'années de « bons et loyaux services », aux Chantiers ou aux Fonderies, avec seulement de maigres allocations pour subsister. Certains, qui avaient réussi à acheter une maison, un petit terrain pour y finir leurs vieux jours, n'avaient pas fini de les payer et, jetés ainsi sur le pavé, n'espéraient plus pouvoir se relever, à la fois trop âgés pour se déplacer et pour s'attendre à être employés sur place, et trop jeunes pour bénéficier de la préretraite.

Sud-Aviation en avait repris quelques-uns, les plus jeunes. Parmi ceux-là, il en est qui étaient parvenus, avec le temps, à retrouver du travail, mais à quelles conditions ! Embauchés dans d'autres professions, du jour au lendemain cette qualification qu'ils avaient acquise ne leur servait plus à rien. Leur « reclassement » était un « déclassement » par la perte de leur niveau de vie et, par là-même, d'une certaine dignité humaine.

A tous ces hommes, encore jeunes, on avait volé leur avenir.

. . . .

L'ouvrier nazairien d'aujourd'hui

Sans doute aura-t-on remarqué, au cours de cette longue série de luttes pour de meilleures conditions de vie — et particulièrement dans les conflits les plus marquants — que l'essentiel des revendications portait sur les salaires et sur l'emploi.

Sur les salaires, car, dans notre société marchande, de meilleurs salaires, c'est le moyen de vivre mieux, de permettre à l'ouvrier de répondre non seulement aux besoins matériels de sa famille, mais à des aspirations supérieures engendrées par le développement de l'instruction, de l'information parlée et écrite, à de nouveaux besoins de confort, de transport, de culture individuelle, etc.

Quoi de plus naturel, au fur et à mesure que s'élevait chez les ouvriers la connaissance des mécanismes économiques — et aussi politiques — que l'instinct de classe devenait conscience de classe, contribuant au développement et à l'organisation de la solidarité ouvrière, que se soient concrétisées parallèlement les exigences vers plus de justice sociale, y compris une répartition plus équitable des profits issus de leur travail, de leurs capacités, et accumulés sur leur dos par leurs employeurs.

L'élévation du niveau de vie, c'est aussi plus de dignité,

comme la réduction du temps de travail est non seulement une garantie contre le chômage, mais encore plus de liberté arrachée par bribes à l'exploitant à qui profitent les longues journées.

La sécurité de l'emploi a toujours été au premier rang des préoccupations de l'ouvrier nazairien, de celui des Chantiers surtout, car, à part l'entreprise d'aviation nationalisée, la S.N.I.A.S., et quelques sous-traitants dépendant pour l'emploi, eux aussi, de l'activité des Chantiers, il était, et reste, à la merci d'un seul patron, d'une seule industrie.

Tôt levé, tard couché, selon l'alternance des « quarts » de travail, l'ouvrier nazairien est demeuré prisonnier du maître du lieu qui s'est de tout temps voulu, par les manœuvres qu'on a pu apprécier, le seul utilisateur de la main-d'œuvre locale pour maintenir sa domination et éviter d'être concurrencé par des avantages qu'il lui a toujours refusés.

Cette situation privilégiée ne lui permettait-elle pas, ainsi qu'on l'a vu, de peser à sa guise, suivant les aléas des commandes et de la production, sur les conditions de rémunération et de travail de son personnel ; d'user à l'occasion de la menace et du chantage, du lock-out ou des heures supplémentaires, donc d'affamer ou d'exploiter tour à tour selon le cas une population ouvrière ainsi tenue en laisse ?

Qu'on s'étonne après cela de certaines explosions de légitime révolte, de ces luttes incessantes pour le pain et le droit au travail. Il est possible qu'en 1955, la fureur des métallos de Penhoët ait pu leur causer une réputation inquiétante, mais ils y étaient acculés, face à un adversaire se croyant sûr de lui. Faut-il donc pour cela accréditer cette légende, reprise par des journalistes en mal de copie ou avides de sensationnel, que Saint-Nazaire, capitale de la construction navale, serait aussi celle de la violence, voire une chaudière d'agitation sociale ?

Frondeur, cabochard l'ouvrier nazairien ? Certes, mais qui ne réagirait de même dans de telles conditions ?

Francs du collier, durs à la besogne, pourquoi les gars des Chantiers le seraient-ils moins s'agissant de la défense de leurs intérêts ? Ont-ils tort de considérer que l'entreprise, c'est aussi les salariés qui la font vivre et à qui elle doit assurer une existence plus en rapport avec leurs besoins les plus élémentaires ?

A Saint-Nazaire, on l'a souligné ici à plusieurs reprises, la population qui a progressé rapidement au cours des années est assez disparate. Au noyau originel, est venue s'ajouter peu à peu, par le recrutement intensif de la main-d'œuvre, une population mi-côtière, mi-terrienne, attirée par les hauts salaires et

le prestige de la vie urbaine plus facile, plus agréable, et qui, à son tour, a fait souche, le tout constituant un agglomérat ouvrier étroitement solidaire dont les composants se connaissent depuis l'enfance, ayant vécu côte à côte et servi, eux et leurs pères, pendant plusieurs générations les maîtres de la construction navale.

On a vu, d'autre part, que la majeure partie de la main-d'œuvre des Chantiers provenait, non de Saint-Nazaire même, mais de son environnement, particulièrement de la Brière dont les ressortissants ont conservé de leurs origines rurales un certain esprit individualiste, voire localiste (4) s'accommodant assez mal des servitudes des méthodes modernes de rationalisation tendant à une robotisation inhumaine.

Sans vouloir médire d'eux, on peut dire qu'ils sont en général d'un abord assez difficile à vaincre, procédant d'une sorte de méfiance envers l'étranger à leur milieu. Mais, qu'à la faveur de circonstances fortuites, cette réserve disparaisse, alors se révèle, sous une nature peu expansive, le véritable caractère droit et loyal de ces hommes au langage rude, avares de mots inutiles, mais prompts à l'entraide le cas échéant.

Compte tenu de ces divers éléments, peut-on en conclure que l'ouvrier nazairien soit un type d'homme à part, un intraitable selon certains ? Ce serait là une opinion absolument erronée.

L'ouvrier nazarien est, par nature, pacifique et sociable et n'est vraiment pas terrible s'il est compris à temps. Comme tout un chacun, il aime le bricolage, le jardinage et beaucoup poursuivent la réalisation d'une maison individuelle et d'un jardin. Il trouve sur place d'autres possibilités de distraction : la chasse, la pêche sous toutes ses formes, soit en mer, soit à travers les canaux et les marais du pays briéron. Il fréquente aussi, bien sûr, les stades où se déroulent les compétitions sportives.

Dans l'entreprise

PEUT-ÊTRE, eu égard à leur origine, en est-il de ces ouvriers-paysans qui ressentent plus que d'autres la subordination qu'implique le rôle d'exécutant et se plient-ils difficilement, répétons-le, aux impératifs des nouvelles techniques de travail ?

(4) On cite le cas d'un chef d'atelier briéron des Chantiers qui, dans un passé pas très éloigné, n'embauchait dans son équipe que des gens de la Brière.

Dans la ruche immense que constituent les différents secteurs professionnels des Chantiers de l'Atlantique, où s'affairent quelque dix mille travailleurs de toutes catégories, il convient de faire observer que l'ouvrier y subit les contraintes d'une maîtrise qui, à certains échelons, ne brille pas toujours par la compétence et dont le choix a été parfois dicté par le zèle inconditionnel et l'aptitude aux fonctions de surveillance, de commandement, c'est-à-dire à veiller non seulement à la production, mais à l'application des consignes patronales, même les plus arbitraires. De même, il doit se battre avec les « chronos » qui, eux non plus, ne lui font pas de cadeaux.

Il en ressort que, dans ce domaine aussi, la modernisation des entreprises n'a pas été sans répercussions sur les conditions de travail. On a fait la chasse aux temps morts, on a consacré des sommes énormes à la recherche, aux investissements, mais trop souvent négligé le côté social et humain. Et tandis qu'on s'étend en belles phrases sur les relations humaines dans l'entreprise, on s'intéresse aux machines, pas à l'homme.

Il n'y a pas encore si longtemps, l'ouvrier des Chantiers, le professionnel (n'oublions pas que c'est le cas de 85 % du personnel), travaillant sur plan, au sein d'une équipe, à la confection d'un des éléments du navire, avait le goût de son métier. Il savait, il sentait qu'il participait à une œuvre, il vivait la progression du montage du bâtiment, et il en était fier.

Puis, peu à peu, la responsabilité de l'ouvrier est devenue de plus en plus réduite. La division extrême du travail, en vue de la productivité, a fait que l'ouvrier n'est plus responsable que de la parcelle de travail qu'il accomplit. Il ne sait plus ce qu'elle vaut par rapport à l'ensemble. Et ce qui est grave, c'est que cet amoindrissement de sa personalitné s'opère insensiblement sans que lui-même en ait pleinement conscience.

Autre conséquence non moins grave de ce travail en miettes, fragmenté, morcelé : la multiplication de catégories professionnelles hiérarchisées qui, trop souvent, s'ignorent, se désintéressent les unes des autres dans la revendication. De plus, l'ouvrier devient polyvalent. Il n'est pas de jour qui passe sans qu'il soit déplacé, muté ailleurs : un jour ajusteur, le lendemain soudeur ou tôlier, selon les vues des concepteurs des bureaux d'études qui ignorent, ou feignent d'ignorer, les suites de ce brassage sur l'individu rendu passif, dépersonnalisé. L'important n'est-il pas d'accentuer le rendement, de produire encore plus vite, toujours plus vite.

Hors de l'entreprise

Cette sujétion dans l'entreprise trouve-t-elle au moins des compensations au dehors, quand l'ouvrier des Chantiers est enfin libéré du carcan de la rationalisation des tâches ?

A noter, tout d'abord, que, dès le coup de sirène, les travailleurs postés aux différentes sorties des Chantiers, envahissent la chaussée, et le quartier de Penhoët, somnolent durant les heures de travail, se réveille. C'est alors le spectacle toujours surprenant de milliers de bicyclettes, de cyclomoteurs déferlant autour des voitures démarrant elles aussi sur l'avenue de Penhoët.

Et, cependant que quelques-uns s'attardent autour des éventaires provisoires de quelques maraîchers, pêcheurs ou marchands de moules venus offrir leurs produits, les ouvriers habitant la côte, ceux de Pornichet, de La Baule, du Croisic, etc., s'empressent vers les trains ouvriers qui les conduiront à destination. Certains de ceux qui empruntent les cars de la Brière et autres lieux, en attendant le départ, vont hâtivement prendre le verre de l'amitié dans les nombreux bistrots qui bordent le terre-plein des Chantiers et des rues avoisinantes.

Au temps où les moyens de locomotion motorisée étaient rares et où beaucoup, ne pouvant se permettre l'achat d'une bicyclette, allaient à pied, nombreux étaient les ouvriers qui s'attardaient plus volontiers dans les cafés, soit pour se remettre d'un travail qui, à l'époque, était plus pénible et les journées plus longues, soit pour reculer le moment de retrouver une marmaille bruyante que leur inconscience avait multipliée. Là, les habitués avaient leur table réservée, les verres préparés, et le temps passait souvent en beuveries prolongées.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ils n'en ont plus le temps. Même devant les machines à sous et les boîtes à musique bon nombre d'entre eux ne s'attardent plus ou rentrent directement chez eux.

D'ailleurs, ils ont maintenant un autre attrait : le petit écran, le cinéma à domicile est venu leur procurer un nouveau moyen d'évasion — et aussi, hélas, de conditionnement. Tenus par les horaires du feuilleton ou des jeux télévisés, ils sont pressés de se retrouver devant la boîte à images grâce à laquelle, en se distrayant, ils oublient un moment leurs soucis. Là, en outre, des informateurs stylés pensent pour eux, les informent rapidement — d'aucuns diront les intoxiquent — d'une manière attrayante sans qu'ils aient à fournir l'effort ni à prendre le temps qu'exige la lecture d'un article.

Autre anesthésiant : le matraquage publicitaire, aguicheur, obsédant, qui guide leurs goûts, oriente leurs désirs vers des satisfactions accessoires les détournant de leurs intérêts essentiels. C'est là, d'ailleurs, le cas de l'ouvrier en général.

Autrefois, l'excès de misère engendrait chez l'ouvrier un sentiment de frustration et des aspirations révolutionnaires ; les tendances qui poussaient les spoliés à exiger plus de justice économique et sociale étaient un stimulant, un élément moteur de l'action ouvrière qui avait même connu des moments exaltants. Alors, l'ouvrier avait tout à conquérir, ce qui aiguillonnait son ardeur revendicative, et sa combativité a plus d'une fois fait trembler la bourgeoisie.

Aujourd'hui, ce sentiment s'est estompé. Les conquêtes sociales lui ont assuré une certaine sécurité du pouvoir d'achat, plus de loisirs, une élévation du niveau de vie lui permettant d'acquérir des biens au sein de la société bourgeoise tant honnie hier. De frustré, il est devenu possédant, fût-ce du bien le plus modeste. Son antimilitarisme frondeur s'est même atténué : il a maintenant quelque chose à défendre.

A Saint-Nazaire, où le culte religieux perd chaque jour du terrain, est venue se substituer, par une intégration progressive, une autre religion : celle de la voiture — même achetée d'occasion — et du confort ; nouvel opium du peuple d'obsédés du standing et de l'exhibitionnisme qui lorgnent le mode d'existence des couches sociales plus favorisées. Convertis à l'embourgeoisement, combien sont ainsi perdus pour la cause de la libération sociale...

Il a été écrit queque part que « L'accès limité, mais réel, des ouvriers au confort « bourgeois » tend à leur masquer la réalité de leur aliénation » ; en effet, mais comment voudrait-on qu'il leur reste le temps d'y réfléchir quand, encore, les quelques bribes de temps disponible qu'ils ont pu arracher sont accaparées par les distractions organisées, les nouveaux gadgets dispensés à profusion par les affairistes en tous genres qui ont fait de l'occupation des loisirs une source de profits en se chargeant de meubler artificiellement leurs week-ends et leurs congés annuels.

Et comment ne pas évoquer aussi ces autres dérivatifs : les jeux de hasard : loterie nationale, pari mutuel des courses, tiercé, jadis considérés comme immoraux et maintenant encouragés par l'Etat-patron. Outre qu'il en tire un impôt déguisé, il juge satisfaisant pour sa tranquillité — et sous l'œil bienveillant du patronat privé — de voir l'ouvrier compter plus sur

sa chance que sur l'action revendicative, voire subversive, pour se sortir de ses difficultés.

Dans de telles conditions, seule une minorité de militants se dépense pour amener les travailleurs à plus de lucidité et secouer l'apathie ambiante. Tâche ingrate, car si, dans le passé, l'ouvrier pouvait disposer d'une partie de ses soirées ou de ses fins de semaine pour assister aux réunions où se discutaient ses intérêts immédiats et d'avenir, on ne peut plus actuellement le saisir, et très brièvement, circonstantiellement, que sur le lieu du travail.

C'est là, incontestablement, une situation irréversible, et le rôle du syndicalisme n'est évidemment pas de s'attarder sur un passé révolu, mais, sans perdre de vue le but à atteindre, d'adapter ses méthodes et ses moyens d'action à l'évolution économique et sociale pour résoudre au mieux les problèmes qui se posent au jour le jour à sa compétence.

Déjà, à travers les luttes du mouvement ouvrier, la condition du travailleur au sein de l'entreprise s'est sensiblement modifiée. La discipline s'est relâchée et, par la conquête des droits syndicaux, de l'institution des délégués du personnel, l'ouvrier a acquis des libertés qu'il ne connaissait pas autrefois.

Mais nous vivons depuis un certain temps le phénomène du pluralisme syndical, et l'efficacité de l'action ouvrière s'en ressent inévitablement. Dans les divers ateliers des Chantiers, par le truchement de ses délégués, chaque organisation syndicale, soit verbalement ou par la diffusion de tracts, tente de faire prévaloir ses vues, s'ingéniant à montrer que son action est la plus profitable. Il s'ensuit que ces rivalités ne favorisent guère le recrutement ; encore que le pourcentage syndical de la région nazairienne, toutes organisations comprises, reste bien au-dessus de la moyenne nationale des 20 % de syndiqués que l'on s'accorde à reconnaître dans l'effectif ouvrier de la métallurgie, puisqu'il se situe aux environs de 35 % (5).

(5) Il n'empêche que, lorsque les organisations locales organisent des assemblées d'information, même avec la présence — annoncée à grand renfort de publicité — d'un leader syndical (en l'occurence le secrétaire de la fédération nationale de la métallurgie), elles se voient contraintes de les tenir l'après-midi si elles veulent obtenir le maximum d'auditeurs, car il est plus difficile de les réunir le soir après le travail. Encore ne rassemblent-elles alors, déduction faite de quelques sympathisants, guère plus du quart de leurs adhérents.

Le délégué

Quant au délégué, interlocuteur privilégié de l'ouvrier, qui se repose sur lui du soin de régler tous les petits différends personnels qu'il peut avoir avec la maîtrise, il faut bien reconnaître que son rôle, à titre bénévole, n'est pas toujours facile et lui cause plus d'ennuis que de satisfactions — morales s'entend. Pris souvent entre l'enclume et le marteau sans pouvoir toujours satisfaire les intéressés, il est, de plus, lésé dans son travail — en général le plus mauvais, en raison de son absentéisme en réunions et délégations — et dans l'octroi de certaines primes de faveur : galon, etc. Aussi, les responsables syndicaux ont-ils des difficultés pour trouver des militants prêts à poser leur candidature aux élections de délégué du personnel ou de délégué syndical.

D'autre part, étant le représentant d'un syndicat, le délégué usera de son influence pour en diffuser la propagande et les consignes. Ce faisant, il se heurtera aux ouvriers et militants de tendances et syndicats opposés. Par exemple, les délégués de syndicats politisés propageant les mots d'ordre électoraux de partis de gauche rencontreront l'opposition d'ouvriers et militants se réclamant de l'indépendance du syndicalisme et de l'action directe ouvrière. Cet état d'esprit est, d'ailleurs, particulier au mouvement ouvrier français et nombreux sont ceux qui réagissent contre les prétentions partisanes de se substituer aux organisations syndicales dans l'action revendicative, défendant ce principe que le syndicat doit garder la pleine maîtrise de la conduite, au sein de l'entreprise, d'une action qui ne saurait être du ressort d'un parti politique (6).

Il découle, en tout cas, de certains abus dans l'exercice de cette fonction, que celle-ci a quelque peu perdu de sa valeur et n'est pas sans incidence sur le comportement de l'inorganisé qui, s'il fait toujours confiance à l'organisation syndicale et répond volontiers à son appel pour la défense et l'amélioration de sa condition, reste dans l'expectative et refuse de s'engager plus avant.

---

(6) Il est remarquable, à cet égard, que les ouvriers, s'ils ne sont pas tellement passionnés par la chose syndicale, ne croient plus guère aux grands jeux de la politique. Même beaucoup de ceux qui pensaient soulager leur conscience par le geste passif consistant à déposer un bulletin dans l'urne, dans l'espoir d'une transformation sociale par l'accession de la gauche au pouvoir, ont été déçus et s'en sont détournés en constatant, à plusieurs reprises, que les promesses n'avaient pas dépassé la durée de la campagne électorale.

En revanche, il arrive qu'il se replie sur les solutions de débrouillage individuel, soit, s'il en a les capacités, en essayant de progresser au sein de la hiérarchie de l'entreprise — où il n'accédera qu'à des postes subalternes, butant contre le barrage infranchissable du mandarinat des diplômés — soit, s'il a su limiter sa progéniture, prendre une revanche en poussant ses enfants aux études supérieures, plaçant en eux, en se privant au besoin, ses espoirs de promotion vers les fonctions plus rémunératrices et mieux considérées auxquelles il n'a pu lui-même parvenir.

Le militant, lui-même, et on ne saurait en cela l'incriminer, s'il conteste l'ordre social actuel et vise à en changer les structures, n'a-t-il pas le même souci, tenant compte des réalités présentes, d'assurer pareillement l'avenir de la descendance ?

En somme, lui non plus n'est plus ce qu'il a été. Pris dans la complexité des tâches pour le compte de masses travailleuses plus ou moins indifférentes, il finit, lui aussi, par se résigner, à sa manière, au statu quo social, ne revendiquant plus que pour l'immédiat.

. . . .

Préparer l'avenir

Les Chantiers de l'Atlantique, il est bon de le rappeler, occupent, avec un tiers environ de la production navale française, la première place parmi les chantiers français. Ils ont étudié et construit tous les grands paquebots, notamment « Normandie », « France », ainsi que de nombreuses et importantes unités de la Marine nationale dont les cuirassés « Dunkerque », « Jean-Bart » et le porte-avions « Foch ».

Placés sous le contrôle de la Société Industrielle et Financière de Penhoët (holding à multiples ramifications financières, elle-même contrôlée par la Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas), les Chantiers de l'Atlantique ont multiplié depuis leur création, en 1955, les accords et les prises de participation dans les domaines les plus variés.

Promis à une extension toujours croissante, les chantiers navals de Saint-Nazaire ont, de tout temps, suscité la convoitise de puissants groupes financiers. Rappelons la mainmise des deux grands banquiers du second Empire, Isaac et Emile Péreire, celle des Fould, etc.

Aujourd'hui, les Chantiers de l'Atlantique ont acquis une dimension internationale, s'assurant une position de leader en Europe pour la production de gros pétroliers, pour les transporteurs de gaz liquéfié (méthaniers) et de leader mondial pour la production de moteurs semi-rapides. Cette situation prépondérante dans la propulsion navale, source de profits importants, ne pouvait laisser indifférents les deux grands de la finance : Suez et Paribas.

Pour ces deux banques, qui ont une forte implantation mondiale, les Chantiers de l'Atlantique ne sont qu'une filiale parmi des centaines d'autres entreprises et banques qui emploient des centaines de milliers de travailleurs, assurant leur domination dans de nombreux secteurs de l'économie du pays et, par suite, exerçant une pression non négligeable sur les hommes au pouvoir en faveur de leurs intérêts.

Ces quelques précisions étaient nécessaires pour mieux montrer, par l'interpénétration des capitaux, les assises financières des Chantiers de l'Atlantique qui ont contribué à leur développement et président à leur destinée.

Cette situation financière, dont les bases sont ainsi solidement établies, est encore renforcée par un régime d'aide à la construction navale, de la part de l'Etat, aide qui a progressé ces dernières années de façon remarquable. Pour 1975, le montant de cette subvention avait été fixé à 800 millions de francs dont les Chantiers de l'Atlantique ont eu la meilleure part.

C'est dans ces conditions favorables que les Chantiers ont pu atteindre dans la dernière décennie un niveau technologique élevé, poursuivant leurs investissements pour la modernisation et l'adaptation des installations existantes.

En effet, les besoins d'énergie d'un monde qui devient de plus en plus industrialisé, et dépendent de plus en plus des produits pétroliers et du gaz naturel, sont si importants qu'on prévoit une consommation doublée dans les dix ans à venir.

En conséquence, ce qui déterminait les commandes des armateurs, c'était une rénovation de la flotte pétrolière tendant à abaisser le coût des transports maritimes : automatisation réduisant les effectifs, accroissement du tonnage, rapidité, etc., les unités géantes étant moins onéreuses que les petits pétroliers appelés à disparaître puisqu'il suffit d'augmenter la propulsion de 30 % seulement pour obtenir la même vitesse d'un navire de double tonnage.

Pour répondre à cette demande, de toutes parts, les constructeurs de navires ont procédé à des investissements considérables ayant pour effet d'augmenter la productivité, ce

qui signifie : meilleures conditions de production, abaissement des prix de revient, facteurs importants de compétitivité internationale. C'est pour lutter plus efficacement contre la concurrence, même la plus sévère, celle de pays comme la Suède et le Japon, que les Chantiers de l'Atlantique allaient, de leur côté, s'attacher à refondre leur entreprise, tant sur le plan de l'équipement que sur celui des méthodes.

La construction de très grands navires nécessitait non seulement des dimensions de formes (cale sèche d'assemblage des éléments du navire) de construction suffisantes, mais également une infrastructure d'ateliers permettant d'usiner et d'assembler dans de bonnes conditions des tonnages élevés de matières métalliques de haute qualité.

Or, les installations actuelles des Chantiers leur permettent de construire des pétroliers extrêmement compétitifs. Dans ce domaine, ils détiennent toujours le record mondial avec des navires de 540 000 tonnes, dont deux, commandés pour la Shell, le « Bautilus » et le « Bellamaya », seront livrés en 1976. Ils se classent pareillement en tête pour les méthaniers qui représentent la technique de pointe la plus caractéristique de la production des Chantiers.

L'agrandissement de l'aire de montage s'est traduit par la construction d'une nouvelle darse de 500 m de long et de 95 m de large pouvant recevoir des pétroliers de plus de 500 000 tonnes ; et de nouveaux ateliers de préfabrication, dotés de moyens de production les plus modernes permettent la construction à la chaîne de tous les sous-ensembles. La nouvelle darse (ou forme) accueille simultanément, et à des stades différents de leur construction, plusieurs tronçons du navire. Aujourd'hui, on ne pose plus la première tôle d'un pétrolier, mais le premier bloc dont le poids peut atteindre 750 tonnes. Et c'est vraiment un extraordinaire spectacle que celui de ces éléments préfabriqués, d'une dimension imposante, qui s'élèvent dans les airs, glissent sous un portique d'une puissance de levage de 750 tonnes desservant une zone parallèle de prémontage, puis descendent avec une précision d'horlogerie à côté des autres blocs auxquels ils sont aussitôt soudés par des machines automatiques.

On doit ajouter que les services techniques et les bureaux d'études utilisent largement les calculatrices électroniques et que le dessin du navire, la gestion et l'ordonnancement sont confiés à des ordinateurs.

La rationalisation, la préfabrication et la construction en série ont été poussées au point qu'un chantier qui construisait,

dès l'après-guerre, un navire de 30 000 à 40 000 tonnes, en un an, en fait aujourd'hui cinq à six de 200 000 tonnes dans le même temps, avec un volume équivalent de main-d'œuvre. Ainsi, la construction des deux pétroliers superautomatiques de 540 000 tonnes, actuellement mis sur cale, ne demandera pas plus de neuf mois.

Enfin, sur leur lancée, on escompte que les Chantiers de l'Atlantique seront sans doute les premiers à construire un navire nucléaire et à augmenter encore le volume de la construction navale qui représente déjà près du quart des exportations françaises.

Resumen

Trátase de los pasajes más significativos de una monografía referente a la clase obrera de los grandes astilleros de Saint-Nazaire (Francia). En ellos se examina el origen campesino de los trabajadores; el nacimiento y desarrollo, a través de diversas crisis, de la industria de la construcción naval; las luchas sociales, a veces sordas y a veces de gran violencia; la transformación de la mentalidad y del comportamiento de los asalariados, a medida que la concentración industrial, el desarrollo de la ciudad, la elevada tecnicidad de la producción modifican una sociedad local, en la que las oposiciones fundamentales de clase subsisten.

Esta crónica de un siglo —cuyo texto integro será editado próximamente—, permite seguir la evolución de las fuerzas sociales en presencia. Ni la patronal ni la clase obrera son inmutables. Las intervenciones del Estado, el juego de los grupos financieros, el papel mudadizo de las organizaciones sindicales, la presión del medio ambiente nacional hacen que se establezcan nuevos problemas. Los antagonismos no desembocan necesariamente en un afrontamiento decisivo, ni siquiera en su eventualidad. Y la suma de las victorias también puede significar una dependencia más profunda.

Y no obstante subsiste todavía un cierto orgullo de la capacidad profesional y un sentido de la dignidad que señalan la frontera.

Riassunto

Questo scritto è costituito da passi significativi d'una monografia sulla classe operaia dei grandi cantieri navali di Saint-Nazaire in Francia. Vi vengono esaminati l'origine contadina dei lavoratori; la nascita e la crescita, attraverso le crisi, dell'industria cantieristica; le lotte sociali, a volte sorde a volte violentissime; la transformazione della mentalità e del comportamento dei salariati che ha accompagnato la concentrazione industriale, lo sviluppo della città, la tecnicizzazione della produzione, cioè l'evoluzione d'una società locale in cui permangono le opposizioni fondamentali di classe.

La cronaca d'un secolo — il cui testo integrale uscirà prossimamente nelle librerie — consente di seguire l'evoluzione dei protagonisti sociali. Nè il padronato nè la classe operaia sono immutabili. Gli interventi statali, i giochi dei gruppi finanziari, il ruolo mutevole delle organizzazioni sindacali, l'influenza dell'ambiente nazionale pongono problemi nuovi. Gli antagonismi non sboccano necessariamente nello scontro decisivo e neppure nella sua eventualità. E la somma delle vittorie può anche significare una più profonda dipendenza.

Ciononostante, è ancora presente nella classe operaia una certa fierezza delle capacità professionali ed un senso della dignità che delimitano il fronte.

Summary

Here are presented some significant passages from a monography about the working class in the big ship-building yards of St. Nazaire, in France. Some of the points examined are the workers' peasant origin, the rise and development, through a number of crises, of the ship-building industry, the social struggles which are sometimes veiled and at other times extremely violent, the change in the wage-earners' frame of mind and behaviour as modifications are introduced by industrial concentration, town development and a highly technical production into a local society where the fundamental class opposition remains.

The chronicle of a century — the complete edition of which will soon be published — shows the evolution of the social partners. Neither the employers, nor the working class are protected from change. New problems appear with governmental participation, the game of financial groups, the changing role of trade unions and the pressure of national environment. Antagonisms don't necessarily open the way to a final decisive confrontation or to its eventual occurrence. Besides, successive victories may also mean a deeper dependency. Nevertheless a certain pride about professional qualification and a sense of one's dignity still remain, and stress the barrier.

ERRATUM

In the essay of David Wieck (Negativity of Anarchism — INTERROGATIONS 5) there were a number of typographical errors, a few of them somewhat serious. The most serious was the omission of a «not», in the seventh from last line on p. 28. The sentence should read: «Although capable of articulation, it is not essentially conceptual», and so on. On the second from the last line on p. 50, «no more anticlericalism» should be «no mere anticlericalism». On p. 51, ninth line from the last, «This the harmony» should be «Thus the harmony». On the eight line of p. 53, the word «it» was omitted in «derive from it their values». The other errors are relatively harmless.

Deux révoltes paysannes en Bolivie

Notes sur leur signification

Gaston Dauval (*)

QUAND naissent des mouvements paysans, du fait qu'ils se terminent par des échecs et que, selon un marxisme banalisé, ils ne sont pas dans le sens de l'histoire, on prend rarement la peine d'analyser ce qu'ils signifient sur le plan plus global de l'évolution sociale et politique du pays dans lequel ils se déploient, et l'on mésestime la portée du message qu'ils diffusent. Aussi, en exposant deux révoltes récentes du paysannat bolivien, je n'entends pas seulement faire sortir de l'ombre une parcelle d'actualité négligée, mais encore tracer quelques pistes de travail pour leur restituer ce sens qu'on leur nie généralement. Ma tentative reste cependant modeste : premier stade d'une recherche, elle vise surtout à stimuler l'imagination, et les hypothèses avancées mériteraient l'appui de démonstrations plus largement étayées.

Le refus de l'impôt unique

LE 5 décembre 1968 se réunit à La Paz la première Conférence Economique du paysannat bolivien. Cette conférence, au programme tape-à-l'œil, a pour but réel de faire entériner par les représentants paysans une réforme de la fiscalité, préparée de longue date par les services nationaux de Réforme Agraire aidés des conseillers américains de l'A.I.D. et de l'Université du

(*) Essayiste. Nombreux séjours d'étude en Amérique latine. Sur le terrain, en Bolivie, au cours de ces dernières années.

Wisconsin. La Réforme Agraire de 1953 (1) avait laissé de côté la fiscalité et les paysans continuaient à verser plus ou moins régulièrement la *contribución territorial* et à prêter leurs services pour l'entretien des chemins (*prestación vial*). L'intention du gouvernement est évidemment d'augmenter la masse fiscale et d'en rationaliser la perception par la mise au point de l'impôt unique ou *predial rustico*. 5 % de l'argent ainsi perçu doit servir à indemniser les *hacendados* expropriés à la suite de la Réforme Agraire. La tentative n'est pas nouvelle : annoncée par le gouvernement Siles Zuazo, elle suscitait déjà en 1963 les protestations des groupes paysans.

La conférence est inaugurée en présence d'environ un millier de délégués :

— les membres exécutifs de la Confédération Nationale des Paysans Boliviens (C.N.T.C.B.) (2) ;

— les membres exécutifs des Fédérations Départementales et Spéciales accompagnés d'un représentant de chacune de ces Fédérations ;

— les secrétaires généraux des Centrales Provinciales ;

— les Députés de la Brigade Parlementaire paysanne.

Il n'y a donc aucun délégué cantonal ou de communauté. De plus, les représentations départementales et provinciales ont pour la plupart été désignées lors de congrès récents, soigneusement préparés par les niveaux supérieurs de la hiérarchie et les fonctionnaires des divers services du Ministère de l'Agriculture pour que soient élus des partisans ou des inoffensifs, déjà acquis à l'impôt unique.

Le discours inaugural du congrès est à la charge du Général Ovando alors commandant en chef des Forces Armées, qui le lendemain de l'ouverture de la Conférence invite au nom de

(1) La Réforme Agraire de 1953 eut comme principal résultat l'expropriation des **latifundios** et la redistribution de la terre aux **colonos** d'**hacienda** — auparavant usufrutiers d'une parcelle de terrain de l'**hacienda** en échange de services et corvées connues sous le nom de **ponguaje**. Elle permit donc la constitution d'un ensemble de petits propriétaires terriens.

(2) La Conféderation Nationale des Paysans Boliviens regroupe en 1968 l'ensemble des syndicats paysans organisés sur les territoires des ex-**haciendas** et des communautés. L'organisation est pyramidale: les syndicats de base sont coiffés par les sub-centrales cantonales, puis les centrales provinciales, elles-mêmes incluses dans les fédérations départementales. Les syndicats de base désignent les délégués des sub-centrales qui eux désignent les délégués provinciaux, et ainsi de suite. Ce qui fait de la CNTCB une structure pyramidale, assez sclérosée, dont la base est très éloignée du sommet.

l'armée les délégués à une grande *parillada* (3). Tout semble se dérouler selon l'ordre prévu. Mais le 6 décembre les délégués commencent à quitter la conférence et dénoncent aux journaux les menaces dont sont l'objet ceux qui s'opposent à l'impôt. Le 10 décembre, les groupes dissidents s'organisent officiellement en Bloc Paysan Indépendant. Ils se regroupent à l'Université, signent avec la Confédération Universitaire Bolivienne un pacte de défense mutuelle et rejettent à la fois le pacte militaire-paysan, qui lie depuis 1965 la C.N.T.C.B. aux F.F.A.A., et l'impôt unique.

En signe de protestation les étudiants et paysans dissidents bloquent l'avenue Villazon, l'artère centrale de La Paz. C'est le point de départ d'une agitation qui va rapidement gagner la province. Ainsi le dimanche 15 décembre, les paysans des environs d'Achacachi (4), réunis à l'occasion de la foire dominicale, attaquent la mairie, la sous-préfecture et la caserne locale. Toutes les autorités provinciales sont obligées de fuir le bourg. Le Président Barrientos décide alors de se rendre lui-même à Achacachi pour essayer d'apaiser les révoltés et de les convaincre d'accepter l'impôt. Accueilli par des huées, des sifflets et une grêle de pierres, il ne doit son salut qu'à une retraite précipitée. La pression populaire est telle que la garde militaire doit encore une fois quitter Achacachi. Si les violences paraissent limitées à Achacachi, des manifestations et des concentrations paysannes pour le refus de l'impôt agitent la campagne jusqu'à la fin du mois de janvier 1969. Le refus est particulièrement net dans les provinces des bords du lac Titicaca et de l'Altiplano Nord en général, ainsi que dans les vallées profondes, les Yungas, du département de La Paz. Devant la colère paysanne et le péril que fait courir au gouvernement une alliance universitaires-paysans, auxquels viennent se joindre, le 27 décembre, les ouvriers (*fabriles*) de La Paz, le Président Barrientos décide de différer l'application de l'impôt. En même temps, la répression s'organise : Achacachi est occupé par l'armée, le leader du Bloc Indépendant le plus en vue est arrêté.

Mais la protestation contre l'impôt réussit dans la mesure où, si le gouvernement Banzer, 7 ans après, parle encore de sa mise en place — ce qui montre d'ailleurs par delà les différences des formes gouvernementales la continuité d'une politique,

(3) Viande grillée sur la braise.

(4) Sud-Est du lac Titicaca.

de Siles Zuazo à Banzer — il ne s'y décide pas. Elle a aussi permis la création d'une organisation syndicale paysanne non officialiste qui, jusqu'au coup d'Etat sanglant du Général Banzer, manifeste au grand jour l'existence d'un courant d'opposition et met mieux en évidence la progressive fonctionnarisation des cadres paysans de la C.N.T.C.B.

Le massacre de la vallée de Cochabamba

Du 24 au 31 janvier 1974, les paysans de la vallée de Cochabamba bloquent les routes qui, de la capitale départementale, mènent vers les autres grandes villes du pays. Ils sont plusieurs dizaines de milliers à manifester ainsi leur colère. Les derniers jours du mois d'autres barrages sont érigés près de Sucre et sur l'axe Oruro-La Paz ; la protestation paysanne prend ainsi une envergure nationale ; le trafic est paralysé sur les plus grandes routes du pays.

Les paysans entendent ainsi protester contre les décrets du 20 janvier précédent par lesquels le gouvernement augmenta le prix des denrées alimentaires de première nécessité (sucre, riz, farine, nouilles, café, pain) de parfois plus de 100 %. Or ces prix n'ont cessé de croître depuis la dévaluation d'octobre 1972 par laquelle le peso bolivien a perdu 66,5 % de sa valeur. Le paysannat dans son ensemble est très affecté par cette mesure, particulièrement celui des hauts-plateaux et des vallées hautes qui doit acheter tous ces aliments car il n'en produit aucun. De plus, la décision s'applique immédiatement, alors que dans les vallées de Cochabamba les réserves des récoltes précédentes, tant en production qu'en argent, sont en voie d'épuisement. Aussi les paysans des vallées demandent l'abrogation des décrets et se déclarent disposés à maintenir leurs barrages jusqu'aux ultimes conséquences.

Le mouvement de protestation naît spontanément, s'étend en tâche d'huile et ne paraît pas obéir à un plan précis. Il est encadré par de jeunes leaders syndicaux paysans qui depuis un an environ occupent des postes de responsabilité tant aux niveaux locaux que départemental. Ce groupe de jeunes leaders adopte une ligne de conduite relativement indépendante tout en restant dans le giron du syndicalisme officialiste soutenu et contrôlé par le gouvernement militaire.

Quelques jours avant la promulgation des décrets, le 10 janvier, le 8e congrès départemental s'est tenu sous l'étroit contrôle

de l'armée qui, à l'occasion, a même mobilisé des troupes. Pour le poste de secrétaire exécutif l'accord entre les représentants paysans et l'armée s'est fait sur le nom d'un dirigeant qui occupe des postes de responsabilité depuis l'époque du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (1952-1964). Mais les postes suivants sont pourvus par des représentants du nouveau courant. Lors d'un congrès, puis d'une réunion de travail départementale qui se tient le 19 janvier, les critiques contre la politique économique du gouvernement sont très dures : les paysans insistent pour que le Président de la République leur accorde audience. Ils protestent contre la désapparition du marché d'articles comme la farine et le sucre et menacent de ne pas approvisionner en fruits et légumes les marchés de la ville de Cochabamba. C'est dans ce climat déjà tendu que le gouvernement promulgue les décrets d'augmentation des prix.

Après avoir essayé les méthodes habituelles de corruption et d'intimidation des leaders, le gouvernement du Général Banzer décide l'intervention de l'armée : la répression est féroce. Les barrages sont enfoncés avec des tanks et les militaires fauchent à la mitrailleuse les foules assemblées, tandis qu'avions et hélicoptères survolent les champs d'action. Bilan officiel : 13 morts. Mais la commission Justice et Paix compte 65 disparus dans la seule vallée haute de Cochabamba : il est donc probable que le nombre de morts dépasse la centaine. Pour prendre une mesure plus exacte des représailles il convient d'ajouter à ce chiffre celui des blessés, des prisonniers et de tous ceux qui sont obligés de fuir ou de se cacher.

Les foyers des révoltes

L'UN et l'autre mouvements éclatent dans des régions qui, depuis les années qui précédèrent la Réforme Agraire en 1953, furent à la pointe du combat contre les *hacendados ;* celles aussi qui, après la révolution nationaliste du 9 avril 1952 organisèrent les premiers syndicats, les milices armées les plus nombreuses et les plus actives. Une cartographie historique des soulèvements et des autres manifestations d'opposition du paysannat bolivien montrerait donc leur enracinement, au moins depuis la guerre du Chaco, dans les vallées du département de Cochabamba et principalement la vallée haute où se concentrèrent les barrages de janvier 1974, et dans toutes les provinces du département de La Paz qui bordent le lac Titicaca ou sont proches de la ville.

Ces deux régions à première vue si différentes tant du point de vue géographique, ce qui induit des agricultures orientées vers des productions différentes, que du point de vue culturel, puisque le haut plateau est *aymara* et les vallées *quechuas*, présentent cependant des ressemblances qui apparaissent déterminantes pour expliquer leur particulière turbulence à l'époque contemporaine. Riches et densément peuplées, relativement proches des grands centres urbains, elles ont été convoitées et largement occupées par les *hacendados* qui ont progressivement refoulé les communautés indiennes sur des territoires plus exigus et moins propres à la culture. Sans vouloir entrer plus avant dans les détails d'une étude qui reste à mener, il me semble donc que l'articulation doit être faite entre les mouvements de révolte contemporains et les luttes d'avant la réforme contre les *hacendados* spoliateurs. La transition des uns aux autres ne peut se réduire à une sorte de transmission héréditaire de la contestation ou à une cause structurelle comme la pression sur la terre dans des zones relativement surpeuplées. On ne peut se passer d'un inventaire, cas par cas, qui identifierait les acteurs avec précision et analyserait leurs discours. A titre d'exemple, et pour s'en tenir aux acteurs, les *comunarios* (5) du haut-plateau, actifs avant la Réforme Agraire, parce que jouissant d'une plus grande mobilité tactique, ne sont plus les moteurs des mouvements actuels qui mettent plus en avant des petits propriétaires, sinon enrichis — certains le sont — du moins libres de leur décision et semble-t-il résolus à le demeurer. Donc, si globalement les mouvements ont bien lieu dans les mêmes régions, localement, ils ne mettent pas toujours en jeu les mêmes villages et les mêmes types d'acteurs.

Le sens des révoltes

QUEL est le déclencheur, le catalyseur des révoltes ? Dans les deux cas il s'agit d'une décision, prise ou à prendre, qui modifie les conditions de vie matérielle des paysans ; et cette décision est prise d'en haut, par le gouvernement. La première concerne l'impôt direct, la deuxième, l'augmentation des prix, est assi-

(5) Le **comunario** ou **comunero** est l'habitant de la communauté paysanne. On appelle communauté le territoire paysan possédé collectivement et cultivé en partie en commun. On oppose la communauté à **l'hacienda**, propriété privée, nécessitant de la main-d'œuvre.

milée dans la conscience paysanne à un impôt indirect. Les deux mouvements visent donc l'Etat comme agent de décision de leur vie matérielle, non pas encore l'Etat-machine anonyme, mais l'Etat personnifié par le chef du gouvernement, que l'on n'hésite pas à lapider en 1968 et auquel on tient à s'adresser personnellement pour essayer d'infléchir la décision en 1974. C'est dire que ces mouvements signifient à la fois la montée de l'Etat-classe dont parle L.-M. Vega et la lutte de petits producteurs paysans indépendants contre cet envahissement.

Depuis le début du XX[e] siècle, l'appareil d'Etat bolivien se met progressivement en place par phases successives, en grignotant les pouvoirs locaux des *hacendados* et en s'attaquant aux fiefs des barons de l'étain. Si ce mouvement rencontre l'adhésion de nombreux civils, c'est l'armée, ou plutôt une fraction de cette armée qui, lorsqu'elle gouverne, est le principal agent de cette nationalisation des décisions : on le voit bien avec le socialisme militaire de Toro et Busch, puis avec le nationalisme de Villaroël. Cependant il s'accélère après la révolution de 1952 qui élimine d'un coup l'oligarchie terrienne et minière et la fraction de l'armée qui la soutient, pour mettre en place une stratégie de développement économique à l'échelle nationale, un réseau d'instruction publique, une armée et une police modernes. En conséquence, le nombre des fonctionnaires s'accroît et leur aire de pénétration s'étend jusqu'aux campagnes éloignées où les nouveaux maîtres deviennent l'instituteur et le policier, agents locaux de l'Etat-classe et agents privilégiés de l'intégration nationale. Il n'y manque que le percepteur fonctionnaire, les opérations de recouvrement de l'impôt étant encore assurées au plan de la communauté par les autorités indigènes traditionnelles ou les secrétaires généraux des syndicats agraires.

C'est précisément à cette rationalisation de l'impôt mis en place par le nouvel Etat prédateur, à cette main-mise de plus en plus grande sur la vie quotidienne que s'opposent les petits propriétaires paysans maintenant libres de choisir leur type et leur forme de culture sur leurs propriétés. Les révoltes actuelles marquent donc une étape nouvelle par rapport à celles qui précédèrent 1952. L'ennemi d'alors était principalement l'*hacendado* (ou ses représentants locaux) que les révoltés soient des *colonos*, usufruitiers de la terre en échange de prestations en services, ou des *comuneros* spoliés de leurs territoires les plus riches ; les demandes principales concernaient la libération des corvées et l'accès à la propriété de la terre, ou sa récupération.

On pourrait donc se demander s'il n'y a pas un ou des mouvements dans la centralisation des pouvoirs, associés à un certain état du paysannat, celui où domine une masse de petits producteurs récemment libérés de formes de servitude, qui soient favorables à l'éclatement de mouvements d'essence libertaire. Car il y a une parenté, par delà les idéologies, entre des mouvements comme ceux qui éclatèrent en France du 17[e] au 19[e] siècle, les soulèvements russes entre 1902 et 1921, ou la Christiade au Mexique et ceux, récents, de Bolivie : tous sont antifiscaux et antiétatiques et visent à « récupérer au profit des villages une partie du pouvoir détenu par la société englobante ; elles visent à diminuer aussi, voire à annuler certains des prélèvements qu'effectue celle-ci » (6).

Il se trouve aussi que ces deux révoltes boliviennes récentes restent localisées dans des zones relativement circonscrites et qu'elles ont de la peine à gagner le reste de la campagne. Le champ privilégié de la révolte de 1968 est le Nord de l'*Altiplano*, celui du mouvement de janvier 1974, la vallée haute de Cochabamba. Certes, l'éloignement, la difficulté des communications y sont pour quelque chose, mais à mon sens il subsiste un fossé culturel qui fait que les uns ne se sentent pas concernés autant que d'autres par des mesures qui pourtant visent l'ensemble du paysannat. Aussi des mouvements s'étalent en tâche d'huile jusqu'aux frontières de zones qui constituent une sorte d'espace connu, unifié socialement et culturellement, qui semble préfigurer ce que pourraient être des territoires autonomes, à l'échelle de la vision paysanne. Autrement dit, ces mouvements — comme ceux qui ont été cités précédemment — ne visent pas l'occupation de l'appareil d'Etat comme instrument qui leur permettrait d'arriver à leurs fins. Tout se passe comme s'il y avait une harmonie entre le but poursuivi qui est l'annulation de certains pouvoirs d'Etat et les moyens que les paysans se donnent pour aboutir. C'est d'ailleurs pourquoi ils sont toujours vus comme des échecs par tous ceux qui ne pensent les victoires qu'en terme d'occupation du pouvoir d'Etat.

En guise de conclusion

Deux révoltes paysannes boliviennes ont servi ici de prétexte à un début de réflexion sur la signification d'un ensemble de mouvements paysans contemporains dirigés contre l'Etat.

(6) Emmanuel Leroy Ladurie, Encyclopedia Universalis, **Civilisation Rurale**, vol. 14, p. 515.

Diverses questions mériteraient maintenant d'être posées en utilisant une documentation plus large. Parmi les révoltes paysannes, certaines, telle la révolte de Zapata dans le Morelos, celle des Makhnovistes en Ukraine, celle des anarchistes andalous, débouchent sur un programme et/ou une action qui allant au-delà du refus de l'Etat, tente d'organiser la vie des régions libérées sous une forme collective en diffusant une idéologie libertaire. Qu'est-ce qui fait le passage entre des révoltes simplement négatrices de l'Etat et celles qui organisent déjà la vie sans l'Etat dans des territoires libérés ?

Le fait que les paysans ne tentent jamais d'occuper l'appareil d'Etat et de le faire servir à leur profit, toujours perçu comme cause des échecs paysans ne peut-il être perçu comme positif, comme conséquence logique du refus de l'Etat ?

Il faudrait aussi se demander pourquoi les paysans, plus que d'autres couches sociales, furent si souvent et si constamment dans l'histoire des opposants au « monstre froid » ?

N'est-ce pas parce qu'ils dépendent peu pour vivre des autres catégories sociales ; parce qu'ils ont la possibilité d'un repli autarcique ?

Janvier 1976.

Riassunto

L'autore si occupa di due rivolte contadine recenti in Bolivia ed avanza alcune ipotesi sul loro significato. Si tratta del rifiuto d'una riforma fiscale che ha messo in agitazione i contadini dell'altopiano settentrionale alla fine del '68, e della rivolta contro i decreti sull'aumento dei prezzi dei prodotti di prima necessità, scoppiata nel gennaio del '74 e nota con il nome di massacro della valle di Cochabamba.

I due moti sorgono spontaneamente in regioni in cui l'agitazione è tradizionale sin dagli anni '30 e rimangono relativamente localizzati, benchè i motivi che li determinano abbiano carattere nazionale. Entrambi esprimono il rifiuto contadino d'uno Stato sempre più deciso a controllare e ad organizzare la comunità nazionale. In questa prospettiva l'autore apre la problematica su un possibile confronto tra queste due rivolte ed altri moti anti-fiscali ed anti-statali. Questo tipo di rivolte non scoppia forse in momenti storici caratterizzati contemporaneamente dalla presenza di piccoli produttori liberatisi recentemente dalla schiavitù e da una centralizzazione del potere? E se è così, come spiegare questa frequente opposizione contadini-Stato? Forse perchè i contadini hanno ampi margini d'autonomia, potendo vivere senza ricorrere —o facendo poco ricorso— ad altre categorie sociali?

Summary

The author presents two recent peasant uprisings in Bolivia and elaborates a few hypotheses about their meaning. At the end of the year 1968, the peasants of the Northern altiplano *were thrown into action because they rejected a fiscal reform; later, in January 1974, a revolt against decreeted increases in the prices of essential products is now known as «the massacre of the Cochabamba valley».*

Both uprisings spontaneously occurred in areas where agitation is endemic since the 1930s; they were rather local, although they responded to national decisions.

Both movements underline the peasants' rejection of a State which is always more decided to control and organize the national setting. The author then raises a few points in order to compare these two uprisings with other antifiscal and antistatist movements. Does'nt this type of revolt occur in a historical time which is characterized by the appearance of small producers just recently liberated from slavery and *a centralization of power? If such is the case, how does one explain that peasants rebel so frequently against the State? Is it not because they have the possibility to retreat into autarcy and live without any assistance —or with very little aid— from other social classes?*

Resumen

El autor expone dos revueltas campesinas recientes acaecidas en Bolivia y lanza varias hipótesis sobre su significación. Trátase de la recusación de una reforma de la fiscalidad que pone en movimiento a los campesinos del altiplano norte, a últimos de 1968, y de la revuelta contra los decretos de aumento de los productos de primera necesidad, que se declaró en el mes de enero de 1974, conocida con el nombre de «matanza del valle de Cochabamba».

Los dos movimientos surgieron espontáneamente en regiones donde la agitación es tradicional desde los años 1930 y quedaron relativamente localizados, a pesar de que las decisiones que los motivaron hayan tenido un carácter nacional. Los dos manifiestan la recusación campesina de un Estado cada día más decidido a controlar y a organizar el conjunto nacional. A partir de esta premisa, el autor plantea varias cuestiones para iniciar una posible comparación entre estas dos revueltas y otros movimientos antifiscales y antiestatales. ¿No se produce este tipo de revuelta en un momento histórico caracterizado a la vez por el surgimiento de pequeños productores recientemente liberados de la servidumbre y una centralización del poder? Si es así, ¿cómo explicar esa oposición tan frecuente de los campesinos al Estado? ¿No es porque tienen la posibilidad de un repliegue autártico, puesto que pueden vivir sin tener que recurrir —o recurriendo escasamente— a otras categorías sociales?

Observaciones acerca del sindicalismo peronista

Gabriel Madajulau (*)

«En la conscripción se les enseña a los ciudadanos que los oficiales que mandan siempre tienen razón. Es un principio elemental de disciplina que nuestro movimiento obrero ha aprendido bien. Del mismo modo que los oficiales del Ejército, nuestros dirigentes gremiales también siempre deben tener razón y mucho más cuando no la tienen.»

Estas claras definiciones fueron formuladas el 4 de diciembre de 1975 por el ministro de Trabajo argentino, doctor Carlos Federico Ruckauf, hombre consustanciado con el sindicalismo peronista y, de hecho, su actual portavoz y representante orgánico en el gobierno. El momento en que formuló tal definición, fué por demás sugestivo: el congreso general de la Unión Obrera Metalúrgica (UOM), en cuyo transcurso el plenario del gremio resolvió expulsar a Victorio Calabró, secretario de finanzas del gremio y gobernador de la provincia de Buenos Aires, convicto y confeso de oponerse a la línea de obediencia «vertical» a María Estela Martínez de Perón.

En cierta oportunidad tuve que conversar con un dirigente sindical de grado federativo, perteneciente al sector industrial de un importante rubro agrario del país. El hombre —que lucía una distinguida calvicie dorada (era invierno y ese dorado se explicaba sólo por una concentrada dosis de rayos), vestía elegantemente y tenía las uñas lustradas, exponiendo con acentuados ademanes de sus manos tersas, blancas y bien cuidadas— me invitó a pasar a su despacho, una amplia sala (unos diez metros por cinco) con las paredes revestidas en boisserie de cedro claro, el piso cubierto con una espesa y tranquilizante alfombra gris clara. Al comenzar nuestra conversación nos sentamos en unos amplios y mullidos sillones. Su escritorio, estratégicamente situado en un ángulo de la habitación decorado con plantas, tenía la tapa tapizada con cuerina similar a la de los sillones que nos acogían y apenas cubierto el centro por un grueso cristal. En cierto momento de la conversación, el dirigente hizo una breve pausa y solicitó mi opinión acerca del mobiliario. Pero sin darme tiempo a respuesta alguna, como si descontara todo comentario elogioso, explicó:

—Sí sí, todo esto es confortable. Yo no ahorro en detalles cuando se trata del gremio. La madera es cedro auténtico, estacionado cinco años y procede de Canadá. Esta alfombra y los sillones no son solamente lo que usted ve, porque lo mejor está adentro: «Duvet» legítimo, puro («duvet» es pluma de pecho de paloma, algo así, en las cantidades que aparecían desparramadas allí, como oro en polvo traído desde la Luna). Y el escritorio lo recubrí con cuerina y los tapicé con el mismo «duvet» porque las aristas son muy antipáticas, duras, inconvenientes...»

Creo que estos dos hechos —las claras definiciones de Ruckauf y la anécdota que queda trascripta— describen mejor que cualquier ensayo, estudio sistemático, sin circunloquios, las características del movimiento sindical peronista.

De un modo sintético, Ruckauf confirmó varios supuestos del movimiento obrero argentino: 1.°) su fidelidad a la doctrina de Perón que identifica la organización política y social civil con la organización militar, modelo para muchos aspectos de la organización y formación de sus cuadros según propia confesión; 2.°) que el movimiento obrero constituye un aparato de férrea organización disciplinaria, donde las bases no cuentan sino como instrumento y justificativo de los organismos directivos; 3.°) que, curiosamente, bien que modificando levemente los términos de la relación comparativa, la noción leninista de la disciplina obrera («el proletariado aprende en la dura disciplina que luego deberá respetar en el partido») fábrica-partido o ejército-sindicato, tiene una inesperada vigencia; 4.°) que la identificación de ejército y sindicato, respondiendo a las más prístinas nociones del populismo latinoamericano y de algunas nociones impresas a la gestión similar en la España falangista, encuadra a los sindicatos peronistas en una definida línea autoritaria.

El ejemplo del dirigente en su despacho, por su parte, no hace sino confirmar todas las exigencias y presupuestos de Ruckauf, en el pleno funcionamiento del sistema, en la plena orgía de beneficios y servicios, toda vez que el mando —y mucho más el mando indiscutido— debe ir acompañado de ciertos atributos y de ciertas pautas de comportamiento inequívocas y formales.

(*) Esperábamos un ensayo de Pedro Barcia. Por motivos ajenos a su voluntad, nuestro colaborador no ha podido cumplir. En cambio, otro observador nos envió el análisis que publicamos.

Paralelamente con estas definiciones y manifestaciones, el sindicalismo argentino presenta expresiones de matices que habitualmente se dan en denominar ideológicas, que resultan muy curiosas. Así, por ejemplo, el Comando de Organización (C. de O.) —estructura de choque sostenida por el ala más extrema de los sindicatos— pega en las paredes de Buenos Aires retratos de Primo de Rivera, de Juan Manuel de Rosas (tirano argentino del siglo XIX) y del comisario Villar (jefe de policía asesinado hace cerca de un año en un atentado terrorista). Al mismo tiempo, directivos de la Federación de Luz y Fuerza visitan frecuentemente a los tradeunionistas británicos, a los sindicalistas socialdemócratas alemanes y a los sindicalistas de Fuerza Obrera de Francia, siendo recibidos como «hermanos» y «camaradas», al mismo tiempo que remiten un telegrama de profunda condolencia por la muerte de Franco a sus pares de España y aceptan una invitación yugoslava y otra coreana o cubana, para participar en seminarios formativos de dirigentes sindicales...

Quizá resulte una presunción arriesgada, finalmente, imaginar ideología alguna en este pastiche amorfo e incoloro y bien pueda representar un oportunismo sencillo e ingenuo o bien la fiel copia de los comportamientos propios de los «compromisos de Estado».

Un poco de historia

UN OBSERVADOR desprevenido podría tomar estas manifestaciones diversas como síntoma de inmadurez propia de un movimiento carente de experiencia, de una organización novata. Sin embargo, aun si prescindimos del hecho de que el sindicalismo peronista cuenta ya con 30 años de existencia, el sindicalismo argentino tiene una antigüedad que supera holgadamente el siglo, a contar desde la fundación de la primera Sociedad Tipográfica Bonaerense, en 1865.

A fines del siglo pasado, el desarrollo de las primitivas sociedades de ayuda mutua artesanales y el propio movimiento gremial de los tipógrafos, habían alcanzado una extensión importante. Las corrientes diversas que se manifiestan en el movimiento obrero europeo en esa época, encuentran, casi sin excepción, su réplica en el Río de la Plata. Anarquismo, socialismo y sindicalismo, son las principales ramas que reúnen un conjunto más amplio y diverso de orientaciones. Hacia 1892 se

intenta la creación de la primera central, la Federación de Trabajadores de la República Argentina, de inspiración socialista. Los anarquistas la rechazan y atacan, fortaleciendo sus propias organizaciones no centralizadas, hasta que en 1901, después de haberse disuelto la primera y haberse creado una segunda (Federación Obrera Argentina), anarquistas y socialistas coinciden brevemente para la constitución de una tercera central que conserva el nombre de la anterior: Federación Obrera Argentina. La unión dura poco. Los anarquistas obtienen la mayoría y los socialistas se escinden para constituir la Unión General de Trabajadores, de muy escasa duración. La Federación Obrera Argentina, posteriormente Federación Obrera Regional Argentina (FORA), prosigue su lucha y en su quinto congreso adopta una definición anarquista.

En 1930 la dictadura del general Uriburu ataca violentamente a las organizaciones sindicalistas y anarquistas. El movimiento es, estrictamente, quebrado y destrozado por la persecución. Había salido con fuertes pérdidas pero estructuralmente sólido, de las persecuciones desatadas a comienzos de las décadas de 1910 y 1920 y su crecimiento parecía constante y sólido. Uriburu, de un modo categórico y sin alternativas, quiebra la organización, encarcela y fusila a los militantes, disuelve las organizaciones y las prohibe. Mientras tanto los socialistas, que también han soportado fuertes pérdidas en la embestida de la represión, dan cuerpo a la Confederación General de Trabajadores, cuyas bases han sido colocadas en 1929, un año antes de la llegada de Uriburu al poder. El primer congreso de la CGT lo convoca una comisión «ad hoc» constituida pocos días después de que Uriburu asumiera el gobierno, pero el congreso en cuestion no llega a celebrarse hasta 1936, cuatro años después de que Uriburu hubiera cedido el gobierno al nuevo régimen constitucional.

La CGT coexiste con los restos del movimiento obrero sindicalista y anarquista. La FORA se rehace y alcanza a tener presencia en los gremios gastronómicos, portuarios, conductores de taxis y camiones, algunos sectores de la construcción como los plomeros, construcciones navales, etcétera. Paralelamente, la Unión Sindical Argentina (USA), ejerce su influencia sobre los telefónicos, obreros del tabaco, algunos sectores de la construcción y otros del agro.

La vida de la CGT es rápidamente puesta a prueba por las divisiones internas. Hacia comienzos de la década de 1940, se insinúan dos tendencias: una encabezada por José Domenech, que cuenta entre sus adherentes a Angel Gabriel Borlenghi

(durante muchos años, posteriormente, ministro del Interior de Perón), con el apoyo del dirigente comunista del gremio de la Carne José Peter; la otra, encabezada por Francisco Pérez Leirós, socialista, y que cuenta asimismo con el apoyo de algunos gremios controlados por el partido comunista. La de Domenech (CGT-1) pierde las elecciones a favor de la de Pérez Leirós (CGT-2). Una y otra CGT se expulsan mutuamente y constituyen direcciones separadas.

Descalabro de un movimiento

Al llegar en 1943 los militares al poder e iniciarse un movimiento de carácter nacionalista, uno de los postulados que se esgrime es el de la unidad «pueblo-ejército». Fuertes corrientes simpatizantes con el Eje dominan al Ejército argentino. La impronta de muchas de las medidas adoptadas a partir de 1943 reconocen su inspiración ora en la España de Franco, apenas nacida y salida de la guerra civil por entonces; ora en el régimen de Mussolini; ora en la Alemania nazi. Pero el signo dominante es el nacionalismo vernáculo, de color y signo mazorquero hecho a los ponchazos, inorgánico y primitivo, inventado de suposiciones. Una tentativa de «nacionalización» de todas las formas de vida social y una urgente necesidad de encontrar alguna base de apoyo en la opinión pública acerca cada día más a los principales personeros de la gestión militar al frente del gobierno, con diversos sectores del dividido movimiento obrero. Un sector de la CGT-1 aparece entonces dispuesto a negociar con los nuevos jefes del poder. Para aceptar, era preciso tragar fuertes píldoras que, hasta entonces, aun dividido y maltrecho, el movimiento obrero no había admitido: solidaridad con cierta línea inernacional (el neutralismo) que implicaba, de hecho, un silente alineamiento con las fuerzas del Eje. El movimiento obrero, sin distinciones, había sido definitivamente antinazi, prorrepublicano en la guerra civil española; si se exceptúa a los comunistas, siempre zigzagueantes en cuestiones vitales. Una aceptación de colaboración con la dictadura surgida del golpe militar del 4 de junio de 1943, implicaba revisar toda esta política, pero abría amplias expectativas en torno del poder. Y el grupo que encabezaba Borlenghi hizo borrón y cuenta nueva de sus posiciones para optar en tal sentido.

En este paso del elenco militar dirigido por Perón estaba implícita la aceptación de una fórmula que no hacía sino revivir las situaciones imperantes trece años antes: el díscolo movimiento autónomo sindical —ya fuera de extracción socialista, anarquista o sindicalista— que había sido aniquilado por la dictadura uriburista, planteaba nuevamente un problema al poder militar. La respuesta debía ser la misma: era preciso aniquilarlo. Pero esta vez, el poder militar se diferenciaba de su antecesor de 1930 en un hecho: mientras el primero había sido aristocratizante, éste era populista; mientras el primero resumaba autoritarismo de derecha enraizado en las formas más tradicionales, éste era un autoritarismo, también de derecha, pero que procuraba perdurar y adecuarse a los tiempos cambiantes, mediante una amplia base de aceptación. La respuesta en cuestión no se dejó esperar. A partir del pequeño grupo que se manifestó dispuesto a acompañar la gestión del equipo militar, el gobierno militar —bajo la dirección de Perón— procedió a intervenir sindicatos, detener dirigentes, allanar locales, desautorizar toda iniciativa autónoma. Para dotar al nuevo equipo sindical de suficientes bases, procedió a satisfacer demandas. Desde el propio poder se plantearon reclamos laborales que el sindicalismo hizo suyos y fueron pronta y eficientemente satisfechos, lo cual permitió presentar nuevos y triunfantes líderes ante las masas, quienes a su vez presentaban al líder único, fautor de los milagros de redistribución.

Al cabo de un par de años de esta gestión (1944-1946) el sindicalismo imperante hasta 1943 estaba prácticamente desarticulado. Endeble en su estructura, dividido, fue combustible ideal para el incendio que devoró, sin dejar rastro, una tradición de luchas de casi un siglo.

Incorporaciones y cambio de bases

La irrupción sorpresiva de los equipos de oportunistas que se acercaron al poder fue acompañada de una también sorpresiva e inesperada incorporación al sindicalismo de sectores que, hasta entonces, habían permanecido ajenos al movimiento reivindicatorio o de autodefensa social. Un proceso de migraciones internas operado a partir de 1930, pero acelerado a comienzos de 1940, se acentuó con la asunción del gobierno militar y el comienzo de la gestión peronista. En realidad,

correspondió a un proceso de rápido desarrollo de la industria ligera originado en la aislación en que se encontraba el mercado interno argentino como consecuencia de la guerra. Los migrantes, procedentes de zonas agrarias, no habían tomado contacto, hasta entonces, con el proceso gremial. Llegaban a una urbe importante, donde disponían de crecientes bienes y servicios comparativamente con la franciscana pobreza de provincia. Paralelamente pasaban del salario rural al salario industrial. Y lo hacían en un momento en que un proceso político de carácter populista alentaba una redistribución acelerada.

Esta gran masa carente de tradición sindical, carente de experiencia en cuanto a derechos civiles y al ejercicio de ciertos derechos políticos y de formas horizontales de organización, que pasaba de la autoridad del patrón de campo, del patronazgo en su forma más cruda y tradicional, a la disciplina del taller o de la fábrica, constituyó la base política del nuevo régimen y pasó a llenar la cáscara vacía del nuevo sindicalismo creado desde el poder. Esta masiva aportación de un proletariado sin tradiciones ni experiencia, que al mismo tiempo no ve abiertas las posibilidades de forjar una experiencia propia a través de la lucha, repentinamente promovido a ingresos económicos desconocidos hasta entonces por él, otorgó un aval de autoridad estimulante para los grupos dirigentes sindicales que habían estado dispuestos a pactar con la dictadura militar surgida del golpe de 1943 y encabezada por Juan Domingo Perón.

Con permiso del Estado

Si bien el Estado ha tratado de intervenir en los conflictos sociales a través de toda la historia argentina, volcando su peso alternativamente a favor de diversas soluciones siempre circunstanciales y, de paso, no le es ajena la permanente intención —desde mediados del siglo pasado— de instrumentar, controlar o canalizar las más incipientes manifestaciones de organización proletaria, hasta la llegada del peronismo no se había producido una tan radical y orgánica incorporación del organismo sindical a las funciones del Estado.

La primera manifestación se produce cuando desde el poder se ordena quebrar la estructura preexistente, se intervienen las organizaciones sindicales y se encarcela a los dirigentes y militantes remisos a las nuevas órdenes. Inmediatamente después, en forma espontánea aparece la decisión oficial de tratar solamente con aquellos dirigentes y organizaciones que hayan pasado la prueba de la depuración. Le sigue a esto la jerarquización y el suministro de prestigio a tales organizaciones: desde el poder se concede cuanto estas organizaciones reclaman (reclamos, claro está, que no pasan de los grados mejorativista o redistributivo primario) y en oportunidades se llega hasta a sugerirle la demanda de ciertos reclamos. El Estado legaliza esta situación dictando un cuerpo jurídico mediante el cual se atribuye a tales organizaciones la representación exclusiva, la capacidad negociadora única y los atributos económicos y de personería exclusivos para su rango. Es el Estado quien reglamenta el funcionamiento de las organizaciones, quien dicta sus estatutos tipo, con pequeños márgenes de originalidad a partir de la iniciativa de las organizaciones mismas. En este proceso, la organización se ha convertido en aparato; el militante y el dirigente, en funcionarios.

Esta evolución se cumplió en Argentina en un breve lapso, ya que en 1947 la CGT funcionaba como una maravillosa auxiliar del poder, no sólo transmitiendo fielmente las órdenes y prestándose para las movilizaciones, sino transmitiendo hacia arriba, con gran sensibilidad, el estado y el ánimo de las bases.

A la caída de Perón, la CGT contaba en Argentina con 2.500.000 afiliados. La fuerza global de trabajo en Argentina alcanzaba a poco más de 4.600.000 personas. Las cotizaciones se verificaban por planilla empresaria y los sindicatos habían dado importantes pasos hacia la consolidación de una estructura dirigente estable, partícipe del poder aunque no en una forma orgánica, y administradores de una propiedad sindical bastante extendida.

Esta estructura permaneció sin modificaciones durante los años que siguieron. A pesar de que la CGT constituía el enemigo político del poder que había derrocado a Perón, su vigencia en materia de reconocimiento y protección oficial no varió, salvo pequeñas modificaciones introducidas al régimen legal y algunas intervenciones, decididas también por el Estado.

Bajo la presión de las circunstancias, los elencos sindicales directivos fueron sensibles a ciertos virajes políticos de acomodación. Pero en lo esencial, su capacidad de maniobra, su ubicación en la estructura social y su predominante función de administradores, auxiliares del poder o funcionarios, no varió fundamentalmente.

Más poder. Más dinero. Menos bases

Los diversos gobiernos que sucedieron al peronismo, negociaron en diversas formas con el sindicalismo (el mismo sindicalismo, con idéntica estructura, que salió de las manos del régimen peronista). Pero si se observa el crecimiento del poder y las variaciones de su vigencia, puede verificarse que mientras el primero creció en forma constante, el segundo sufrió serios embates. Diversas medidas adoptadas por el Estado entre 1958 —fecha en que asume el gobierno Arturo Frondizi— y 1970 —fecha en que deja el gobierno el dictador Juan Carlos Onganía— significan importantes adquisiciones económicas para el «movimiento sindical». Progresivamente, el Estado le ha ido reconociendo participaciones diversas en las medidas económicas, que van desde la simple recaudación de los montos de aumentos de los primeros sueldos, hasta magníficas tajadas en materia de seguridad social. La más importante de estas últimas, otorgada por la dictadura de Juan Carlos Onganía, consistió en el otorgamiento del contralor de las obras sociales, lo que implicó otorgarle al conjunto de sindicatos la capacidad de administrar fondos estimados en aportes anuales por valor —en aquella época— de 40.000 millones de pesos moneda nacional, lo que representaba, aproximadamente 100.000.000 de dólares, en un país donde el monto de su presupuesto no superaba en el momento los 2.000 millones de dólares.

Es en ese lapso cuando el aparato heredado del peronismo se racionaliza y sutiliza su estructura. Perón había dado al movimiento obrero una estructura capaz de lograr efectivas movilizaciones inmediatas (combinado con los diversos aparatos del Estado: transporte, policía, comunicaciones) al tiempo que le entrega la totalidad de la representatividad y capacidad negociadora. Sus dirigentes disponían de un poder ilimitado en estas esferas, sólo superado por el del propio Perón, y consecuentemente, gozaban de privilegios propios del régimen, participando del peculado público en medida proporcional y compartida por los otros factores integrantes del movimiento: partido político, administración pública, policía, ejército, y toda la gama de influyentes y mercaderes intermedios. Pero hasta la caída de Perón, el movimiento obrero no disponía de una jerarquización muy sólida: el mismo hecho de que Perón pudiera remover a cualquiera de la dirección por el sólo hecho de quererlo así, introducía un elemento irracional en la función administrativa y jerárquica y otorgaba una suerte de bill de indemnidad a determinados sectores en las luchas intestinas que el

verticalismo peronista, pese a la férrea autoridad de Perón, no había podido eliminar.

Esta jerarquización, suerte de organización y distribución efectiva de los bienes en administración conforme a ciertas pautas admitidas por el conjunto, que asegure que la torta se va a dispendiar adecuadamente, se pone de manifiesto al observar un «balance» sindical —para el caso, el de Luz y Fuerza, de 1968— y se verifica la distribución de los gastos.

Globalmente, el presupuesto del sindicato asciende ese año a los 2.000 millones de pesos, es decir, alrededor de unos 5 millones de dólares, al cambio de la época. El primer punto que se destaca a la atención, es que la «caja sindical», que por estatutos se destina a propósitos de solidaridad en emergencias críticas tales como la huelga o el paro forzado, o sea la «caja» estrictamente «militante», asciende tan sólo a la suma de 500.000 pesos o sea apenas a 1.200 dólares. El resto es una agobiante enumeración de gastos dividida en dos o tres ítems básicos: gastos de alrededor de 30 comisiones, subcomisiones y secretarías (deportes, turismo, impresiones, relaciones, etc.); sueldos y jornales y gastos en bienes raíces. Los gastos por las comisiones y subcomisiones, incluyen algunos ítems básicos: sueldos del secretario, gastos de viáticos del secretario, sueldos de dos o tres empleados, viáticos de los mismos, gastos en útiles, muebles, etcétera. Aparte de estos secretarios y empleados enumerados en cada comisión, en cada secretaría, etcétera, figura una extensa nómina de salarios abonados al personal de la administración central y de diversas seccionales de la institución. Total de los gastos por salarios de la administración central: 1.450 millones de pesos, en cifras redondas; total de gastos de las comisiones, subcomisiones, etcétera: 400 millones de pesos. Y el resto, unos 150 millones, destinados a gastos de adquisición de bienes raíces. Las cotizaciones superaban este presupuesto en 32 millones de pesos. Dicho de otro modo, esta era la «ganancia» del ejercicio.

Esta verdadera bacanal de sueldos y salarios implicaba el sostenimiento de aproximadamente unos 1.400 empleados; el sindicato tenía en 1968 poco más de 38.000 afiliados. Las cuotas sindicales se agotaban de este modo.

A medida que este enorme poder económico se agiganta, no ocurre lo mismo con la representatividad de la organización. De las cifras alcanzadas en 1955 (2.500.000 afiliados para una fuerza laboral de 4.600.000), a mediados de la década de 1960 se pasa a guarismos bastante menos estimulantes: sobre una fuerza laboral calculada en aproximadamente 5.700.000 perso-

nas, la CGT nuclea, generosamente, a no más de 1.300.000 afiliados. El último congreso fiable de la CGT, a comienzos de 1960, arroja esa cifra a estar por la proporcionalidad de los delegados asistentes por cada sindicato. Desde esa fecha en adelante no ha habido sindicato alguno que suministrara datos completos de afiliación. La reunión del congreso ha pasado al olvido.

¿Quiénes son estos 1.300.000 miembros? ¿Dónde se nuclean? ¿Qué funciones cumplen? No existen datos muy certeros, pero manejando algunos indicios empíricos es posible calcular que el conjunto del aparato sindical dispone de alrededor de 500.000 delegados de fábrica, taller, sección, miembros de comisión interna de empresa, etcétera. Estos 500.000 miembros son los que constituyen la columna vertebral del aparato. Las motivaciones de adhesión, si bien no existen elementos, como ocurre con el punto anterior, objetivos, que permitan extraer conclusiones, pueden presuponerse en: a) la estabilidad laboral que impone la legislación vigente para todo funcionario sindical; b) la variada cantidad de beneficios indirectos (abandono del trabajo sin previo aviso, exigencias patronales muy limitadas para el cumplimiento de un mínimo cupo de tareas, etcétera); c) acceso a una muy variada gama de beneficios sindicales (desde óptimas plazas de veraneo o deportivas hasta algunos créditos otorgados por la entidad gremial o por entidades crediticias afines). Los 500.000 delegados de todo el país constituyen el nudo de acero y son al mismo tiempo el pivote movilizador central. A diferencia de lo que ocurría en otras épocas, el delegado está ahora despreocupado de las exigencias propias de la cotización o el mantenimiento de la adhesión o el fervor militante. Aparte de que de eso se ocupan, en forma centralizada, otros departamentos de la organización, cabría suponer que el delegado está más interesado en que ese fervor y adhesión lleguen estrictamente al límite en que él debe poner a prueba su eficiencia ante las directivas centrales y no más allá, para evitar peligrosas y enojosas competencias en torno de la función.

El gran salto adelante

Estas características generales alcanzadas a comienzos de la década de 1940, afianzadas en el curso de la época postperonista y acrecidas durante la dictadura de Juan Carlos Onganía, han alcanzado grados inusitados a partir de mayo de 1973 al retomar el poder el peronismo después de 18 años de ausencia.

La CGT fue, sin dudas, el centro vital que impulsó la campaña popular de apoyo a Perón. Perón fue, junto con algunos miembros del gobierno militar que sucedió a la dictadura de Organía, el artífice de la conjunción política; pero el aparato que puso en movimiento la maquinaria fue sin dudas la CGT (en una medida menor, aunque no menos efectiva, lo fueron también los diversos núcleos de la izquierda juvenil, aliada por entonces de la burocracia sindical).

Desde la constitución del movimiento peronista, éste ha estado integrado por tres ramas: la política, la femenina y la gremial. Esta última era, orgánicamente, durante la primera época del peronismo, la propia CGT. Con el tiempo, y después de algunos sucesos de la época postperonista, este papel lo cumplió la organización denominada «62 Organizaciones». En su carácter de «rama gremial del partido justicialista», el grupo sindical logró, en 1973, postular sus propios candidatos dentro del movimiento. Perón ordenó que ocuparan cargos electivos una multitud de dirigentes sindicales como no se conocía hasta entonces. Una decena de vicegobernadores de provincias, varias decenas de diputados y senadores nacionales, varios centenares de diputados y concejales provinciales, resultaron así electos.

Ya en el poder, en esta segunda vuelta de la historia, se impuso el «fuero sindical»: ningún dirigente sindical puede ser juzgado por la justicia ordinaria sino por sus propios pares, sea cual fuere el delito que cometa. Recientemente, un dirigente sindical asesinó a otro durante una de las frecuentes reyertas internas del gremio; el juez ordinario se declaró incompetente para juzgarlo ya que, alegó, el ámbito y las razones del crimen eran «estrictamente» gremiales.

Se restableció, también, en la diplomacia, el cargo de «agregado laboral», discernible para «militantes» (funcionarios gremiales).

María Estela Martínez de Perón, realiza las reuniones de gabinete con la asistencia regular y normal del secretario general de la CGT y del secretario general de las «62 Organizaciones».

Y sería posible continuar enumerando una multitud de actos formales que han implicado, de hecho, una progresiva y constante incorporación del aparato sindical en calidad de tal a las diversas funciones del gobierno.

Pero todo esto resulta insignificante en comparación con el poder económico adquirido tanto por las organizaciones gremiales como por los propios dirigentes en su vida privada. Si se toman en cuenta las facturaciones y presupuestos, o sea el

conjunto de movimiento de capital disponible, las empresas dependientes del Estado ocupan, en Argentina, el primer lugar como entidades económicas. En segundo lugar se ubican, con estrecha distancia, los sindicatos. Su capacidad económica es similar a la del conjunto de las provincias argentinas. Pero su capacidad política es mucho mayor, ya que una vez destrozado el peronismo como movimiento, lo único que parece subsistir es el árbol seco y desprovisto de follaje, pero de acero, de la CGT.

Un ejemplo del auge económico alcanzado por los dirigentes cegetistas es el del actual secretario general, Casildo Herreras, quien a mediados de 1975 adquirió la vivienda del magnate industrial argentino Dilligenti en el aristocrático barrio de Belgrano, en la suma de 2.500 millones de pesos, suma equivalente a alrededor de 300.000 dólares de la moneda de ese momento. Lorenzo Miguel, jefe de la Unión Obrera Metalúrgica y de las «62 Organizaciones», a su vez, es acusado de poseer una amplia red de agencias de turismo y viajes al exterior. Si bien fenómenos similares pueden observarse en América y Europa, es difícil que esto ocurra en la forma institucionalizada que se produce en la Argentina y en la magnitud proporcional que ha logrado la CGT. En la Argentina pauperizada el fenómeno es particularmente significativo porque el sindicato como entidad y el dirigente sindical en forma privada, han logrado una capitalización y un grado económico que los coloca en situaciones de privilegio mucho más destacadas que las de la propia oligarquía tradicional y aun que la de los propios empresarios crecidos al amparo del Estado, a quienes —unos y otros— parecerían pretender reemplazar en los beneficios de la sociedad.

Formalmente, la más exigente legalidad domina el panorama sindical. Hay un solo sindicato por industria, una sola federación por actividad. Se realizan elecciones periódicas y los fondos están bajo la fiscalización de competentes órganos del Estado. Y todo tan legal, emana de decisiones del propio Estado. Poco importan las decisiones de las bases. Así, por ejemplo, por una resolución del Ministerio de Trabajo, los expendedores de nafta de Rosario y Mar del Plata pasaron repentinamente a depender del Sindicato de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor (SMATA). Esto provocó la enérgica reacción de las bases que disponían de su propio sindicato y autonomía. Hubo una huelga, pero finalmente la SMATA logró incorporar a los cotizantes a sus arcas, en un proceso de expansión y crecimiento societario. Pero poco tiempo después, el mismo ministerio —aunque con distinto ministro— resolvió que un amplio sector de operarios de la industria automotriz integrantes hasta entonces

de SMATA, pasaran repentinamente a depender de la Unión Obrera Metalúrgica. SMATA desató una huelga que puso en peligro a la propia industria automotriz, pero triunfó la fracción metalúrgica, puntal y centro del poder de María Estela Martínez, el verticalismo y la CGT.

La distribución de fuentes económicas, en consecuencia, se realiza mediante un juego de presiones en las alturas y no corresponde a una sindicalización hecha a partir de las bases cuanto a una decisión administrativa del Estado que toma en cuenta los volúmenes de cotizaciones o conveniencias en torno a los juegos del poder. Por otra parte, como sección y resorte vital del propio poder, el funcionario sindical está sujeto a los vaivenes del gobierno de turno, que no son pocos en el segundo gobierno del peronismo en treinta años.

Conclusiones y expectativas

Es evidente que el sindicalismo argentino, en la hora presente, dista de la tradición de lucha que observó durante casi un siglo, hasta el arribo del peronismo. Perón quebró una organización ya muy debilitada por la dictadura uriburista de 1930, e instrumentó una organización, a partir del Estado, capaz de servir como movilizadora y freno, como elemento de presión o brazo ejecutor de sus órdenes y canalizadora de expectativas. Para ello dió las bases sobre las cuales el aparato sindical se incorporó al Estado. Esta situación no varió fundamentalmente a la caída de Perón sino que se sistematizó y alcanzó grados más elevados bajo la dictadura de Onganía. En un tercer momento, al iniciarse el tercer gobierno peronista en 1973, se produce la incorporación masiva del sindicalismo tanto en los aspectos políticos como en los económicos y funcionales.

Paralelamente es posible observar que la burocratización, al mismo tiempo que ha dado poder y estabilidad a los funcionarios sindicales, ha disminuido sustancialmente la participación de las bases, hasta grados extremos de reducción de las afiliaciones, sólo incrementadas al llegar el peronismo al poder en 1973, merced al auge y las expectativas de ascenso creadas por la posible pertenencia al aparato.

Los sindicatos están normativizando procedimientos para asegurar las áreas de influencia todavía no definidas tanto en sus luchas internas como intersectoriales, pero sin que ello cree expectativas de oposición capaces de transformar el sistema

vigente. Un capítulo aparte merecerían los muy pequeños y esporádicos estallidos de disidencia sindical como los ocurridos a comienzos de 1975 en le sector de los altos hornos del litoral (Santa Fé), para enfrentar a la dirigencia oficial de la UOM, o algunos ocurridos —pero rápidamente controlados o eliminados parcialmente— en Córdoba y en la provincia de Buenos Aires.

De todos modos cabe suponer que si se eliminara la actual legislación protectora del sindicalismo del Estado, las conducciones gremiales quedarían huérfanas de la solidaridad de las bases y podría operarse un proceso de liberalización sindical, afirmando la iniciativa y decisión de participación de bases más extensas. Pero en ese caso, con seguridad, el movimiento tropezaría con una fuerte resistencia por parte del Estado, de los sectores empresarios y otros grupos, poco interesados en ver surgir un movimiento sindical disidente.

Diciembre de 1975

Résumé

Bien que l'histoire du mouvement ouvrier argentin couvre un siècle, et que les influences anarchiste, socialiste et syndicaliste l'aient longtemps imprégné, il ne reste aujourd'hui des syndicats que des appareils de commandement, puissants financièrement, officiellement reconnus, encadrant les travailleurs qu'ils sont censés représenter.

C'est là le résultat ultime d'une transformation, d'une mutation, commencée avec la répression qu'exerça la dictature Uriburu en 1930, poursuivie avec la création d'une C.G.T. ad hoc *par Juan Peron à partir de 1943, le maintien de la machine syndicale et de ses structures par les gouvernements post-péronistes à compter de 1955, et enfin achevée ou banalisée après le retour d'un Peron moribond, d'une clientèle péroniste vorace et d'un mouvant compromis entre tous les tenants du pouvoir, pour l'intégration normalisée dans la machine d'Etat.*

Discipline, verticalisme, pour les membres — le plus souvent affiliés obligatoirement —. Participation des leaders — suivant une hiérarchie interne qui va du simple délégué d'atelier au puissant secrétaire de fédération — aux jeux, prébendes et privilèges du pouvoir, politique, administratif, financier.

Une caricature de présence et d'intervention ouvrières. Un exemple type de bureaucratie issue des couches populaires, se fondant dans la nouvelle classe dirigeante, avec fonction particulière. Avec ce qui est propre à l'Argentine : l'identification de l'organisation ouvrière au modèle militaire.

Summary

The history of the Argentinean labor movement stretches over a century and has for a long time been permeated by the anarchist, socialist and syndicalist ideas, but of the old syndicates there only remains today the systems of control which are officially recognized, financially powerful and hold in leash the workers they are supposed to represent.

This state of things is the final result of a transformation, a mutation which was started by the repression exerted upon the people under the Uriburu dictatorship in 1930. Then from 1943 onwards, Juan Peron created an ad hoc *C.G.T. As from 1945 and all through the period of the post-Peronist governments, the trade union machine and its structures were kept up. The mutation was rounded off in favor of a normalised integration after the coming back of a moribund Peron, with a voracious Peronist clientele and a fluctuating compromise between all those in power.*

Added to the fact that affiliation within the unions is very often compulsory, what the rank-and-file members obtain amounts to the right of being disciplined and quite contented with verticalism. From the simple shop-steward to the powerful federation pundit, the leaders share to acertain the games, prebends and privileges of the administrative, political and financial power.

This is the caricature of a working-class participation and intervention, a typical example of a bureaucracy which, having risen from the popular strata, has melted in the new ruling-class with a well-determined function and, what is specific to Argentina, an identification of the working class organization with the military model.

Riassunto

Benchè la storia del movimento operaio argentino copra un secolo e nonostante l'influenza degli anarchici, dei socialisti e dei sindicalisti l'abbiano a lungo improntata, oggi non restano che degli apparati sindacali burocratici, finanziariamente potenti, ufficialmente riconosciuti, che inquadrano quei lavoratori che dovrebbero rappresentare.

E' il risultato finale d'una trasformazione, d'una mutazione cominciata con la repressione esercitata dalla dittatura di Uriburu nel 1930, proseguita con la creazione di una C.G.T. ad hoc *da parte di Juan Peron nel 1943 e con la conservazione delle sue strutture da parte dei governi post-peronisti dopo il 1955, ed infine completata o banalizzata dopo il ritorno di un Peron moribondo, di una clientela peronista vorace e di un compromesso dinamico tra tutte le componenti del potere per l'integrazione normalizzata nella macchina statale.*

Disciplina, verticalismo per tutti i membri, per lo più affiliati obbligatoriamente. Partecipazione dei leaders *(secondo una gerarchia interna che va dal semplice delegato d'azienda al potente segretario di federazione) ai giochi, prebende e privilegi del potere politico, amministrativo e finanziario.*

Una caricatura di presenza e di intervento operaio. Un esempio tipico di burocrazia uscita dai ceti popolari, che si fonde nella nuova classe dirigente con funzioni particolari. Con ciò che è tipico dell'Argentina: l'identificazione dell'organizzazione operaia con il modello militare.

Le pouvoir centralisateur au Japon (*)

Kan Eguchi (**)

Le cas japonais, pour l'étude de la nature des nouvelles classes dirigeantes, présente un certain nombre de caractéristiques.

La structure économique qui se trouve à la base du pouvoir est marquée par une forte tendance au monopole, bien que les deux secteurs — grandes entreprises d'une part, petites et moyennes entreprises d'autre part — soient toujours discernables. Mais les différences sont de plus en plus marquées.

Par exemple, le classement des entreprises industrielles par nombre de salariés s'établissait comme suit en 1968 : moins de 100, 52,1 % ; de 100 à 499, 22,2 % ; de 500 à 999, 8,3 %; plus de 1.000, 17,4 %.

Ce qui est déterminant pour l'évolution, c'est que les grandes — et les super grandes — entreprises obtiennent avec une relative facilité des capitaux et des crédits sur le marché financier et que d'autre part elles écoulent leurs produits aux dimensions du marché national. Par contre, les moyennes et petites entreprises ne recueillent des fonds qu'avec difficulté et, par ailleurs, l'écoulement de leur production est limité à une région, ou encore dépend des entreprises de grandes dimensions, dont elles sont fréquemment des sous-traitants.

Entre les deux secteurs, on observe une notable différence de qualité de la main d'oeuvre et de niveau technique. Dans les moyennes ou petites entreprises les conditions de travail sont nettement plus dures. La tendance est à la dépendance

(*) Le texte correspond à une première approche du problème mis à l'étude dans plusieurs pays. L'ensemble des rapports sera analysé par une communauté de travail.

(**) A publié, en langue japonaise, **Regards sur Mai 1968** (1971); **Recherche d'une orientation** (1973); **Paris Noir** (1974). Traducteur de nombreux ouvrages de Proudhon, Bakounine, Guérin. Prépare un livre « Contre les Partis ».

accrue des petites et moyennes entreprises par rapport aux grands complexes monopolisateurs, comme résultat du décalage croissant.

Ainsi, malgré cette double structure persistante, l'économie japonaise subit l'influence écrasante des capitaux monopolisateurs. Parmi les quelque 820.000 entreprises privées (la somme de leurs capitaux atteignant 2.100.000 millions de yens), on dénombre, en 1969, 1.099 super entreprises dont le capital dépasse chacune les 1.000 millions de yens. Si bien que ne représentant que 0,1 % du nombre d'entreprises, elles n'en détiennent pas moins 51 % du total des capitaux. Or ce sont ces super grands qui contrôlent les industries essentielles : en 1969, 99,7 % dans l'électricité ; 92 % des constructions navales ; 90 % du gaz ; 85 % de la métallurgie ; 80 % de l'électro-mécanique, et 75 % des industries chimiques.

Quelle est la technique de domination de ces masses de capitaux ? Suivant une série d'études que lui a consacré Y. Miyazaki, la société anonyme de propriété personnelle ou de gérance n'est pas, ou plus, caractéristique. A partir de 1960, la répartition des actions a connu un changement : la propriété individuelle a diminué et est tombée à moins de 50 % ; par contre la propriété par entreprise a augmenté et a dépassé 50 % (66,9 % en 1972). Et parmi ces actions, celles qui correspondent à des banques et des compagnies d'assurances contrôlant la circulation monétaire tendent à augmenter (33,8 % en 1972). Cette tendance correspond à la nouvelle forme d'entreprise dominante ; une enquête portant sur 466 sociétés anonymes dont l'actif dépasse 5.000 millions de yens (en 1966), donne les résultats suivants : 17,40 % de propriété familiale, 55,7 % de propriété d'entreprise, 25,2 % de gérance, 1,7 % de gouvernement ou de municipalité.

Une autre tendance se dessine par la constitution de groupes d'entreprises, dont la propriété est commune à de grands complexes. Les groupes financiers de crédit en assument le rôle moteur.

Au Japon, l'auto-financement des grandes et super grandes entreprises est en général peu élevé : entre 20 et 25 % en moyenne. Elles doivent donc compter sur l'emprunt. Ce qui confère une puissance considérable aux groupes financiers. Fréquemment le complexe d'entreprises se développe à partir de l'intervention décisive d'une banque : prêt initial, crédits

progressifs et finalement extension par le système d'interpénétration et de propriété commune des actions. C'est un petit nombre de semblables groupes d'entreprises qui se trouvent à la tête de l'économie japonaise.

Les dirigeants des super entreprises forment progressivement une classe monopolisatrice. Ordinairement, ils ne sont pas propriétaires de l'entreprise, à l'exception d'un certain nombre de capitalistes possédants. Ils ne les dirigent que le temps de leur fonction. Ce qui ne signifie pas qu'ils soient neutres par rapport au capital ; ils ne conservent leur fonction que dans la mesure où ils gèrent bien et développent l'entreprise.

Ils prétendent que l'entreprise appartient aux actionnaires, aux consommateurs, aux travailleurs, à la société. En réalité, ils ne tiennent pas compte des assemblées générales des actionnaires, ils s'efforcent de maintenir des prix de monopole même quand la productivité s'élève et que les bénéfices augmentent, ils n'admettent des rajustements de salaires que si les prix montent, ils rejettent énergiquement toute responsabilité quant à la pollution. En résumé, ils se comportent comme les serviteurs du profit privé que personnifient aujourd'hui les entreprises ou les complexes d'entreprises.

Cette classe de mentalité capitaliste monopolisatrice s'allie avec les catégories d'hommes de partis et de hauts fonctionnaires qui forment ce que l'on pourrait appeler la classe dominante du pouvoir politique. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le pouvoir politique se trouve, au Japon, entre les mains du parti conservateur, presque sans interruption. Il existe des relations étroites entre le parti gouvernemental et le système capitaliste de monopole. Elles sont rendues évidentes par les subventions que les groupes financiers et industriels accordent au parti, à ses fractions et à ses représentants. Les hauts fonctionnaires — qui orientent en fait le jeu politique — sont, à de rares exceptions près, favorables au système de monopoles. Nombre de dirigeants politiques du parti gouvernemental, sont issus des milieux de hauts fonctionnaires, et, bien sûr, de l'administration des Finances. L'influence des ex-grands commis au sein du monde politique a tendance à augmenter. Les hauts fonctionnaires de poids sont en relations personnelles et étroites avec les hommes politiques importants. Par ailleurs, on trouve nombre de hauts fonctionnaires de valeur qui se transforment en gérants des complexes d'entreprises privées.

QUELS sont les services directs que prête « la politique » aux super entreprises ? Si l'on en croit une étude de R. Ohtsuki, ils sont nombreux: a) diminution des impôts, dons sous forme de primes à l'exportation, prêts à intérêt réduit ; b) investissements favorables aux complexes industriels au titre de travaux publics ; c) tarifs réduits pour l'électricité, l'eau et les transports ; d) achats massifs — à des prix de marché — de produits ; e) conquête de marchés extérieurs favorisée par des capitaux d'Etat — assistance aux pays étrangers, indemnités de guerre, etc. — ; f) nationalisation des industries non rentables.

La politique économique japonaise est basée sur le principe que le développement de la production et l'extension des exportations bénéficient à l'ensemble de la population. En réalité, cette politique renforce le capitalisme monopolisateur. L'exemple de la politique agricole est typique comme illustration de ce résultat. La logique de cette politique était la suivante : si les blés, ou les haricots nord américains sont moins chers que ceux de la production nationale, mieux vaut les acheter de préférence ; si l'on utilise un terrain comme rizière, on ne récolte qu'une fois l'an, alors que ce même terrain, s'il porte une usine d'automobiles, permettra de fabriquer des voitures au rythme d'un véhicule toutes les deux ou trois minutes. Donc l'investissement efficace commande la transformation de la ferme en usine. C'est ainsi qu'en 1972 la capacité de production nationale de céréales a baissé et a été ramené à 43 % des besoins. Parallèlement, le nombre de paysans a diminué. Ils ont abandonné la terre et ont alimenté la main d'oeuvre nécessaire à l'expansion rapide de l'industrie.

PEUT-ON chiffrer le nombre de membres de la classe dominante (capitalistes et gérants des monopoles, politiciens professionnels, hauts fonctionnaires) ? Approximativement ils sont 40.000, pour une population de 110 millions d'habitants. On compte en effet 17.000 capitalistes de monopole, 3.000 hommes politiques de carrière, 20.000 hauts fonctionnaires.

Pour la plupart, ils ne sont pas propriétaires des moyens de production. Ils exercent une fonction de direction ou de conseiller de direction. S'ils sont riches, ils ne sont pas extraordinairement riches. S'ils sont corrompus, c'est dans certaines limites. Leurs privilèges ne sont pas héréditaires. Ils les obtiennent comme couronnement de vingt à trente années d'efforts, après une préparation universitaire. Leur position est due à

une promotion, à une qualification supérieure. Ils ne jouissent d'avantages que dans la mesure où ceux-ci correspondent à leur fonction. Ils commandent, mais il ne leur est pas possible d'agir en tyrans. Normalement, ils admettent les libertés de presse, d'association, d'opinion. Ils ne prendront pas de mesures de répression directe, sauf si le système qu'ils appuient et dont ils font partie se trouve menacé. En résumé, ils n'offrent pas le visage du maître classique.

Pourtant, en ce qui nous concerne, ils ne sont pas plus supportables ni acceptables que la classe dominante d'hier. Car il leur est possible d'intervenir dans l'existence de chaque individu avec une force bien supérieure à celle du dictateur d'autrefois. Ce sont les moyens de production, les systèmes de distribution, les appareils bureaucratiques, les méthodes d'enseignement, l'armée et la police qui supportent leur puissance, une puissance que n'a pas d'exemple dans le passé. La société organisée au maximum débouche sur le gouvernement unidimensionnel. Ils sont au sommet de cette organisation et de cette puissance.

Ils sont en mesure de contrôler les masses comme productrices et comme consommatrices ; de leur imposer une vie conformiste ; de leur interdire toute perspective, toute possibilité, toute création de vie individuelle. Leur habileté est de faire croire que c'est là le désir de chacun et de tous. A partir de 1960 la croissance économique et les innovations de la technique ont favorisé une certaine élévation du niveau de vie du plus grand nombre, le plein emploi et l'allègement de la peine au travail. Il est vrai que le bien-être s'est popularisé. Ainsi, les salaires ont augmenté en moyenne de 10 % l'an. C'est alors que s'est répandue l'illusion que si le système monopolisateur et ses dirigeants sont d'une extrême insolence, il n'en résulte pas moins que la population elle-même y trouve son intérêt. La classe dominante est parvenue à organiser la société suivant le principe de l'égoïsme. Les syndicats ouvriers ont joué, de leur côté, un rôle important dans ce phénomène d'intégration.

Le système propre à la classe dominante nouvelle se trouve, malgré son extraordinaire puissance, dans une phase critique. Dépression mondiale à partir de ce qu'il est convenu d'appeler la crise du pétrole, arrêt de la rapide croissance économique, freinage de la technologie avancée, problèmes d'approvisionnement en matières premières, extension de la

pollution. Une nouvelle voie est recherchée, mais jusqu'à présent personne ne présente encore les éléments d'une alternative.

Socialistes et communistes ne visent que la conquête du pouvoir et une modification du système de distribution, sans mettre en question la croyance en la productivité et en l'organisation centralisée, c'est-à-dire les bases mêmes du système en vigueur. S'ils atteignent le pouvoir, le système étouffant de la société ne sera pas modifié ; il est même probable qu'il sera perfectionné.

Il nous faut malheureusement constater que les libertaires ne présentent pas, non plus, une solution alternative. Sans doute présentent-ils l'idée d'autogestion et la forme des conseils ouvriers. Conceptions sans aucun doute justes et efficaces, mais insuffisantes en ce qu'elles se limitent aux questions de décision et de gestion.

La société présente fonctionnant suivant une centralisation extrême, l'autogestion ne peut être envisagée et se réaliser que si toute la base de cette société est remise en question et que si la perspective de changement comporte une transformation radicale de la conception de l'existence.

Les problèmes à poser, et notamment aux libertaires, sont nombreux. Nous nous bornerons à les énumerer. Quelles sont les conditions économiques et sociales favorables à l'épanouissement des possibilités créatrices de l'homme ? Quel rôle y jouent la conscience et la maturité des individus ? Dans quelle mesure faut-il écarter certaines possibilités techniques ? Quels sont les critères de valeur qui doivent remplacer la haute productivité et la recherche du moindre coût ? Dans quelle mesure la production actuelle est-elle inutile ? Comment établir une saine relation entre agriculture et industrie ? L'économie doit-elle être basée essentiellement sur l'autarcie locale ? Quelles formes doivent prendre les échanges internationaux ?

C'est dans la mesure où des réponses seront offertes, ou amorcées, qu'une approche pratique de l'autogestion pourra être envisagée. Sans cela, la classe dominante nouvelle a toute les chances de se perpétuer, avec quelques variations.

Janvier 1976

Resumen

La economía japonesa se caracteriza por el dominio monopolístico de las supergrandes empresas, que ejercen una influencia decisiva. Este poder no es ni familiar ni directorial, sino que es ejercido por las propias empresas. Los grandes complejos se crean mediante una forma de propiedad común entre diversos grupos, que se reparten las acciones. Los dirigentes son meros ejecutivos, cuya función es por lo general ajena a la propiedad. Tienen relaciones de alianza con el personal político de carrera y con la alta burocracia.

La política de los gobiernos japoneses ha favorecido siempre el desarrollo de los grupos financieros monopolizadores. La clase dominante —unos 40.000 dirigentes de monopolios, de políticos profesionales y de altos funcionarios— gobierna. Sus miembros no son propietarios de los medios de producción: no heredan ni transmiten sus privilegios; tampoco tienen la apariencia de los patronos clásicos.

Pero no por ello dejan de estar en situación de influir sobre la existencia de cada individuo, merced a un poder superior al de los antiguos explotadores. Los medios de que disponen, les permiten dominar una sociedad organizada en grado sumo.

Frente a tal sistema, nadie presenta una solución de alternativa. Socialistas y comunistas comparten la creencia en la productividad y en una organización centralizada, que son esenciales al sistema. La concepción de la autogestión que sostienen los libertarios es sin duda alguna justa y eficaz, pero se limita a los métodos de decisión y de gestión. Ahora bien, en una sociedad de extrema centralización, la autogestión no puede concebirse sin una impugnación radical de las bases mismas de esta sociedad y la elección de un cambio total de la condición humana, lo cual es todavía expresado de manera insuficiente.

Summary

Japan's economy is characterized by the monopolistic control of the giant corporations whose influence is decisive. This power does not proceed from some families: it is directly wielded by these very enterprises. Through common ownership, various share-holding corporations form a broader combination. The leaders are executives whose functions generally do not control property; they are allied with the career politicians and the upper bureaucracy.

The policy of Japanese governments has always favored the development of monopolistic finance companies. The ruling class consists of about 40,000 leaders of monopolies, professional politicians and higher civil servants; it governs, but its members are not the proprietors of the means of production; they do not transmit their privileges nor have they inherited them; they do not look like the classic master.

But they have an influence on the life of each individual that is far superior to the ancient exploiters. They have at their disposal the resources that enable them to control an extremely organized society.

No one offers an alternative solution to such a system. Socialists and communists share a same belief in productiveness and centralized organization, two characteristics which are essential to this system. Undoubtedly, the idea of self-management advocated by libertarians is effective and just, but its scope is limited to the methods of decision-making and management. Besides, in an extremely centralized society, self-management is unconceivable without a radical questioning of the very bases of the society and the choice to change completely man's condition, a choice which as yet has received very little utterance.

Riassunto

L'economia giapponese è caratterizzata dall'azione monopolistica delle grandi imprese che esercitano un'influenza decisiva. Il potere di queste imprese non è di tipo familiare, nè personale, ma viene esercitato dalle imprese stesse (gerente). Attraverso forme di compartecipazione azionaria tra diversi gruppi si creano dei complessi. I dirigenti sono managers, estranei in genere alla proprietà, che mantengono rapporti d'alleanza con i politici di carriera e con l'alta burocrazia.

La politica dei governi giapponesi ha sempre favorito lo sviluppo dei gruppi finanziari monopolistici. La classe dominante s'identifica con la classe dirigente: all'incirca 40.000 dirigenti di monopoli, politici professionali ed alti burocrati. I suoi membri non sono proprietari dei mezzi di produzione; non possono trasmettere i loro privilegi, nè li hanno ereditati; non hanno l'aspetto dei padroni classici. Ciononostante essi sono in grado di influenzare l'esistenza di ciascun individuo in misura superiore a quella dei vecchi padroni. I mezzi di cui dispongono permettono loro di dominare una società altamente organizzata.

Di fronte a questa situazione, nessuno propone soluzioni alternative. Socialisti e comunisti convidono la fede nella produttività e nella organizzazione centralizzate, caratteristiche dell'attuale sistema. Il concetto di autogestione, che sostengono i libertari, è senza dubbio giusto ed efficace, ma è limitato ai metodi di decisione e di gestione. Ora, in una società estremamente centralizzata l'autogestione non può essere concepita senza un rifiuto radicale delle basi stesse di questa società, e senza un mutamento globale della condizione umana. E questo viene ancora espresso in modo insufficiente.

L'accomplissement majeur du régime maoïste, sur lequel est assis à juste titre l'essentiel de son crédit en Chine et dans le monde, c'est de réussir à peu près à nourrir et à loger son peuple; et il est vrai que le régime qui l'avait précédé, et beaucoup d'autres en place aujourd'hui dans diverses parties du monde n'ont même pas su accomplir cela qui, si l'on y songe, constitue ce minimum que n'importe quel éleveur veut assurer à son bétail.

Simon Leys
in «La Chine revue de Hong Kong»
Contrepoint - Paris - Octubre 1975

Anticipazioni anarchiche sui «nuovi padroni»

Nico Berti

«L'INTERPRETAZIONE del marxismo come *ideologia di classe dell'intellighenzia* è stata avanzata per la prima volta dagli anarchici e, in particolare, da Bakunin e Machajski. Quest'ultimo, ci ha lasciato una vera e propria analisi sociologica del movimento socialista. In esso egli vide due distinte classi sociali: quella degli operai industriali e quella dei lavoratori intellettuali, i cui interessi non coincidevano affatto. Queste due classi erano inassimilabili poichè la prima era costituita dalla massa incolta dei lavoratori manuali, la seconda da una minoranza di individui in possesso di un vero e proprio «capitale occulto» (la superiore cultura che li poneva al di sopra degli operai e li destinava quasi naturalmente a svolgere ruoli direttivi). Questi ultimi, che costituivano nel complesso una *intellighenzia declassata,* tendevano a utilizzare la classe operaia quale trampolino di lancio per la conquista del Potere. In caso di successo sarebbe stata edificata, non già la «società senza classi» —nella quale Makhajski non vedeva nient'altro che una formula propagandistica—, ma una nuova gerarchia sociale basata non più sulla distinzione fra gli *haves* e gli *have-nots,* bensì fra i *knows* e i *know-nots.* Detto in altra forma: l'intellighenzia declassata tendeva, attraverso un doppio movimento —«contestazione» della società capitalistica, da cui essa si sentiva ingiustamente esclusa, e «colonizzazione» della classe operaia— a creare una società nella quale il dominio dell'aristocrazia della ricchezza sarebbe stato sostituito dal dominio dell'aristocrazia della cultura». Così Luciano Pellicani, un giovane studioso italiano, ha riassunto recentemente da un punto di vista esclusivamente sociologico (1) le anticipazioni

(1) L. Pellicani, **I rivoluzionari di professione**, Firenze, Vallecchi, 1975, p. 69.

(*) Nico Berti, 32 anni, collaboratore regolare di «A rivista anarchica» dal 1971. Lavora nell'Istituto di Storia Medievale e Moderna dell'Università degli Studi di Padova. Ha già scritto, per «Interrogations» L'anarchismo nella storia ma contro la storia *(n° 2, marzo 1975).*

e le intuizioni anarchiche —datate di oltre un secolo (2)— sul complesso fenomeno che ancora oggi viene faticosamente avvertito e capito: l'avanzata in tutto il mondo industrialmente avanzato della nuova classe dominante: la tecnoburocrazia.

Spunti ed analisi anticipatrici, ed a volte «profetici», che qui cercheremo di presentare e di svolgere considerando un arco di tempo che abbraccia le prime formulazioni teoriche a questo riguardo e l'avvento della Rivoluzione russa, con la conseguente edificazione della prima società tecnoburocratica della storia (3): un arco che va, grosso modo, dal 1840 al 1920. Dopo il 1920-25, infatti, non si può più parlare di «anticipazioni» dal momento che il dominio di classe tecnoburocratico è una *realtà* nell'U.R.S.S. (una realtà che sarà via via scoperta, pur con diverse interpretazioni, da altre forze politiche (4)).

Inoltre anche nell'area capitalistica le strutture socio-economiche vanno progressivamente e rapidamente mutando a partire dagli anni '20 e nel mutamento la «nuova classe» va rafforzando ed estendendo il sui privilegio ed il suo dominio. I due sistemi (quello nuovo sedicente «socialista» e quello tardo-capitalista) esprimono in una progressiva convergenza (5) quel nuovo rapporto di dominazione e disfruttamento anticipato, intuito dagli anarchici. I nuovi padroni fondano il loro potere su una sorta di «proprietà intellettuale» dei mezzi di produzione, cioè sul possesso delle conoscenze inerenti alle funzioni direttive dei grandi aggregati economici e politici (6). La loro forma di sfruttamento non viene esercitata in modo individuale (come quella borghese) bensì collettivamente, dalla classe, e si può parlare di «proprietà di classe» (7).

(2) In verità il rapporto **intellighenzia-proletariato** come rapporto di dominazione-dipendenza che vede la formazione di una nuova élite nello «stato maggiore» del movimento operaio, fu avvertito nell'Ottocento e primo Novecento anche da altre forze politiche che non trassero però le dovute conseguenze. Cfr., ad esempio, G. Le Bon, **Psychologie du socialisme,** Parigi, Alcan, 1908, pp. 61-69; W. Sombart, **Le socialisme et le mouvement social au XIXe siècle,** Parigi, Giard et Brière, 1898, p. 137; R. Michels, **La sociologia del partito politico nella democrazia moderna,** Bologna, Il Mulino, 1966, p. 235; E. Bernstein, **I presuposti del socialismo e i compiti della socialdemocrazia,** Bari, Laterza, 1968, p. 261.

(3) Rimandiamo a questo proposito all'ormai classico e fondamentale testo di B. Rizzi, **Il collettivismo burocratico,** Imola, Galeati, 1967.

(4) Cfr. B. Bongiovanni (a cura di), **L'antistalinismo di sinistra e la natura sociale dell'URSS,** Milano, Feltrinelli, 1975.

(5) L. Lanza in AA.VV., **Anarchismo '70: un'analisi nuova per la strategia di sempre,** Cesena, L'Antistato 1973, pp. 56-57.

(6) Ibid., pp. 51-52.

(7) B. Rizzi, **Il collettivismo burocratico...,** cap. III.

Questa «proprietà» definisce dunque la natura della nuova classe dominante, classe dedita soprattutto a quelle attività della sfera del lavoro intellettuale corrispondenti a funzioni direttive nella divisione gerarchica del lavoro sociale. Ecco dunque che la forma socio-produttiva della divisione verticale del lavoro —divisione fra attività intellettuale e attività manuale— finisce per costituire la struttura portante del meccanismo del nuovo sfruttamento, cioè del dominio tecno-burocratico. Nella forma più compiuta di questo dominio, cioè negli stati sedicenti socialisti, la nuova classe dominante, in virtù di questa «proprietà intellettuale», può gestire monopolisticamente i mezzi di produzione e sfruttare quindi la forza lavoro. Essa non si appropria di una quota privilegiata di beni e servizi in modo diretto, come facevano i capitalisti, ma in modo indiretto attraverso lo Stato che incamera questa quota «di classe» e poi la ripartisce ai suoi stessi funzionari tecno-burocrati in modo differenziato secondo il loro grado e la posizione gerarchica posseduta, *secondo cioè l'importanza gerarchica della funzione intellettuale svolta.*

Abbiamo nelle sue linee generali delineato anticipatamente ed in modo assai schematico questo fenomeno socio-economico, rilevato e definito in modo diverso da numerosi studiosi —tecnostruttura e nuovo stato industriale (8), nuova classe (9), collettivismo burocratico (10), capitalismo manageriale (11), capitalismo monopolistico (12), rivoluzione dei *managers* (13), capitalismo paternalistico (14), capitalismo burocratico (15), feudalismo industriale (16)— perchè è tenendo fermo questo quadro generale di riferimento che ci si domanda ora: in quale

(8) J. K. Galbraith, **Il nuovo stato industriale,** Torino, Einaudi, 1968, pp. 247-258.

(9) M. Gilas, **La nuova classe, Bologna,** Il Mulino, 1957.

(10) B. Rizzi, op. cit.

(11) R. Marris, **La teoría económica del capitalismo manageriale,** Torino, Einaudi, 1972, capp. I-II-III.

(12) Paul A. Baran - Paul M. Sweezy, **Il Capitale monopolistico,** Torino, Einaudi, 1968.

(13) J. Burnham, **La rivoluzione dei tecnici,** Milano, Mondadori, 1946.

(14) **Il capitalismo paternalistico,** Milano, . . ., 1972.

(15) P. Cardan, **Capitalismo moderno e rivoluzione,** in AA.VV., **Socialisme ou Barbarie,** Parma, Guanda, 1969, pp. 178-188.

(16) [G. Corradini], **Il processo di feudalizzazione,** in «Materialisme e Libertà», n. 3, Milano, maggio 1973, e L. Lanza in AA.VV., **Anarchismo '70 . . .,** p. 66.

misura e in quale modo il pensiero anarchico ha previsto questo radicale e storico mutamento del meccanismo della disuguaglianza e dello sfruttamento?

A tale proposito ci sembra che la risposta vada trovata, da una parte, nella sua secolare critica al *potere in quanto tale,* dall'altra, nella sua altrettanto secolare polemica teorica contro il socialismo autoritario e in special modo contro quello di ispirazione marxista.

Mentre l'analisi del primo aspetto si configura come un criterio regolativo che informa la critica anarchica contro ogni potere, quella del secondo, invece, si delinea attraverso l'investigazione dell'*organico e necessario rapporto esistente fra l'ideologia socialista autoritaria e l'uso storico-sociale della scienza nella divisione gerarchica del lavoro fra manuale e intellettuale.* Questa divisione, che abbiamo già visto come struttura portante del meccanismo della nuova forma di sfruttamento tecnoburocratico, favorisce un processo di divinizzazione e di monopolizzazione della scienza, intesa qui come *sapere socialmente significativo,* ai fini del dominio politico.

I due momenti, come vedremo, sono, a giudizio dell'anarchismo, strettamente connessi, nel senso che è solo all'interno di un generale codice ideologico di riferimento —come il suo universale antiautoritarismo— che è possibile approsssimare le analisi sui concreti aspetti *storici* del problema, diversificare e spiegare le particolarità inerenti ad esso. Perchè se è vero che il potere in sè non esiste se non in quanto sequenza ininterrotta di quelli storicamente particolari, che anzi esso non può delinearsi se non come enucleazione dei *tratti costanti di quest'ultimi,* è anche vero, però, che ciò che li accomuna tutti, che accomuna cioè *ogni* potere è proprio, per l'anarchismo, il *semplicissimo fatto di essere tale* al di là delle mutevoli conformazioni storiche, vale a dire degli infiniti e particolari poteri.

Rileviamo subito così l'essenziale della metodologia anarchica: un discorso sulla natura politica e sociale della «nuova classe» tecnoburocratica non può prescindere da un discorso sul *potere in quanto tale;* viceversa a questo generale riferimento ideologico non si arriva che con la constatazione scientifica che il nuovo particolare potere che scaturirà inevitabilmente dalla prassi del socialismo marxista e autoritario finirà per assumere un sostanziale valore di equivalenza rispetto ad *ogni* altro potere storicamente costituito, rimandando così all'unica alternativa rivoluzionaria degna, per l'anarchismo, di essere assunta per intero: la totale e irreparabile distruzione del *potere in quanto tale.*

La divinizzazione del sapere

Questo primo punto ci dice innanzi tutto che la scienza, come qualsiasi altro campo dell'attività umana, è suscettibile, a giudizio dell'anarchismo, di possibili sviluppi alienanti. La possibilità di tale processo si dà se si instaura l'antico e semplice rapporto autoritario fra soggetto e oggetto, se cioè tra essa e l'uomo si inverte il giusto rapporto, così che l'uomo, originariamente soggetto-creatore, si trasforma in oggetto-creatura: invece di essere la scienza al servizio dell'uomo abbiamo l'uomo al servicio della scienza.

Lo schema generale testè accennato costituisce la trama di fondo, la matrice comune, attorno alla quale le diverse correnti dell'anarchismo vengono a incontrarsi in una identica sostanziale critica. Vi sono certo, a volte, posizioni molto diverse, talora quasi opposte (17), ma nel suo complesso l'anarchismo ha avvertito e denunciato il pericolo di una idealizzazione religiosa della scienza. Vediamo dunque di focalizzare alcune analisi puntuali a tale riguardo.

Prima di tutto quella stirneriana che, se pur si presenta in modo paradossale, in alcuni suoi aspetti, ha colto bene, nel suo significato estremo, il capovolgimento dei rapporto cui accennavamo sopra. Se infatti la scienza si presenta come «missione», «idealità» tanto da essere non più un mezzo ma un fine, se la capacità di controllo e di dominio su di essa è travolta nella fede di un nuovo *dovere*, anche se tale *dovere* ha ora i caratteri scientifici, la *dimensione santa* che accompagna ogni forma di alienazione, si ripresenta qui sotto nuove spoglie ma identica nella sostanza. *Dimensione santa* perchè ogni cosa che sta sopra di me, che sfugge al mio potere, dice Stirner, tende inevitabilmente a divinizzarsi sotto le forme moltèplici del mito.

Non vi è contraddizione pertanto fra mito e scienza, fra fede e scienza: ciò che determina il carattere alienante non deriva tanto dall'oggetto in questione, *ma dal rapporto fra*

(17) A tale proposito si veda la polemica Proudhon-Stirner. Il primo scrive nella **Création de l'Ordre dans l'Humanité ou Principes d'organisation politique**: «Nell'industria come nella scienza, rendere di pubblico dominio una scoperta è il primo e il più sacro dei doveri!». Di rimando Stirner risponde: «Il bel sogno del «dovere sociale» è oggi ancora quello di moltissimi; questi credono che la Società possa fornirci tutto ciò di cui abbiamo bisogno e che per questo motivo noi dobbiamo esserle obbligati, visto che le dobbiamo tutto.» «Si persiste a voler servire un «dispensatore supremo di ogni bene». Cfr. M. Stirner, **L'Unico e la sua proprietà**, Milano, Casa Ed. Sociale, 1922, p. 177.

questo oggetto e l'individuo. Se tale rapporto rimane autoritario e gerarchico, come accennavamo, nessun oggetto, per quanta capacità liberatoria e dirompente possieda, neutralizzerà il riformarsi di una nuova alienazione. Stirner radicalizzando queste posizioni arriva perciò ad affermare che vi è una contrapposizione fra il «libero pensiero», espressione del progresso scientifico, e il potere dell'individuo. E' quest'ultimo che deve essere libero, non la scienza, la verità o il pensiero. Perchè «il pensiero che mi è *proprio*, il *mio* pensiero che non mi guida ma è da me guidato, che freno o stimolo a mio piacere, è totalmente diverso dal libero pensare» (18).

Ciò che accomuna o differenzia non è tanto la forza operativa della libertà indeterminata, che in sè rimane anonima e generica, ma l'uso proprio, e in questo caso strettamente individuale, di essa: se la libertà cessa di appartenere alla *mia* proprietà «sono io, scrive Stirner, a soccombere sotto il pensiero» (19). Così, egli incalza, se «i pensieri sono liberi, io sono da essi dominato, e non ho su di essi alcun potere: divento il loro schiavo» (20). Oppressa da questa prospettiva, la possibilità creativa dell'individuo viene meno, la dialettica della liberazione si rovescia in dialettica dell'alienazione. Il centro irriducibile del mondo non è più l'individuo ma i valori da lui creati; restaurare i rapporti autentici fra questi due poli significa quindi riaffermare che «Il principio del mio pensiero non è un pensiero, ma la mia individualità; sicchè io sono nello stesso tempo principio e fine» (21).

Anche Bakunin riprende l'esigenza stirneriana dell'individualità come fatto concreto e irriducibile della vita, la quale è posta in contrapposizione all'«astrazione scientifica». La scienza, secondo Bakunin, è «sempre una astrazione, e, por ciò stesso, in qualche modo una negazione della vita reale» (22). A sostegno di questa tesi egli argomenta che la scienza è incapace di cogliere l'individualità vivente di ogni essere. Essa si occupa «degli individui generali, non di Pietro e di Giacomo, non del tale o tal'altro individuo» (23).

(18) Ibid., p. 416.

(19) Ibid., p. 423.

(20) Ibidem.

(21) Ibid., p. 424.

(22) M. Bukunin, **L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale** (titolo italiano «Dio e lo Stato»), in M. Bakunin, **Œuvres**, Tome III, Paris, Stock, 1908, p. 88.

(23) Ibid., p. 94.

La radice dell'alienazione e quindi della possibile divinizzazione della scienza, si trova dunque per Bakunin, nel suo stesso limite intrinseco: l'astrazione. Un limite insuperabile che pone la scienza sempre al di sotto della vita (24). Ma è proprio a partire da questa base che può svilupparsi un processo divinizzante, nel momento cioè in cui si opera una dicotomia fra corpo scientifico e corpo sociale, fra vita reale e vita intellettuale, fra masse ed élite. E' evidente che a questo punto il discorso si allarga dal carattere filosofico del problema, al carattere più pregnante e concreto della dimensione politica. Bakunin a tale proposito sposta ora il discorso sul piano storico, precisando che il giudizio sulla scienza risale inevitabilmente agli scienziati e alla loro organizzazione.

Proprio in virtù di un monopolio effettivo sulla scienza, i sapienti «restano come tali al di fuori della vita sociale (formando) certamente una casta a parte che offre molta analogia con la casta dei preti. L'astrazione scientifica è il loro Dio, le individualità viventi e reali sono le vittime ed essi ne sono gli immolatori consacrati e patentati» (25).

L'analogia operata da Bakunin fra «casta religiosa» e «casta scientifica» si basa evidentemente sull'unico punto che a suo giudizio le accomuna: il monopolio effettivo della propria rispettiva «professione», del proprio rispettivo sapere. Anche qui, come per Stirner —pur con prospettive diverse— la natura dell'oggetto, per quanta capacità liberatoria possieda, non è garanzia sufficiente per innestare il processo di liberazione umana. Ciò che decide il destino di questa liberazione è il modo in cui essa viene operata, modo che può venire solo «dal basso», attraverso cioè una partecipazione responsabile e popolare che rompa e sovverta i ruoli autoritari inerenti ad ogni monopolio. Ecco perchè il mondo della scienza pur riferendosi a quello vivente e materiale, perchè ne è la espressione generale ed astratta, ha un limite rispetto alla vita «che sola crea spontaneamente tutte le cose e gli esseri reali» (26), limite che risulta invalicabile. Perchè la scienza «non crea nulla; constata e riconosce solamente le creazioni della vita» (27).

(24) Scrive Bakunin «La scienza comprende il pensiero della realtà, non la realtà stessa; il pensiero della vita, non la vita. Ecco il suo limite, il solo limite che essa non può varcare, perchè è un limite dato dalla natura stessa del pensiero, che è l'unico organo della scienza». Ibid., p. 88.

(25) Ibid., p. 92.

(26) Ibid., p. 89.

(27) Ibidem.

Su questa traccia in un certo senso «vitalistica» (28), dove confluiscono posteriormente; pur da motivazioni teoriche diverse, le critiche anarco-comuniste di Malatesta (29) e quelle anarco-individualiste di Armand (30), Bakunin sviluppa il tema della libertà come espressione multiforme e spontanea della vita sociale. I margini di quest'ultima, che risultano incommensurabili rispetto ad ogni comprensione scientifica, costituiscono nel contempo la garanzia da *ogni invadenza astratta e pianificante del governo della scienza.* Proprio rispetto a questa possibilità che costituisce la giustificazione ideologica per un governo degli scienziati, futuro assetto socio-politico della tecno-burocrazia, si pongono i nodi teorici del problema che acquista ora, come abbiamo già accennato, una precisa fisionomia storica e politica.

Il governo della scienza come ideologia tecnoburocratica

FEDELE ai principi base della propria ideologia, l'anarchismo rifiuta ogni governo compreso quello della scienza (31). Intendiamoci, non si tratta qui di un rifiuto dello aspetto e dell'uso tecnico della scienza. Scrive Bakunin «m'inchino davanti all'autorità degli specialisti pronto a seguirne, in una

(28) Su questo aspetto dell'ideologia bakuniana si sofferma Henri Arvon, il quale sostiene che questo punto è la chiave di volta per capire anche la polemica antimarxista di Bakunin. Cfr. H. Arvon, **Bakunin**, Milano, Sansoni, 1970; p. 112. Si veda sempre su questo tema della contrapposizione fra vita e scienza G. P. Maximoff: **The political Philosophy of Bakunin**, New York, 1964, pp. 70-71.

(29) Questi sostiene che buona parte degli spirito progressisti del secolo decimonono, infatuati dalle grandi scoperte scientifiche, «esagerando attribuirono alla Scienza la potenza di tutto comprendere e tutto risolvere: della Scienza fecero una nuova Religione». Soprattutto se la scienza trascende dall'ambito delle ipotesi a quello di sistema codificato e rivelato, essa finisce con l'abituare «la gente a credere senza comprendere» preparandola così a sopportare «la schiavitù politica ed economica». In questo caso «si cambiarebbe di religione, ma si avrebbe sempre una religione, nel senso di sottomissione circa a una verità rivelata». Cfr. E. Malatesta, **Scienza e riforma sociale**, in E. Malatesta, **Scritti scelti**, Napoli, RL, 1954, pp. 102-103.

(30) Scrive Armand, con una chiara impostazione stirneriana «L'individualista non intende inginocchiarsi davanti alla scienza più che davanti alla divinità (...) La scienza, come le altre branche della attività umana, è fatta per servire l'uomo non per asservirlo. Ateo, l'individualista anarchico si rifiuta di lasciarsi arruolare fra i fedeli della religione e della scienza». Cf. E. Armand, **Iniziazione individualistica anarchica**, Firenze, Stabilimento Tipografico Carlo Mori, 1956, p. 168.

(31) Cfr. M. Bakunin, **L'Empire knouto-germanique**, p. 55 passim, p. 57.

certa misura e per tutto il tempo che mi pare necessario, le indicazioni ed anche la direzione, e perchè questa autorità non mi è imposta da alcuno, nè dagli uomini, nè da Dio (...). Riconosciamo l'autorità assoluta della scienza, ma respingiamo l'infallibilità e l'universalità dei rappresentanti della scienza» (32).

Ciò che regola questo rifiuto è invece dato non solo dall'attinenza metodologica alla negazione di *ogni* potere, ma anche, nella fattispecie, dall'individuazione del suo possibile carattere mistificante. Proprio in virtù della sua anonimità e universalità, la scienza esprime un *potere puro* che si presenta indiscutibile ed insindacabile. Indiscutibile ed insindacabile per il suo carattere «obiettivo», poi perchè da tale carattere ne discende e si prefigura un'immagine «democratica» che è difficilmente contestabile. *Da qui la possibilità di un uso ed abuso del potere della scienza che per la sua estensibilità non trova riscontro in nessun altro potere storico precedente: i suoi ambiti sono i massimi gradi della conoscenza umana.* A ridosso di questo possibile potere che può precisarsi operativamente nella pratica della pianificazione in tutti i campi —punto programmatico della ideologia tecno-burocratica— l'anarchismo ha sviluppato di contro, come sua alternativa, la teoria del pluralismo a tutti i livelli, sociali e culturali, come espressione spontanea e libera delle autentiche manifestazioni della vita collettiva e individuale.

A questo punto la contrapposizione è fra due diverse concezioni ideologiche che anticipano gli sviluppo storici dominanti di questo secolo. Da una parte la tendenza del potere ad una sempre maggiore centralizzazione, tendenza che sfocierà, come abbiamo già accennato, nel passaggio dal dominio capitalistico al dominio tecno-burocratico, dall'altra l'azione sovversiva delle masse oppresse tesa a contrastare tale tendenza, azione che sfocierà nella ricchezza multiforme delle lotte sociali, nella proposta continua di autogestione e di autoeducazione. Al centro di tale scontro un ulteriore e più profondo spartiacque ideologico divide le motivazioni teoriche dei rispettivi campi.

Ancora una volta da una parte si aggiungono a quelle già indicate, vale a dire al mito dell'efficientismo tecnico attraverso la pianificazione, *la pretesa neutralità* dell'uso operativo della scienza, la «democraticità» di tale esercizio, ecc., quelle relative alla teorizzazione della disuguaglianza naturale e della conseguente «aristocrazia dell'intelligenza», mentre dall'altra viene

(32) Ibidem.

ribadito, per contro, oltro ai temi del pluralismo e della spontaneità, quelli più pregnanti e significativi dell'uguaglianza sociale e della negazione di ogni aristocrazia compresa quella del merito e dell'intelligenza (33). Vediamo dunque di ricostruire i momenti salienti dell'analisi anarchica di questo scontro: a tale proposito bisogna ritornare a Bakunin.

La sua analisi si focalizza attorno ai termini profetici, ma non tanto immaginari, di una possibile società organizzata e governata secondo principi scientifici e razionali. Vale a dire secondo schemi precostituiti ed imposti da un'accademia di eruditi e sapienti, guidati sinceramente dalle idee del bene e del vero. Bakunin, caricando esageratamente l'immagine, afferma che una tale società sarebbe una «mostruosità, sia perchè con l'obbligare la vita pratica, collettiva e individuale degli uomini, a conformarsi strettamente, esclusivamente agli ultimi portati della scienza, si condannerebbe la società come gli individui a soffrire il martirio sopra un letto di Procuste», sia perchè «il corpo scientifico, al quale fosse affidato il governo della società, finirebbe presto col non occuparsi affatto della scienza, ma di ben altro compito; e questo compito che è proprio di tutti i poteri costituiti, sarebbe quello di perpetuare se stesso, rendendo sempre più stupida la società affidata alle sue cure e quindi sempre più bisognosa del suo governo e della sua direzione» (34).

Si deve sottolineare che qui l'obiezione bakuniana svolge due tracce che confluiscono in un'unica critica, perchè se da una partie si denuncia l'assurdità di un simile governo, con tutte le sue implicazioni autoritarie, dall'altra si constata, proprio partendo dall'effettualità di quest'ultima, la morte della scienza quale campo di continue ipotesi e ricerche.

Da qui l'ammonimento bakuniano teso a predicare la «*rivolta della vita contro la scienza, o, meglio, contro il governo della scienza*» (35). In questa rivolta Bakunin vede la garanzia

(33) Per una trattazione attuale di questo problema fondamentale cfr. C. Metelli di Lallo, **Componenti anarchiche nel pensiero di J. J. Rousseau**, Firenze, La Nuova Italia, 1970, p. 18; A. Bertolo, **La meritocrazia come ideologia del feudalismo industriale**, in M. Bakunin, **Lavoro manuale e lavoro intellettuale**, Ragusa, La Fiaccola, 1968, pp. 46-48.

(34) M. Bakunin, **L'Empire knouto-germanique ...**, p. 52 passim, p. 53.

(35) M. Bakunin, **L'Empire knouto-germanique...**, p. 95. Scrive ancora Bakunin «Il governo della scienza e degli uomini della scienza, fossero anche dei positivisti, dei discepoli di Augusto Comte, o anche dei discepoli della scuola dottrinaria del socialismo tedesco, non può che essere impotente, ridicolo, inumano, crudele, oppressivo, sfruttatore, malefico». (Perchè la scienza) «non può afferrare il reale; essa può muoversi soltano nelle astrazioni. La sua missione è di occuparsi della situazione e delle condi-

umana come presidio di libertà contro le implicazioni autoritarie del governo della scienza; tale rivolta però non ha solo questo scopo perchè essa è praticata non «per distruggere la scienza —che sarebbe un delitto di lesa maestà— ma per rimetterla al suo posto, in modo che non possa allontanarsene mai più» (36); vale a dire per assegnare alla scienza la sua vera funzione che non deve essere *costitutiva* nei confronti della vita, bensì soltanto *regolativa.*

A lato però di queste giustificazioni ideologiche del governo della scienza, vi è un'altra importante tesi, cui sopra abbiamo fatto un breve cenno, che spinge al riconoscimento di un tale governo come fatto obiettivo e necessario; *la teorizzazione della disuguaglianza naturale e la conseguente aristocrazia dell'intelligenza.* La componente intellettuale-meritocratica sanzionando non più una *disuguaglianza storica ma naturale,* supera non solo ogni precedente giustificazione ideologica della gerarchia sociale ed umana, ma stabilisce e precisa, in questa gerarchia, dei caratteri assolutamente immodificabili. E' evidente infatti che, mentre gli impedimenti di carattere storico sono tutti, volendo, eliminabili, quelli di carattere naturale, sono, al contrario, inamovibili: ammesso che fosse possibile violentare la natura, quali forze storiche, sociali, politiche ed umane assumerebbero questa responsabilità? Chi, in altri termini, porrebbe il proprio ordine in antitesi con quello naturale?

Su questo punto *decisivo* per la formulazione pratica e teorica dell'emancipazione, la «sedicente aristocrazia dell'intelligenza» si esprime storicamente, secondo Bakunin, come «l'ultimo rifugio della volontà di dominio» (37). Ultimo rifugio perchè, confutata ed abolita ogni giustificazione storica della disuguaglianza, non rimane che quella naturale che, se fosse vera, renderebbe oggettivamente impossibile la costruzione sociale libertaria. Se le caratteristiche fondamentali degli uomini, se le loro attitudini e le loro capacità sono gerarchicamente diseguali in modo indipendente dalla somma di tutti quei fattori che vanno sotto il nome di «condizionamento sociale», se cioè tali diversità fanno riferimento esclusivamente alla natura, nessuna possibilità è data e si dà per la realizzazione dell'eguaglianza. L'adeguamento socio-economico conforme a tale ordine risulterebbe gerarchicamente giusto e necessario. E' questa, per esempio, l'immagine sociale dell'ideologia sansimonista e in genere del socialismo autoritario, che Kropotkin prende in esame come modello teorico palesemente meritocratico. Il sansimonismo infatti predicando una società con a capo un governo «composto d'una gerarchia degli 'uomini migliori' —migliori nelle scienze, nelle arti, nelle industrie» (38), rappresenta, dal punto di vista anarchico, un referente ideologico estremamente antiegualitario (39).

L'individuazione della componente intellettuale-meritocratica rappresenta dunque il cardine giustificativo della «disuguaglianza naturale» e della conseguente ideologia del governo della scienza. Vi è però in questa delimitazione la individuazione ancora tutta teorica o meglio, generale ed astratta, della potenzialità di questo potere, che noi abbiamo definito come *potere puro.* Si tratta adesso di passare da questa delimitazione all'analisi che definisce i nodi salienti della traduzione in termini politici, economici e sociali di esso, vale a dire operare il passaggio dall'individuazione del governo della scienza a quello degli scienziati: risalire dal *potere puro* della prima al *potere storico* dei secondi. Quali forze socio-politiche hanno percorso questo passaggio, che l'anarchismo ha prima anticipato e poi riassunto complessivamente come trasformazione del dominio capitalistico in dominio tecno-burocratico? Chi sono, si domandava Elisée Reclus, «coloro che s'incamminano verso il potere, per sostituire i privilegiati per nascita o per fortuna con una nuova casta, sedicente dell'intelligenza?» (40), rispondendo subito dopo: «(quelli) che hanno egualmente rivendicato a profitto degli uomini di genio, cioè a loro profitto personale, la direzione politica della società. L'espressione «Governo di

zioni **generali** dell'esistenza e dello sviluppo sia della specie umana in generale, sia di questa o quella razza, di questo o quel popolo, di tale classe o categoria di individui; di occuparsi altresì delle cause **generali** della loro prosperità o decadenza, e dei mezzi **generali** per farli avanzare in tutte le specie di progresso», (perciò degli scienziati si può dire) «come tali, ciò, che si disse dei teologi e dei metafisici: essi non hanno nè senso, nè cuore per gli esseri individuali e viventi». Ibid., p. 90 passim, pp. 95-96 passim, p. 90.

(36) Ibid., pp. 95-96.

(37) M. Bakunin, **Gli incantatori** (Articoli scritti per «L'Egalité», 1869), in **Stato e anarchia e altri scritti,** Milano, Feltrinelli, 1968, p. 264.

(38) P. Kropotkin, **La scienza moderna e l'anarchia,** Ginevra, Il Risveglio, 1913, p. 76.

(39) Cfr. a questo proposito il recente saggio di J. Barrue', **Actualité de Saint-Simon,** su «Interrogations», n. 2, marzo 1975, che mette in rilievo alcuni aspetti tecnoburocratici inerenti alla ideologia del socialista francese.

(40) E. Reclus, **L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique,** Paris, P-V, Stock, 1902, p. 71.

mandarini» è stata crudelmente pronunziata» (41). La proprietà della «nuova classe» è dunque *proprietà intellettuale*, in virtù della quale essa accede al *potere puro* della scienza, gestendolo in via diretta per i propri privilegi e le proprie fortune. E' questo l'anello che dobbiamo introdurre per comprendere, a questo punto, le anticipazioni fatte dall'anarchismo su questa nuova classe definita ora tecno-burocratica; anticipazioni che implicano una preliminare analisi del rapporto fra classi sociali e divisione verticale del lavoro.

Essa ci permette infatti di risalire alla struttura che sta alla base del meccanismo autoritario, descrivendone e identificandone le sue componenti *costanti* e le sue forme caratteristiche, elementi, che per la loro natura strutturale, si ripresentano e si concretizzano nelle differenti società storiche, assumendo di volta in volta le forme socio-economiche ad esse inerenti e quindi l'apparato politico che vivifica e giustifica il *potere in quanto tale*.

Divisione gerarchica del lavoro e classi sociali

IN TAL MODO l'analisi della divisione verticale del lavoro fra manuale e intellettuale si precisa come investigazione della causa *costante* della disuguaglianza sociale e pertanto come generatrice della scala gerarchica delle classi. Così, rispetto alla formazione della tecnoburocrazia, detentrice della nuova forma storica della proprietà, cioè la proprietà intellettuale dei mezzi di produzione, tale divisione è vista nella più ampia analisi dell'autorità secondo il modello metodologico sopra delineato: un discorso sul particolare nuovo potere non può mai prescindere da un discorso sul potere in quanto tale. L'analisi dell'autorità quindi si presenta nel duplice aspetto di una analisi storica-dinamica e nella definizione e individuazione delle radici strutturali di essa: in altri termini una spiegazione che risale dal suo aspetto variabili a quello costante e viceversa. Essa cioè se da una parte si specifica attraverso la comprensione *storica* e *variabile* della società borghese, dall'altra, individuando la correlazione con la divisione del lavoro, sviluppa un metodo di comprensione per *ogni società autoritaria*. Si tratta in altri termini di «seguire il movimento evolutivo di queste funzioni», riconoscerne il carattere e le tendenze per «formularne le leggi» in modo da costituire la comprensione teorica della società attraverso la spiegazione dell'organizzazione del lavoro» (42). Quest'ultima si configura in una struttura di «tipo piramidale» dove «al vertice siede il principe, mentre la base poggia sul proletariato». La correlazione funzioni-classi sociali è data da Proudhon nella misura in cui il lavoro umano, «azione intelligente dell'uomo sulla materia», viene ripartito ed assegnato secondo un ordine crescente di importanza tecnico-scientifica. Il lavoro infatti «è un'idea complessa, che, scomposta in ciascuno dei suoi elementi, e poi ricomposta sotto tutti i suoi punti di vista, costituisce la scienza» (43). Le funzioni sociali o classi si collocano attraverso una scala gerarchica analoga alla «scomposizione della scienza» secondo gli elementi dai più semplici ai più complessi, dai particolari ai generali. L'equazione lavoro-scienza diviene un metodo di comprensione e di analisi: «Ora, nella misura in cui la funzione guadagna in generalità rappresentativa, vale a dire nella misura in cui essa ne riassume un maggior numero d'altre, perde in specialità effettiva, in materia industriale e in applicazione scientifica. Così il capo di officina produce materialmente meno dell'operaio, ma di più dell'imprenditore; così il padrone, il prefetto, il ministro, il consigliere di stato, il re non esercitano nè arte, nè scienza, nè mestiere; il loro ruolo è di *raggruppare le funzioni inferiori, di centralizzarne e di unificarne i rapporti*. Il lavoro, in questa regione elevata, suppone, come sempre, una attitudine, une educazione, e delle condizioni di eleggibilità speciale; ma, in sè, esso non è nè più nè meno difficile di altri: se oggi sembra aver luogo il contrario, ciò deriva unicamente dalla nostra organizzazione imperfetta, e dal suo semplicismo dei principi che ci governano»... Quindi «l'ineguaglianza dell'intelligenza tra gli uomini è una anomalia, quella delle funzioni, un'ingiustizia» (44).

La divisione del lavoro tra intellettuale e manuale si generalizza in divisione sociale. Questo divorzio tra scienza e lavoro

(41) Ibid., p. 81. Di sfuggita è da notare che la definizione data da Reclus al potere degli intellettuali (governo di mandarini), anticipa di settant'anni quella famosa di Noam Chomsky. Cfr. N. Chomsky, **I nuovi mandarini. Gli intellettuali e il potere in America**, Torino, Einaudi, 1969.

(42) P. J. Proudhon, **De la Création de l'Ordre dans l'Humanité**, Parigi, Rivière, 1927, p. 289.

(43) Ibid., p. 312.

(44) Ibidem.

costituisce la matrice della costituzione delle classi «... il lavoro non si divide più secondo i suoi generi aspetti e varietà; non più nelle sue parti *integranti*, come nelle operazioni parcellari; ma nei suoi elementi costituenti, l'intelligenza e la forza» (45). Quest'ultima, nella società borghese si traduce in forza-lavoro, in merce, in virtù dello scarso valore (per il mercato capitalista) presente nella funzione sociale svolta. Questa forma storica assunta dalla disuguaglianza, si presenta nella divisione generale tra classe capitalista e classe proletaria: la società borghese costituisce con le sue strutture economiche e politiche, l'aspetto *storico* e quindi *variabile* di essa.

Sotto questo aspetto si precisa anche la riflessione teorica bakuniniana. La società borghese portatrice della rivoluzione politica dell'89 (l'eguaglianza giuridica dei «cittadini») ha lasciato inalterato il rapporto *strutturale* della disuguaglianza: l'organizzazione gerarchica del lavoro. «Dato che l'origine prima di questo asservimento —scrive Bakunin— quella, per meglio precisare, del dogma dell'inuguaglianza politica degli uomini, è stata soppressa dalla grande rivoluzione, si deve attribuire l'attuale disprezzo per il lavoro alla seconda che altro non è che quella *separazione* che s'è andata creando, e che ancor oggi permane in tutta la sua forza, *tra il lavoro intellettuale e il lavoro manuale*, e che riproducendo in *una forma nuova la vecchia disuguaglianza* divide ancora il mondo sociale in due campi: *la minoranza privilegiata* ormai non per la forza della legge, ma per quella del capitale e la *maggioranza dei lavoratori forzati* non più dall'iniquo diritto del privilegio legale ma dalla fame» (46).

Per comprendere il doppio aspetto, *strutturale* e *storico*, della formazione delle classi, l'analisi bakuniniana riprende il metodo proudhoniano dell'equazione scienza-lavoro. I gradi gerarchici di questo divorzio costituiscono la trama del tessuto sociale ed economico, che nella società storica borghese, si traducono ancora una volta in capitale e forza-lavoro, in proletariato e borghesia: «Però, poichè il lavoro umano *considerato nella sua totalità* si divide in due parti, l'una interamente intellettuale, e dichiarata esclusivamente nobile, che comprende le scienze, le arti, e nell'industria l'applicazione delle scienze e delle arti, l'idea, la concezione l'invenzione, il calcolo, il governo e la direzione generale o gerarchica delle force operale; e l'altra solo manuale, ridotta ad una azione puramente meccanica, senza intelligenza, senza idee; *approfittando di questa legge economica e sociale della divisione del lavoro* i privilegiati del capitale, compresi quelli che per la pochezza delle loro capacità individuali ne sarebbero i meno autorizzati, s'impadroniscono della prima, lasciando al popolo la seconda» (47).

(45) Ibid., p. 338.
(46) M. Bakunin, **Società rivoluzionaria internazionale o Fratellanza internazionale**, in **Stato e anarchia**..., pp. 324-325.

Il linguaggio bakuniniano si fa, rispetto alla definizione delle classi, estremamente generale: esse non sono definite in base al loro aspetto storico-sociale, ma in base al *rapporto che intercorre fra esse*. Un rapporto che va sempre dal basso all'alto, dalla base al vertice: la definizione bakuniniana è la definizione del *rapporto autoritario fra le classi*, è la definizione anarchica della disuguaglianza. Questi rapporti di dominazione-dipendenza si sviluppano sulla rete dell'organizzazione gerarchica del lavoro, sul cui disegno geometrico piramidale, secondo il linguaggio di Proudhon, vivono ed interagiscono le funzioni sociali, dalle più semplici alle più complesse, e, ancora una volta, collocate secondo un ordine crescente di importanza e funzionalità, date dalla società storica del momento. In tal senso, continua Bakunin «fino a quando vi saranno due o più gradi di istruzione per i vari strati della società, *ci saranno necessariamente delle classi*, vale a dire dei privilegi economici e politici per un piccolo numero di fortunati e la schiavitù e la miseria per il più gran numero (48). Il modello generale della ricorrente formazione dell'autorità è ora dato per intero: interdipendenza conseguenziale e necessaria tra monopolio della scienza e divisione del lavoro, tra divisione del lavoro e classi. Risulta così che la forma di dominio capitalistico-borghese costituisce una delle sequenze dell'aspetto storico e variabile dello sfruttamento, la forma gerarchica della divisione del lavoro, l'aspetto *strutturale e costante* della disuguaglianza (49).

A suo giudizio, infatti, una società liberata dall'oppressione capitalistica che mantenesse inalterata la separazione verti-

(47) Ibid., p. 325.

(48) M. Bakunin, **L'istruzione integrale** (articoli scritti per «l'Egalité»), in **Stato e anarchia**..., p. 272.

(49) Questo punto di vista è stato recentemente ribadito da Antony Giddens il quale ha scritto che la divisione del lavoro come fenomeno che sopravvive il capitalismo conferma l'idea che quest'ultimo non sia la causa dello sfruttamento ma soltanto un aspetto storico assunto da esso. Sebbene il ruolo del capitalismo «non è storicamente irrilevante è però, sociologicamente, transeunte»: la divisione gerarchica del lavoro è pertanto la causa strutturale e costante della disuguaglianza. A.Giddens, **Capitalismo e teoria sociale. Marx, Durkheim e Max Weber**, Milano, Il Saggiatore, 1975.

cale tra le funzioni intellettuali e le funzioni manuali sarebbe presto soggetta a riformare ogni gerarchia sociale perchè «Chi sa di più dominera *naturalmente* chi sa di meno; e quand'anche inizialmente non esistesse fra due classi che questa sola differenza di istruzione e di educazione, questa differenza produrrebbe in poco tempo tutte le altre» (50).

Si delinea così la generale polemica anarchica contro il socialismo autoritario portatore dell'ideologia del collettivismo statale. *Quest'ultimo propugnando solo l'abolizione della proprietà privata dei mezzi di produzione, lascia inalterata la divisione gerarchica delle funzioni sociali, generatrice della «proprietà intellettuale» inerente ad essi.* Questa «proprietà» si configura nella distinzione fra lavoro «semplice» e lavoro «composto» in base anche alla definizione marxiana dell'analisi del valore. «Essi (i socialisti autoritari) pretendono che l'ora di lavoro dell'ingegnere, dell'architetto o del medico, debba essere considerata come equivalente a due o tre ore di lavoro del fabbro, del muratore o dell'infermiere. (...) Ebbene, stabilire questa distinzione (...) significa dividere la società in due classi ben distinte: l'aristocrazia del sapere, al di sopra delle mani callose; l'una, consacrata al servizio dell'altra; (e tutto questo con) *la sanzione della Rivoluzione Sociale*» (51). L'analisi di Kropotkin all'obiezione «scientifica» che la «forza-lavoro» dell'ingegnere costa di più alla società che la «forza-lavoro» dello sterratore (...) perchè le spese «necessarie» per formare un ingegnere sono più considerevoli di quelle per formare un sterratore», non si precisa solo nella controproposta del comunismo anarchico, che qui non interessa valutare, ma nell'individuazione dell'ideologia mistificante del collettivismo statale «Ma tanto i manuali che gli ingegneri, tessitori o scienziati, sono tutti salariati dello Stato, —«tutti funzionari» come ultimamente si diceva per indorar la pillola» (52).

Merlino, sulla stessa traccia, scrive che le caratteristiche

(50) M. Bakunin, **L'istruzione integrale...**, p. 267.

(51) Scrive Kropotkin nella **Conquista del pane** «per Marx questa distinzione è logica, giacchè egli aveva ripresa per suo conto la teoria di Ricardo sul valore, e sostenuto che i prodotti si scambiano in proporzione della qualità di lavoro socialmente necessario alla loro produzione». Cfr. P. Kropotkine, **La conquête du pain**, Paris, P-V. Stock, 1902, pp. 221-22.

(52) Ibid., p. 74, Altrove Kropotkin aveva scritto in un libro, dedicato in gran parte proprio alla divisione del lavoro, che quest'ultima è stata spinta «così lontano da dividere l'umanità in caste». Cfr. P. Kropotkin, **Campi, fabbriche, officine**, Milano, Antistato, 1975, p. 31. La stessa critica all'ideologia mistificante del collettivismo statale si può ritrovare anche in L. Galleani, **La fine dell'anarchismo?**, New York, Ed. curata dai vecchi lettori di Cronaca sovversiva, 1925, pp. 29-33.

della nuova classe dominante emergono dal terreno dell'amministrazione e della divisione verticale del lavoro fra manuale e intellettuale. I nuovi dirigente del socialismo statale «organizzeranno il lavoro, i pubblici servizi, una amministrazione e una burocracia —anche troppa!— e sapranno introdurre, per mezzo di imposta od altro, nella distribuzione dei prodotti del lavoro, distinzioni ed ineguaglianze corrispondenti a quelle che passeranno tra le loro rispettive funzioni e quelle degli umili lavoranti manuali» (53).

L'individuazione dell'aspetto tecnico e scientifico inerente alle funzioni intellettuali dominanti, l'impossibilità di dividere o svuotare il loro significato politico rispetto all'uso autoritario della loro gestione, la lettura cioè tutta politica e ideologica del funzionamento dell'organizzazione tecnica e scientifica di ogni organismo sociale e più in generale dell'organizzazione complessiva della società, si fa tutt'uno ora con l'analisi delle condizioni storiche che favoriscono l'ascesa della «nuova classe».

La definizione dinamica della disuguaglianza

Quest'ultime sono inserite in uno schema che spiega lo avvicendamento dinamico della classe al potere. Diversamente dal celebre modello «bipolare» marxista (54), che esalta la contrapposizione inconciliabile borghesia e proletariato, questo sistema non è definito in rapporto alla proprietà giuridica dei mezzi di produzione, ma in base ai rapporti generali di *dominazione-dipendenza* che intercorrono fra le classi sociali (55). Esso, cioè, non scaturisce *direttamente* da un preciso e particolare contesto storico —la società capitalista— ma dal rapporto *generale* e *costante* che *ogni* società di disuguaglianza e

(53) F. S. Merlino, **Il lato fossile del socialismo contemporaneo**, ora in F. S. Merlino, **Revisione del marxismo**, a cura di Aldo Venturini, Bologna, Minerva, 1945, p. 32.

(54) Cfr. a questo proposito S. Ossowski, **Struttura di classe e coscienza sociale**, Torino, Einaudi, 1966, cap. II.

(55) S. Faure, **La Douleur Universelle**, Parigi, Savine, 1895, pp. 360-396. L'ipotesi di Faure sulla generalizzazione operativa del principio di autorità come causa fondamentale della disuguaglianza e dello sfruttamento, è stata ripresa e attualizzata recentemente da Amedeo Bertolo il quale ha scritto che l'«origine della disuguaglianza sociale» è da ricercarsi nell'«ipotesi sociologica della distribuzione ineguale del potere». A. Bertolo, **Anarchici... e orgogliosi di esserlo**, in «A». Rivista anarchica, Anno II, n. 7, ottobre 1972.

di sfruttamento esprime: il nodo universale della ricorrente, millenaria e inesauribile fonte antinomica fra libertà e autorità, uguaglianza e gerarchia, vale a dire la persistente riproduzione del *potere in quanto tale* (56).

Così, ad esempio, rispetto alla teorizzazione e alla prassi della *dittatura del proletariato* che si presenta come nuovo e insieme come ultimo potere, giustificato nella Russia rivoluzionaria da eccezionali circostanze storiche —secondo i suoi teorici ed apologeti— l'analisi anarchica rilegge ancora una volta i *tratti costanti* comuni ad ogni altro potere storicamente costituito. In quanto tale esso tende ad autoperpetuarsi attraverso una dinamica già presente, in altre rivoluzioni moderne non solo perchè il proletariato, in questa dittatura, c'entra «come c'entra il *popolo* nei regimi democratici», ma anche perchè se è vero «che serve oggi *anche* a difendere la rivoluzione dai suoi nemici esterni (...) servirà domani per imporre ai lavoratori la volontà dei dittatori, arrestare la rivoluzione, consolidare i nuovi interessi che si vanno costituendo e difendere contro la massa una nuova classe privilegiata. Anche il Generale Bonaparte servì a difendere la rivoluzione francese contro la reazione europea, ma nel difenderla la strozzò. Lenin, Trotzki e compagni sono di sicuro dei rivoluzionari sinceri (...) ma essi preparano i quadro governativi che serviranno a quelli che verranno dopo per profittare della rivoluzione ed ucciderla. Essi saranno le prime vittime del loro metodo, e con loro, io temo, cadrà la rivoluzione. E' la storia che si ripete: *mutatis mutandis*, è la dittatura di Robespierre che porta Robespierre alla ghigliottina e prepara la via a Napoleone» (57).

Tutte le considerazioni politiche, ideologiche e strategiche sulla diversità storica di questo o quel potere, sebbene importanti, sono qui subordinate, nella «profetica» considerazione malatestiana, all'irriducibile urgenza antiautoritaria del discor-

(56) Questa visione è stata ripetutamente criticata da parte marxista. Gramsci, come è noto, ha scritto che essa sfocia in una genericità priva di concretezza perchè «mentre il movimento anarchico è una tendenza dello spirito umano in quanto tale (dei borghesi e dei proletari) (quello) socialista è specifico della classe operaia in regime capitalista». A. Gramsci, **L'ordine nuovo, 1919-1920**, Torino, Einaudi, 1954, p. 477.

(57) Da une lettera di Errico Malatesta a Luigi Fabbri datata Londra, 30 luglio 1919. Cfr. E. Malatesta, **Scritti scelti**, Napoli, R.L., 1947, p. 163. Allo stesso riguardo riferendosi alle esperienze rivoluzionarie dell'89 e del '48, Proudhon scriveva «Ecco perchè fino ai nostri giorni le rivoluzioni più liberanti, e tutte le effervescenze della libertà, sono andate a finire in un atto di fede e di sottomissione al potere; perchè tutte le rivoluzioni sono servite soltanto a ricostituire la tirannia». P. J. Proudhon, **Idée générale de la révolution au dix-neuvième siècle**, Parigi, Garnier, 1851, p. 118.

so anarchico che, nell'allargare e trascendere i termini storici dell'analisi dell'autorità, finisce con il compiere una continua interazione fra l'analisi scientifica del particolare presente potere e l'analisi della riproduzione del *potere in quanto tale* (58).

Nella disamina teorica delle classi sociali prima di una definizione socio-economica, borghesia-proletariato, classe operaia-masse contadine, ecc., vi è dunque una definizione formale che si riassume proudhonianamente in «*classe superiore, inferiore* e *media* (59). Questo schema trasferito sul terreno storico, per esempio nell'analisi della rivoluzione francese, permette a Kropotkin di individuare la composizione storico-sociale delle ultime due. «Due grandi correnti preparano e fecero la Rivoluzione. Una, la corrente d'idee —cioè il complesso delle nuove idee sulla riorganizzazione politica degli Stati— veniva dalla borghesia. L'altra, quella dell'azione, veniva dalle masse popolari — dai contadini e dai proletari delle città che volevano ottenere degli immediati e tangibili miglioramenti alle loro condizioni economiche. E allorquando queste due correnti si incontrarono, dirette a uno scopo, sul principio comune, e s'aiutarono per qualche tempo reciprocamente, la Rivoluzione scoppiò» (60).

La «corrente d'idee», cioè la borghesia, funge qui da *classe media* in ascesa verso il potere detenuto politicamente dalla nobiltà, mentre l'altra, «quella dell'azione», cioè la classe dei contadini e dei proletari delle città, funge da *classe inferiore*. Gli elementi fondamentali perchè *costanti* in questa analisi, dal punto di vista anarchico, sono definiti, rispetto alla *classe media*, «corrente d'idee», rispetto alla *classe inferiore* «corrente d'azione». Elementi *costanti* perchè sono generalmente trasferibili in ogni situazione storica rivoluzionaria moderna. «Quantunque operai e contadini siano stati la forza principale di ogni grande rivoluzione (...) i dirigenti gli ideologi gli organizzatori delle forme e degli scopi della rivoluzione furono, invariabil-

(58) Cfr. a questo proposito Grupo Degli Anarchici Russi Esiliati in Germania, **La repressione dell'anarchismo nella Russia sovietica** (1923) in B. Bongiovanni (a cura di), **L'antistalinismo di sinistra**..., p. 55.

(59) P. J. Proudhon, **Manuel du spéculateur à la Bourse**, Paris, Garnier, 1857, p. 463. Questo schema è stato circa cinquant'anni dopo utilizzato, in modo altrettanto formale, anche da Pareto nella sua celebre definizione della circolazione delle élite: A—la classe **superiore** che detiene il potere, B—la classe **media** in ascesa verso il potere, C—la classe **inferiore** che subisce sempre il potere e che serve da massa di manovra alla **classe media** B per scacciare A e conquistarlo. V. Pareto, **I sistemi socialisti**, Torino, UTET, 1963, pp. 24-26.

(60) P. Kropotkin, **La Grande Rivoluzione**, Ginevra, Risveglio, 1911, p. 1.

mente, non operai o contadini, ma un elemento laterale, estraneo, comunemente un elemento *medio*, incerto fra la classe dominante dell'epoca morente e il proletariato della città e della campagne» (61).

Tale elemento *medio* che cresce sulla superficie di decomposizione del vecchio sistema di governo «assume, *rispetto a quest'ultimo*, una «posizione rivoluzionaria» e può così diventare facilmente «guida dei lavoratori asserviti» (62). Questa dinamica, nei suoi tratti generali svela a grandi linee la *natura* della classe media in ascesa verso il potere. Rispetto alla *classe inferiore* che è definita «corrente d'azione» o «forza principale», quella media, riassumendo «il complesso delle nuove idee» si definisce per il patrimonio intellettuale e culturale che la sorrege permettendogli in tal modo di esprimere «i dirigenti gli ideologi gli organizzatori delle forme e degli scopi della rivoluzione» (63). Essa, pertanto, si caratterizza per la sua «intelligenza» che diventa *fondamentale* se la funzione di *classe media* in ascesa verso il potere è svolta dagli «scienziati» o classe tecno-burocratica. Nella Rivoluzione russa dove avviene questo fenomeno infatti tale classe si identifica con «la così detta intelligenza della democrazia socialista» (64). Con quest'ultima proposizione viene chiarita ed affermata sia la natura della classe tecno-burocratica, l'«intelligenza» (65), sia la natura della sua ideologia, la democrazia socialista.

---

(61) P. Arscinov, **Storia del movimento machnovista**, Napoli, Ed. R.L., 1954, p. 35. Un recente studio sulla dinamica delle rivoluzioni moderne, ha ribadito lo schema delle tre classi così come è stato proposto dall'Arscinov. Per Lyford Edwards ci sono sempre «gli sfruttatori, i lavoratori non produttivi e i lavoratori produttivi». L. Edwards, **The Natural History of Revolution**, Chicago, The University Chicago Press, 1970, pp. 38-39.

(62) P. Arscinov, **Storia del movimento**..., p. 35. La tesi sugli intellettuali come **intellighenzia** sociologicamente declassata e psicologicamente alienata, disponibile quindi ad assumere ruoli di guida nei movimenti rivoluzionari contemporanei, è stata, ad esempio, recentemente ribadita da Eric Wolf nello studio delle rivoluzioni «nazionali» del Terzo Mondo. E. Wolf, **Guerre contadine del ventesimo secolo**, Milano, I.L.I., 1970.

(63) P. Arscinov, **Storia del movimento**..., p. 35.

(64) Ibidem. Martin Malia nel suo noto saggio sull'**intellighenzia** rivoluzionaria russa degli inizi del secolo ha confermato pienamente il punto di vista dell'Arscinov. Cfr. M. Malia, **Whats Is the Intelligentsia?** in R. Pipes (a cura di) **The Russian Intelligentsia**, New York, Columbia University Press, 1969, pp. 3-24.

(65) La sociologia contemporanea, tranne quella di ispirazione marxista, è concorde ormai nel riconoscere, pur con diverse sfumature, un preciso status sociologico di classe agli intellettuali, respingendo in tal modo la famosa interpretazione di Mannheim (K. Mannheim, **Ideologia e utopia**, Bologna, Il Mulino, 1965, pp. 156-158) sull'aclassismo di essi. Cfr., ad esempio, R. Merton, **Teoria e struttura sociale**, Bologna, Il Mulino, 1966, p. 813;

Il potere tecnoburocratico

QUESTA classe e questa ideologia rientrano in quel complesso di forze sociali e politiche che già dall'Ottocento hanno cominciato a spingere verso la costruzione di una società con tutte quelle caratteristiche che abbiamo già rilevato: statalizzazione dei mezzi di produzione, accentramento ai vertici direzionali dello Stato delle funzioni economiche, tecniche e scientifiche, premiazione sociale in virtù del merito, e quindi implicitamente teorizzazione della disuguaglianza naturale, mitizzazione dell'efficentismo tecnico e scientifico, pianificazione della produzione e del consumo.

Vediamo allora di ricostruire questo discorso sulla traccia storica di alcuni spunti significativi del pensiero anarchico.

Prima di tutto il ridimensionamento del carattere «neutro» assegnato dall'ideologia tecno-burocratica all'uso dell'amministrazione «delle cose»; sulla traccia di quanto abbiamo detto sopra non vi è soluzione di continuità fra uomini e cose, fra individuo ed ambiente. Puntuale a questo riguardo è la precisazione malatestiana «Quando Federico Engels, forse per parare la critica anarchica, diceva che sparite le classi lo Stato propriamente detto non ha più ragione di essere e si trasforma da governo degli uomini in amministrazione delle cose, non faceva che un vacuo gioco di parole. Chi ha il dominio sulle cose, ha il dominio sugli uomini; chi governa la produzione governa il produttore; chi misura il consumo è il signore del consumatore» (66). Non si danno forme libertarie del *governo* delle cose: proporzionalmente al modo in cui esse sono amministrate si danno tanti modi dell'amministrazione degli uomini. La scienza dell'amministrazione, che è una delle forme di sapere che bene caratterizza la proprietà intellettuale dei tecno-burocrati, soggiace anch'essa alle leggi del monopolio, come il progresso scientifico in generale soggiace alle leggi del capitalismo monopolistico (67). Monopolio dell'amministrazione delle cose

---

J. A. Schumpeter, **Storia dell'analisi economica**, Torino, Boringhieri, 1972, p. 44; ID, **Capitalismo, socialismo, democrazia**, Milano, Comunità, 1955, p. 137; W. Stark, **Sociologia della conoscenza**, Milano, Etas/Kompass, 1967, p. 389 e 392; F. Ferrarotti, **Trattato di sociologia**, Torino, Einaudi, 1968, pp. 527-534; G. P. Prandstraller, **L'intellettuale tecnico e altri saggi**, Milano, Comunità, 1972, pp. 18-19; L. Pellicani, **I rivoluzionari**..., p. 15.

(66) E. Malatesta, **Stato «socialista»**, in E. Malatesta, **Scritti scelti**, Napoli RL., 1954, p. 48.

(67) La scienza intesa qui come proprietà intellettuale subisce le stesse leggi del monopolio economico: è questa la tesi di Francesco Saverio Merlino. Cfr. F. S. Merlino, **Socialismo o monopolismo**, Napoli-Londra, 1887, p. 177.

vuol dire in termini politici dominio sulle cose; Stato amministrativo e scienza dell'amministrazione sono dunque una nuova forma mistificata di potere perchè, ci ricorda Saverio Merlino, fra «amministrazione e dominazione non c'è opposizione» (68), così che se la prima è accentrata nelle mani di una casta specializzata la conseguenza è sicuramente «un dispotismo spaventevole» (69).

Rileviamo subito però l'ambiguità teorica di fondo che sorregge la giustificazione ideologica del governo degli scienziati. Su questo particolare aspetto del dominio tecno-burocratico, vale a dire quello che segna il potere sugli uomini attraverso il controllo anonimo delle cose (70), emerge e si palesa una contraddizione insanabile. La divisione imposta e operata fra i due oggetti del dominio, uomini e cose appunto, si riflette indirettamente nella vocazione totalitaria che si esprime operativamente nella pratica della pianificazione, la quale si illude di regolamentare il mondo materiale degli individui con il consenso degli stessi. Dimensione utopistica e fatua del comando tecno-burocratico, eterea e fatiscente valutazione dell'uomo, scisso dalle condizioni stesse della sua esistenza. Si deve rilevare ancora una volta una manifestazione paradossale dell'ottica del potere tecno-burocratico: la divisione che abbiamo delineato comporta implicitamente un'autonomia dell'individuo rispetto al mondo materiale, autonomia che non ha. Ponendo l'uomo in una dimensione materiale imposta e precostituita, si favoriscono le condizioni di una sua rivolta, o quanto meno di una sua disaffezione del potere. L'ambiguità teorica comporta dunque una debolezza operativa: quando viene meno il consenso, il ricorso al controllo diretto diventa inevitabile: la scienza dell'amministrazione si fa tutt'uno con la scienza militare (71).

La fatua pretesa tecno-burocratica di una pianificazione

(68) F. S. Merlino, **I progressi della scienza politica e Herbert Spencer**, ora in F. S. Merlino, **Concezione critica del socialismo libertario**, Firenze, La Nuova Italia, 1957, p. 1933. Cfr. anche L. Galleani, **Critica dell'anarchismo...**, pp. 34-35.

(69) F. S. Merlino, **I progressi della scienza...**, p. 193.

(70) La proprietà intellettuale, secondo Jean Grave, è una proprietà anonima e invisibile, quindi più difficile da combattere e da far combattere. E' da notare che questo concetto definito sotto la definizione «Travail cérébral et travail manuel» è inserito in un capitolo dal titolo estremamente significativo: **La dictature de classe**. Cfr. J. Grave, **La société future**, Paris, P-V, Stock, 1895, p. 239.

(71) F. S. Merlino, **I progressi della scienza politica e Herbert Spencer**, ora in F. S. Merlino, **Concezione critica...**, p. 193.

e di una amministrazione «neutra» delle cose, l'inevitabile centralizzazione politica, economica, scientifica delle funzioni del comando e quindi del potere sugli uomini attraverso l'amministrazione anonima delle cose, la spersonalizzazione imposta da questo oppressivo meccanismo sociale è così straordinariamente riassunta anche da Cafiero: il dispotismo dei padroni di Stato (i tecno-burocrati) «sarebbe uguale al dispotismo politico dello Stato attuale, più la somma del dispotismo economico di tutti i capitalisti, il cui capitale passerebbe nelle mani dello Stato popolare; il tutto moltiplicato per l'aumento di accentramento necessariamente richiesto dal nuovo Stato politico ed economico ad un tempo. (Dispotismo dello Stato popolare) = (Dispotismo politico presente) + (Dispotismo economico di tutti i capitalisti) × (× gradi di accentramento). E per soddisfare i bisogni di questo nuovo e terribile mostro, quale nuovo e mostruoso meccanismo burocratico non sarebbe necessario creare? Che esercito di impiegati iniziati nei complicatissimi misteri di governo? Classe distinta e superiore al popolo e perciò stesso tirannica ed odiosa» (72).

Il sistema politico che esprime questo consenso si basa dunque «in apparenza sulla dittatura delle masse, ma tale in realtà che le masse non hanno altro potere che quello necessario ad assicurare la servitù universale secondo i principi tolti a prestito dal vecchio regime: Indivisione del potere; Centralizzazione assorbente; Distruzione sistematica di ogni pensiero individuale, corporativo e locale considerato secessionista; Polizia inquisitrice» (73).

Questa contraddizione del potere tecno-burocratico svela e fa emergere l'altro aspetto giustificativo del comando, aspetto più politico che scientifico. Pluralismo contro pianificazione, abbiamo detto. Queste le linee sociali su cui trascorrono i due contrapposti progetti politici. Ma cosa vuol dire questo discorso

(72) Cfr. C. Cafiero, «**Rivoluzione**»: **anarchia e comunismo**, ora in **Dossier Cafiero**, a cura di Gian Carlo Maffei, Bergamo, Max Nettlau, 1972, pp. 31-32. Lo stesso Cafiero circa dieci anni prima, nella sua ultima famosa lettera ad Engels del 12 giugno 1872 aveva scritto che «**la conquista del potere politico da parte del proletariato**; cioè mediante la costituzione di un nuovo (...) **Stato economico** con tutta la sua **centralizzazione unitaria** e le sue **armate industriali**, massime agricole» cioè la realizzazione del programma comunista tedesco è, «nella sua parte positiva, una grossa assurdità reazionaria». Cfr. A. Romano, **Storia del movimento socialista in Italia. Testi e documenti. 1861/1882**, Bari, Laterza, 1967, pp. 153-154.

(73) P. S. Proudhon, **De la capacité politique des classes ouvrières**, Parigi, Dentu, 1865, pp. 80-81.

in termini strategici? Qui, ancora, bisogna ritornare a Bakunin e alla sua polemica contro il marxismo, polemica che prenderemo come modello generale comprensivo di questo contesto. Dice Bakunin che gli sviluppi storici del marxismo si risolveranno in un dominio «da parte di una aristocrazia nuova e molto ristretta di veri o pseudo-scienziati. Il popolo, dato che non è istruito, sarà completamente esonerato dalle preoccupazioni di governo e sarà incluso in blocco nella mandria dei governati. Che bella liberazione! I marxiani si rendono conto di questa contraddizione e coscienti che un governo di scienziati, il più offensivo e il più spregevole del mondo, sarà nonostante tutte le forme democratiche una vera dittatura, si consolano con l'idea che questa dittatura sarà provvisoria e di breve durata. Dicono che il suo unico intento sarà quello di educare e di elevare il popolo sia economicamente che politicamente a un livello in cui ogni governo diverrebbe ben presto inutile» (74).

Rileviamo adesso i due momenti di questa polemica contro il carattere paralogistico della tesi marxiana (75). Primo, il potere si dà per una disuguaglianza sociale di istruzione; secondo, il potere si dà per educare i non istruiti. I due momenti sono strettamente uniti nel senso che si giustificano l'uno con l'altro. Infatti il ruolo educativo si pone per una mancanza di istruzione. Ma l'educazione, per l'anarchismo, ha una dimensione molto più vasta dell'istruzione. E' il processo complessivo di crescita sociale, civile, politica, culturale dell'uomo; l'istruzione invece è lo accumulo di un sapere, più o meno profondo, in ultima analisi sempre parziale, o se si vuole, specialistico. Allora, a partire dalla mancanza da parte delle classi inferiori di questo sapere, i proprietari di esso, gli specialisti, trascendono i loro compiti: da istruttori si fanno educatori, da scienziati, politici, da tecnici, governanti. *Vi è qui l'invadenza della scienza che da regolativa si fa costitutiva rispetto alla vita sociale,* invadenza che trova il suo veicolo peculiare nella formazione storica del «partito politico del proletariato».

(74) M. Bakunin, **Stato e anarchia**, in M. Bakunin, **Stato e anarchia e altri scritti**, Milano, Feltrinelli, 1968, p. 191.

(75) La specifica angolatura della critica bakuniana si può ritrovare oggi in tanti autori di diverse tendenze. Cfr., ad esempio, A. Rosemberg, **Storia del bolscevismo da Marx ai nostri giorni**, Roma, Leonardo, 1945, p. 20; R. Crossman, **Government and Governed. A History of Political Practice**, Londra, Chatto and Windus, 1969, p. 229; J. Monnerot, **Sociologie de la Révolution**, Parigi, Fayard, 1969, p. 21; L. Pellicani, **I rivoluzionari**..., pp. 51-64.

Gli intellettuali come «classe»

Agli occhi di Bakunin tale partito, costituendosi inevitabilmente in organismo produttore e monopolizzatore della «scienza rivoluzionaria», perchè diretto in ultima analisi da una élite di intellettuali, non faceva altro che riproporre, nella pratica effettiva del lavoro rivoluzionario, *quella divisione fra sfera intellettuale direttiva e sfera manuale esecutiva, che si voleva sanare nell'obbiettivo finale del comunismo.* I mezzi cioè, nello schema marxiano, risultavano di natura diversa rispetto ai fini perseguiti. La contraddizione è colta da Bakunin in questo modo «Dicono [i marxisti] che questo giogo dello Stato, questa dittatura è una misura transitoria necessaria per poter raggiungere la emancipazione integrale del popolo: l'anarchia o la libertà sono il fine, lo Stato o la dittatura sono il mezzo. E così per emancipare le masse popolari si dovrà prima di tutto soggiogarle» (76).

Ne conseguiva che il superamento della «*proprietà intellettuale*» dei mezzi di produzione passava attraverso la distruzione della «*proprietà intellettuale*» del processo rivoluzionario.

Il «partito», infatti, in virtù della funzione intellettuale-direttiva svolta, avrebbe avuto in pratica il dominio sulle classi popolari, cui era assegnata la funzione manuale-esecutiva di massa di manovra. Le conseguenze socio-politiche di tale pratica sarebbero state, per Bakunin, estremamente nefaste; abituate ad ubbidire durante il processo rivoluzionario si sarebbero ritrovate sottomesse ad una «nuova classe» dopo l'avvento della rivoluzione.

La traccia bakuniana veniva ripresa circa trent'anni dopo dal libertario polacco Walclav Makhajski. In un piccolo opuscolo uscito nel 1898, intitolato *L'evoluzione della socialdemocrazia,* riassumeva le generali intuizioni bakuniniane in uno schema più preciso e dettagliato. Il socialismo non è l'ideologia dei lavoratori manuali, ma quella di una «nuova classe media

(76) Cfr. M. Bakunin, **Stato e anarchia**, in M. Bakunin, **Stato e anarchia e altri scritti**, cit., p. 191. Contro la teorizzazione e la pratica della «fase di transizione», cioè della costruzione a tappe del socialismo, si sono sempre trovate concorsi tutte le tendenze dell'anarchismo. Jean Grave ha scritto, per esempio, che la «rivoluzione non deve avere per scopo di mettere nelle mani di una minoranza «intelligente» la forza che gli «permetterà» di eseguire le trasformazioni necessarie per instaura un nuovo stato sociale (...). In una parola la rivoluzione sociale non può comprendere due periodi». J. Grave, **Une des Formes nouvelles de l'Esprit politicien,** Parigi, Temps Nouveaux, 1911, p. 7; cfr. anche dello stesso, **La conquête des pouvoirs publics,** Parigi, Temps Nouveaux, 1911.

ascendente verso il potere, composta di intellettuali, di membri delle professioni liberali, di tecnici e di impiegati» (77). I partiti socialisti occidentali, quale che sia il loro verbo rivoluzionario ufficiale sono in effetti, scriveva il rivoluzionario polacco, dei partiti progressisti legalitari preconizzanti delle riforme politiche e sociali, avendo cessato di essere delle autentiche organizzazioni rivoluzionarie tese alla distruzione di ogni forma di privilegio.

Questa evoluzione verso la «rispettabilità» risultava a suo giudizio dal seguente fatto: la politica di questi partiti, lungi dall'essere determinata dalla base operaia, si conforma agli interessi della nuova classe media composta di lavoratori intellettuali, strato sociale ascendente al privilegio «che si cerca un posto al sole a spese delle vecchie classi possidenti dei proprietari fondiari e dei capitalisti» (78). Una educazione superiore «costituisce il loro «capitale» specifico», (79) fonte del nuovo privilegio.

La prima tappa del loro dominio sarà la democrazia politica, la seconda la nazionalizzazione dell'economia. Per ottenere questi obiettivi essi ricercano il sostegno dei lavoratori manuali che figurano solo come «massa di manovra». Avendo guadagnato la confidenza degli operai per l'aiuto apportato loro all'inizio dell'era industriale nella lotta per migliori condizioni di vita, possono far balenare ai loro occhi l'ideale socialista dell'uguaglianza. In realtà la società «senza classi» promessa dagli intellettuali «déclassés» non è che un tema di propaganda, una sorta di religione proletaria che nasconde il reale scopo dell'avanguardia socialista. In effetti si tratta di un socialismo che si delinea come «un sistema gerarchico di affrancamento statale su tutte le industrie» (80). La classe dei capitalisti-borghesi cederà il posto a dei «funzionari», a dei

(77) Citato da A. Skirda (a cura di), **Les anarchistes dans la révolution russe**, Parigi, La Tête de Feuilles, 1973, p. 45. Fra «i due metalli che compongono la lega partito —scriveva il Borghi qualche anno dopo— uno prevale e predomina: il più solido e duro sul più malleabile; vale a dire, fuori di metafora, prevalgono e governano gli intellettuali borghesi sugli operai. Gli sfruttati saranno sempre, non importa in quale misura e per quali fini, gli operai che formano l'entourage dei professori, degli avvocati...». A. Borghi, **Fernand Pelloutier nel sindicalismo francese**, Bologna, Cooperativa Tipografica Azzoguidi, 1913, p. 61.

(78) A. Skirda, op. cit.

(79) W. Makhaiski, **Umstevenmii Rabochii (Il lavoratore intellettuale)**, citato da M. Nomad, **Aspects of Revolt**; New York, The Noonday Press, 1961, p. 81.

(80) Citato da M. Nomad, **Apostles of Revolution**, New York, Collier Books, 1961, p. 67.

direttori, a degli ingenieri il cui trattamento salariale, ben superiori ai salari dei lavoratori manuali, costituirà il marchio della nuova classe dirigente privilegiata» (81).

L'introduzione di questo sistema viene presentata inizialmente come fase di «transisione graduale», essa però diverrà *permanente* perchè il superamento del capitalismo non significa, di per sè, l'avvio automatico della costruzione socialista intesa come sviluppo della libertà e dell'uguaglianza.

A giudizio dell'anarchismo, infatti, ciò che decide innanzi tutto la funzione storica (verso o contro la libertà e l'uguaglianza) di una classe o di un movimento sociale è l'adozione e la pratica di una serie di mezzi che sono, in un certo senso, indifferenti rispetto al soggetto storico che li impersona. In altri termini prima di una considerazione storica vi è, per l'anarchismo, una considerazione «strutturale» nel senso che, sebbene l'*élite* che guida il movimento operaio sia *direttamente* espressa dalla forza storica di quest'ultimo, e quindi, secondo la concezione marxista, espressione di un punto di vista totale e universale (82), essa è sempre, in quanto tale, *élite*, cioè classe formalmente distinta e superiore rispetto al proletariato. In tal senso essa diviene un veicolo di riproduzione dei *generali* e *costanti* rapporti di dominazione-dipendenza che intercorrono fra le classi e quindi espressione storica e particolare del totale e universale avvicendamento del *potere in quanto tale*. «D'altronde, supposto anche che la classe operaia si impossessi del potere —scrive Merlino— chi lo eserciterebbe davvero in suo nome sarebbe un piccolo numero di persone che tenderebbero a divenire nuovamente classe dirigente e possidente, sicchè si ritornerebbe allo stato attuale» (83). Questo perchè «i governanti costituiscono essi stessi una classe» (84) e quindi qualsiasi «*governo non può essere rivoluzionario*» (85). Se si riproducono i rapporti di dominazione-dipendenza si ritorna così alla sostanziale equivalenza di ogni forma di autorità o potere. Essi sono tali ed esistono (se sussistono le strutture gerarchiche:

(81) Ibidem.

(82) «L'autoconoscenza oggettiva e soggettiva del proletariato ad un determinato grado del suo sviluppo è al tempo stesso la conoscenza dello stato raggiunto sino a quel momento dallo sviluppo sociale» G. Lukacs, **Storia e coscienza di classe**, Milano, Mondadori, 1973, p. 32.

(83) F. S. Merlino, **Pro e Contro il Socialismo**, Milano, Treves, 1897, p. 25.

(84) E. Malatesta, **Stato socialista...**, p. 83.

(85) P. Kropotkin, **Il governo rivoluzionario**, in **Parole di un ribelle**, Milano, Casa Ed. Sociale, 1921, p. 251.

partito, Stato, ecc.) a dispetto di *qualsiasi* soggetto storico che le usa: lo *Stato socialista* o la *dittatura rivoluzionaria del proletariato* sono, per l'anarchismo, prima di tutto uno *Stato* e una *dittatura,* ovvero i primi termini sono *strutturalmente* indipendenti rispetto alla sovrapposizione *storica* dei secondi (86).

Ne consegue, per Bakunin, che «Il cosiddetto Stato popolare non sarà nient'altro che il governo dispotico della massa del popolo da parte di una aristocrazia nuova e molto ristretta di veri o pseudo-scienziati (...) che (concentreranno) nelle proprie mani tutto il commercio e l'industria, la agricoltura e anche la produzione scientifica e divideranno la massa del popolo in due eserciti: uno industriale e l'altro agricolo sotto il diretto comando degli ingegneri di Stato che formeranno una nuova casta privilegiata politico-scientifica» (87).

Il feudalesimo industriale

Si delinea in questo modo per Merlino l'immagine di un «socialismo burocratico» che esprime l'idea e la pratica «di una vasta azienda governativa, brevemente di una vasta burocrazia» (88). Esso tende a sostituire «l'amministrazione pubblica, la burocrazia, agli imprenditori privati, trasformando i proprietari e i capitalisti in amministratori, direttore ed altre specie di funzionari pubblici» (89). La massa dei lavoratori manuali si trova così sottomessa alle condizioni imposte dallo Stato unico padrone e unico regolatore della loro vita: impossibilitati ad occuparsi «fuori dalle fabbriche governative» uniche esistenti, essi finiscono ben presto col costituire «un vero esercito disciplinato, comandato, alloggiato e nutrito dallo Stato» (90).

(86) «Un «governo rivoluzionario». Ecco due parole che suonano stranamente all'orecchio di coloro che si rendono conto di ciò che deve significare la Rivoluzione Sociale e di ciò che significa un governo. Due parole che si contraddicono, si distruggono l'un l'altra». Ibid., p. 237.

(87) Cfr. M. Bakunin, **Stato e anarchia e altri scritti,** cit., p. 191 passim, p. 193.

(88) F. S. Merlino, **Pro e Contro il Socialismo...**, p. 173.

(89) Ibid., p. 172.

(90) Ibidem. «Lo Stato accentrato ed onnipotente —scrive Tcherkesoff, in una dura polemica contro el marxismo— i diritti, i bisogni degli individui sottomessi alla disciplina subordinati agli ordini dei funzionari di Stato, la produzione organizzata dallo Stato, i cittadini irregimentati nell'**esercito del lavoro** (Manifesto Comunista) ... tale si rivela lo strano ideale di questo ripugnante socialismo che si vorrebbe imporre agli operai sotto il nome di «Socialismo Scientifico». V. Tcherkesoff, **Pagine di Storia socialista,** Spezia, Tip. della Camera del Lavoro, 1903, p. 46.

I rapporti fra Stato e forza-lavoro, fra classe tecnoburocratica e clase dei lavoratori manuali si definisce e si esplicita, nel linguaggio di Kropotkin, in una forma chiamata «servaggio di Stato» (91). Lo sfruttamento del lavoro, infatti, «invece di essere limitato, viene posto sotto la protezione permanente della legge. Esso diviene una istituzione, sullo stesso titolo dello Stato. Diviene una parte della Costituzione, come lo era appunto la servitù in Francia fino alla Grande Rivoluzione» (92).

La fusione fra potere politico e potere economico diventa così inevitabile; la costruzione sociale si fonda su un piano *totalitario* e *monistico,* dotato di un unico centro direttivo autonomo che avoca a sè ogni decisione di interesse pubblico e privato. A differenza del sistema borghese che sancisce la divisione dei poteri, esso «non ha separato la *politica* e l'*economia politica,* non ne ha fatto due ordini distinti e contrari, e ne ha invece affermata la identità dei principi, tentandone la sintesi» (93). Dal punto di vista dei lavoratori manuali questo significa un sistema addizionale di sfruttamento: le masse si ritroverebbero economicamente e insieme «politicamente soggette» (94).

Questa «caserma industriale» (95) si configura in un processo di pianificazione dell'economia in cui tutta la produzione

(91) P. Kropotkin, **La scienza moderna e l'anarchia,** Ginevra, Il Risveglio, 1913, p. 153 e ss.

(92) Ibid., p. 249. In questo modo, continua Kropotkin, si arriverà che ogni lavoro diventando «un servizio pubblico dello Stato» basterà al governo, se si sente minacciato da uno sciopero, per «mobilitare» con un decreto di due righe tutti gli operai. Lo sciopero diventerà senz'altro «un atto di rivolta». Fucilare gli scioperanti non sarà più «un atto di compiacenza verso la plutocrazia, ma un atto di devozione alla patria». Ibid., p. 248.

(93) P. J. Proudhon, **De la capacité...**, p. 84. Questa fondamentale caratteristica è stata riconosciuta recentemente da Jules Monnerot il quale ha scritto che è questo «l'elemento originale del totalitarismo moderno rispetto alla tirannide; esso si presenta come una religione secolare espansionistica di tipo islamico: indistinzione della sfera politica, religiosa ed economica, potere concentrato e inizialmente privo di forma...». J. Monnerot, **Sociologia del comunismo,** Milano, Giuffrè, 1970, p. 447. Cfr. anche W. Gurian, **Introduzione al comunismo**, Bologna, Cappelli, 1962, p. 71; K. Korsch, **Marxismo e filosofia,** Milano, Sugar, 1966, pp. 31-32; W. Mühlmann, **Messianismes révolutionnaires du Tiers Monde,** Parigi, Gallimard, pp. 323-324.

(94) F. S. Merlino, **Pro e Contro...**, p. 194. Così, aveva scritto il Merlino qualche pagina prima riportando una frase di Liebknecht «alla sferza del padrone si unirebbero le manette del poliziotto». Ibid., p. 172.

(95) P. Kropotkin, **L'anarchia nelle evoluzione socialista,** Torino, Gruppo Editoriale Anarchico, 1946, p. 24.

e il consumo sono organizzati «per via di leggi e di regolamenti» (96).

Il tramonto inesorabile del capitalismo viene dedotto proprio da questa lenta ma inesorabile e progressiva «morte del mercato». La società che da quel tramonto si sviluppa non è la società socialista ma, come nota l'anarcosindicalista Christian Cornélissen, una sorta di *capitalismo di Stato* che ha delle profonde analogie con un regime sociale che noi abbiamo già visto: il Medioevo (97).

Tale regime scaturisce, secondo Proudhon, dallo sviluppo insanabile delle contraddizioni economiche e parallelamente dallo sviluppo incontrollato del «capitalismo irrazionale e instabile» (98). Questo capitalismo, ideale degli economisti liberisti, sfocia fatalmente in una concentrazione che si risolve in una formazione corporativa, in una «*feudalità industriale*» (99). Essa si precisa e si caratterizza da un «sistema di concessioni governative e di monopoli di Stato, (e da) un sistema di corporazioni, che unisce insieme padroni e rappresentanti dei lavoratori» (100). Questa *'feudalità'*, a giudizio di Proudhon, non risolvendo alcune contraddizioni, come l'unione fra padroni e operai, sfocia a sua volta in un *'impero industriale'* (101) che risolve non solo le antinomie economiche, ma anche quelle politico-nazionali.

La distinzione proudhoniana fra «*feudalità*» e «*impero industriale*», è diretta a chiarire che la «*feudalità*», qui chiaramente anticipatrice del regime economico fascista (il sistema delle corporazioni) (102), non risolve tutte le contraddizioni del capitalismo (come avverrà proprio nel fascismo) mentre l'«*impero*», sotto questo aspetto, è miglior «mezzo di accentramento» (103) ed è quindi più perfezionato. L'analogia, sotto il profilo

(96) F. S. Merlino, **Pro e Contro...**, p. 174.

(97) C. Cornélissen, **Théorie de la valeur. Avec une réfutation des théories de Rodbertus, Karl Marx, Stanley, Jevons e Boehm-Baxerk**, Parigi, Brière, 1913, p. 306.

(98) P. Proudhon, **Manuel du spéculateur**, p. VII.

(99) Ibidem.

(100) Ibid., p. VIII.

(101) Ibid., p. IX.

(102) C. Gurvitch scrive che questo passo di Proudhon anticipa chiaramente il totalitarismo fascista. Cfr. G. Gurvitch, **Les fondateurs français de la sociologie contemporaine, II, Proudhon**, Paris, C.D.U., 1955, p. 54.

(103) P. J. Proudhon, **Manuel du spéculateur...**, p. IX.

prettamente economico, fra fascismo e socialismo statale (104), è da lui intuita nella distinzione operata fra «*Feudalità*», anticipatrice del primo e forma imperfetta di pianificazione, e «*Impero*» anticipatore del comunismo autoritario come forma perfetta di tale pianificazione. «La conversione progressiva della feudalità industriale in impero industriale —egli scrive— è la realizzazione del programa comunista (autoritario)» (105).

Esso trova la sua completa realizzazione in Russia con il colpo di Stato bolscevico del 24 ottobre 1917. Nel giro di un paio d'anni l'iniziale carattere libertario ed egualitario della Rivoluzione sociale —prodotto spontaneo della forza creativa popolare (106)—, viene via via irregimentato con la progressiva esautorazione dei contenuti antigerarchici e assembleari dei Soviet che si trasformano in organi del controllo statale-comunista sulla forza lavoro (107), ora «serva di Stato» come aveva previsto Kropotkin. Veicolo di questa involuzione è la nuova macchina statale generatrice essa stessa delle classi (108), perchè la borghesia viene *sostituita*, sotto l'insegna della sedicente «dittatura del proletariato», dalla «nuova classe, quella dei membri di questa commisariocrazia» (109) o, più esplicitamente «burocrazia di Stato» (110).

Sin dal 1918, scrive Paul Avrich, gli anarchici russi compresero che la «direzione bolscevica stava creando un mostruoso capitalismo di Stato; una colossale macchina burocratica» (111). L'analisi anarchica, come è stato osservato giusta-

(104) Cfr. a questo proposito il saggio di Luciano Lanza, **Elementi tecnoburocratici dell'economia fascista** sul numero scorso di questa rivista.

(105) P. J. Proudhon, **Manuel du spéculateur...**, p. 470.

(106) Cfr. a questo proposito Volin, **La rivoluzione sconosciuta**, Napoli, R.L., 1950, pp. I-XVI e pp. 3-200.

(107) R. Rocker, **Le système des soviets ou la dictature du prolétariat?**, in AA.VV., **Les anarchistes russes et les soviets**, Parigi, Spartacus, 1973, pp. 172-184. A. Lehning, **Marxismo e anarchismo nella rivoluzione russa**, Cesena, L'Antistato, 1973, pp. 115-163.

(108) L. Fabbri, **Dittatura e rivoluzione**, Ancona, Libreria Editrice Internazionale Giovanni Bitelli, 1921, pp. 25-52.

(109) R. Rocker, **Les soviets trahis par les bolchéviks**, Parigi, Spartacus, 1973, p. 58; ID, Opina sobre «Anarquismo y Sovietismo», Paris, Ed. C.N.T.-AI.T., 1973, p. 21.

(110) A. Borghi, **Mischia sociale**, New York, Edizioni sociali, 1930, p. 87.

(111) P. Avrich, **The russian anarchists**, Princeton, Princeton University Press, 1973. Per quanto riguarda gli anarchici italiani si veda il fondamentale saggio di P.C. Masini, **Gli anarchici italiani e la rivoluzione russa**, in «Rivista storica del socialismo», Anno V, genn-agosto 1962, nr. 15-16, pp. 135-169.

mente, si colloca nella prospettiva di vedere in quale modo si riproducono le classi proprio nel momento in cui si presenta l'occasione per farla finita con esse (112). In tal senso va spiegata l'imprecisione dell'equivalenza terminologica fra «capitalismo di Stato e Socialismo di Stato» (113) che la maggior parte degli anarchici usa nel definire il regime tecno-burocratico che si sta delineando in Russia in quegli anni. E' l'individuazione della natura sociale del «partito dell'intelligentsia rivoluzionaria» (114), che in realtà decide la successiva disamina dei caratteri socioeconomici propri del regime bolscevico. Di quel regime da cui doveva nascere, come ha scritto il Rocker, «la più temibile burocrazia che il mondo avesse mai conosciuto» (115).

Résumé

Dans cette étude, l'auteur met en évidence les intuitions et les prévisions anarchistes — certaines datant de plus d'un siècle — concernant la montée dans le monde industriel avancé, de la « nouvelle classe » dominante : la technobureaucratie. Ce qui est propre à ces nouveaux maîtres peut être défini comme une sorte de propriété intellectuelle *des moyens de production, c'est-à-dire de la possession des connaissances inhérentes aux fonctions de direction des grands ensembles économiques. Elle trouve son origine dans la division hiérarchique du travail entre manuels et intellectuels, laquelle constitue la source du nouveau privilège qui remplace celui de la bourgeoisie, basé sur la propriété juridique. L'idéologie la plus avancée de cette « nouvelle classe », que l'anarchisme situe dans le socialisme autoritaire plus ou moins marxiste, peut ainsi poser en termes théoriques l'étatisation de l'économie sans s'attaquer aux racines fondamentales de l'inégalité, celle-ci n'étant donc plus présentée comme une inégalité* historique *ou* sociale, *mais comme une inégalité* naturelle, *grâce à la mystification de la méritocratie. Une idéologie, celle du socialisme autoritaire, permet à la « nouvelle classe » d'utiliser, dans sa lutte contre la bourgeoisie capitaliste, la force de choc des classes inférieures, formées précisément par ces travailleurs manuels exclus par définition du nouveau privilège.*

Les anticipations libertaires découlent presque toutes d'une critique clairvoyante des idéologies, programmes et structures organisationnelles des socialistes autoritaires. Le nouveau rapport de domination de classe se trouve déjà idéntifié, par exemple, dans le rapport hiérarchique parti-classe ouvrière, dans le concept de dictature du prolétariat, dans l'étatisation réformiste ou révolutionnaire de l'économie, dans la divinisation de la science...

L'auteur considère que sous cet angle les divers penseurs, anarchistes ou de souche libertaire, de Stirner à Bakounine, de Proudhon à Archinov, de Merlino à Armand, de Kropotkine à Makhaïski, démontrent une commune cohérence, par délà les diversités, que l'on peut ramener à une méthodologie correcte qui dégage les éléments structurels *de l'inégalité et les identifie dans les diverses formes historiques qu'ils revêtent.*

(112) B. Bongiovanni (a cura di), **L'antistalinismo di sinistra...**, p. 39. Non concordiamo con il Bongiovanni invece sul successivo giudizio che egli dà dell'insufficenza dell'analisi storica dell'anarchismo.

(113) «L'espressione «capitalismo di stato» o «socialismo di stato» fu usata dagli anarchici per designare la perniciosa concentrazione del potere economico e politico nelle mani del governo bolscevico». P. Avrich, **The russian anarchists...**, p. 193. Ad esempio, si veda a questo proposito A. Berkman, **La révolution russe**, in AA.VV., **Les anarchistes dans...**, pp. 107-127; L. Fabbri, **Anarchia e comunismo «scientifico»**, Ivrea, Altamurgia, 1973, pp. 50-55.

(114) P. Arscinov, **Les 2 Octobres** in AA.VV., **Les anarchistes russes...**, p. 186.

(115) R. Rocker, **Les soviets trahis...**, p. 61.

Resumen

En este estudio el autor señala las intuiciones y las previsiones anarquistas —algunas antiguas de más de un siglo—, referentes a la ascensión en el mundo industrial avanzado de la «nueva clase» dominante: la tecnoburocracia. Lo que es privativo de estos nuevos amos puede ser definido como una especie de propiedad intelectual *de los medios de producción, es decir, de la posesión de los conocimientos inherentes a las funciones de dirección de los grandes conjuntos económicos. Ella halla su origen en la división jerárquica del trabajo entre manuales e intelectuales, la cual constituye el origen de un nuevo privilegio que reemplaza al de la burguesía, basado en la propiedad jurídica. La ideología más avanzada de esta «nueva clase», que el anarquismo sitúa en el socialismo autoritario más o menos marxista, puede así plantear en términos teóricos la estatificación de la economía sin que se ataquen las raíces fundamentales de la desigualdad, no siendo ya ésta presentada como una desigualdad* histórica *o* social, *sino como una desigualdad* natural, *merced a la mistificación de la «meritocracia». Una ideología —la del socialismo autoritario— permite a la «nueva clase» emplear en su lucha contra la burguesía capitalista la fuerza de choque de las clases inferiores, formadas precisamente por esos trabajadores manuales excluidos por definición del nuevo privilegio.*

Las anticipaciones libertarias emanan casi todas de una crítica clarividente de las ideologías, programas y estructuras organizacionales de los socialistas autoritarios. La nueva relación de dominación de clase se halla ya identificada, por ejemplo, en la relación jerárquica partido-clase obrera, en el concepto de dictadura del proletariado, en la estatificación reformista o revolucionaria de la economía, en la divinización de la ciencia, etc.

El autor considera que desde este punto de vista los diversos pensadores anarquistas o de estirpe libertaria, de Stirner a Bakunin, de Proudhon a Archinov, de Merlino a Armand, de Kropotkin a Majaiski, demuestran una común coherencia, independientemente de las diversidades, que puede resumirse en una metodología correcta que desprende los elementos estructurales *de la desigualdad y los identifica en las diversas formas históricas que revisten.*

Summary

The author of this article stresses the intuitions and forecasts of the anarchists about the rise in the developed industrial world of a «new ruling class»: the technobureaucrats. These new masters may be defined as having a sort of intellectual property *of the means of production; they possess the knowledge relative to the functions of management of large economic structures. This new privilege originates from the hierarchical division of labor between intellectual and manual workers; it replaces the former privilege of the bourgeoisie which relied on legal property. The most advanced ideology of this «new class» is considered by anarchists as a variety of authoritarian socialism which may be more or less tinted with marxism; state control of the economy is defined in technical terms without reference to the roots of inequality. This inequality is no longer presented as having* historical *or* social *roots: it appears as* natural, *based on meritocracy. The ideology of authoritarian socialism enables this «new class» to attack the capitalistic bourgeoisie with the lower classes serving as shock-troops; ironically, by the very fact that the lower class consists in manual laborers, it is excluded from the new privilege.*

Most libertarian anticipations stem from a clear-sighted criticism of ideologies, programs and organizational structures of authoritarian socialisms. The new form of class domination is identified, for instance, in the hierarchical relation of the political party with the working class, in the concept of the dictatorship of the proletariat, in the reformist or revolutionary take-over of the economy by the state, in the divinization of science...

In this perspective, the author considers that various anarchist or libertarian thinkers, from Stirner to Bakunin, from Proudhon to Archinov, from Merlino to Armand, from Kropotkin to Makhaïski present a common and coherent ground which beyond all diversities may be reduced to a correct methodology which unravels the structural *elements of inequality and identifies them with the various historical forms these structural elements have adopted.*

Ce qu'il y a eu de plus échevelé dans les mythologies construites à partir du christianisme est d'une sagesse, d'une raison exemplaire à côté des discours stupéfiants que l'on a tenus du temps de Staline, que l'on tient autour de la Chine de Mao. Et en présence d'un tel mysticisme, il va de soi qu'aucune expérience, aucune raison, aucune analyse ne sert. Le croyant de Gauche est médiéval. Surtout quand il est intellectuel. Accompagnant cette religiosité, marquée par l'infaillibilité du Parti, s'est installé le conformisme. La Gauche est pour ce temps la somme de tous les conformismes.

Jacques Ellul
«Trahison de l'Occident» — Paris, 1975

The Positivity of Anarchism

Giovanni Baldelli (*)

The title of this article, modelled and following upon, that of David Wieck's thoughtful paper in the last number of «Interrogations», may be misleading. It is not meant, in fact, to be a refutation of what David Wieck wrote, even less to present an alternative, equally plausible, aspect of anarchism. It is intended to complete, rather than to detract from, the statements and suggestions made by Wieck. The negativity and positivity of anarchism, as of anything else, are not mutually exclusive, but complementary. On the other hand, as expressive of judgements of value, they are susceptible of different applications and interpretations, and can be fruitfully added to, explored and re-explored. What the terms «positive» and «negative» immediately suggest, when applied to a particular social philosophy such as anarchism, is that this philosophy should be accepted or rejected, while the whole import of David Wieck's paper is that, if anarchism is to be accepted, it ought to be with and because of its negativity. The positivity of it he does not belittle or deny. He clearly states that «anarchism is not merely anti-state», but that «somehow it is an idea or theory of freedom»; it is not merely «the *generic* social and political idea that expresses negation of *all* power, sovereignty, domination and hierarchical division», but also «a will to their dissolution»; anarchism «represents something other than mere absence of government, something other than the freedom to do anything one wants, something different than a freedom limited by what will harm others. It represents instead the aim of social union». Contrasting anarchism with marxism, it is the latter, he suggests, «that is apocalyptic and utopian, ... that is simplistic and naive». This article, likewise, while stressing the positivity of anarchism, will

* *Author of «Social Anarchism», published in the U.S.A. and in England (Penguin Books). Two other essays, not yet published: «Not Revolution, but Liberation», and «Man, Woman, and Death». An important poetry production, in italian and in french.*

confirm its negativity even perhaps focus some aspects of it more sharply than Wieck has done, just as some aspects of its positivity may be found more convincing in Wieck's paper than here.

That anarchism has something quite positive to offer is made plain by the fact that it is embraced by people of different classes and psychological type. Of all political creeds it is the least likely to be cherished out of self-interest or class solidarity, the last to be chosen in order to be on the winning side, or even as a «pis-aller», as the least of many evils. Social misfits and people with patently antisocial leanings have (nominally) espoused the cause of anarchism but it does not require much imagination to see how misguided such people were, particularly the latter, when our society has more rewarding activities to offer them than any anarchist milieu. The attraction of anarchism lies in its purity and rightness. It is all the more purely embrased, the more exclusively and sincerely rightness is sought. St. Augustine said of the soul that it is naturally Christian («anima naturaliter christiana»); it is very tempting to say that, more likely, man is naturally anarchist. But, be it as it may, it can hardly be disputed that the promptings of both reason and love cannot be fully generalized, when applied to social matters, without coinciding with anarchism, and that only an anarchist society can fully satisfy them. Anarchism is for what is right, and that is what makes it so trenchantly and incompromisingly a condemner of might.

Because of its condemnation of might, anarchism condemns itself to powerlessness. By the same token it distinguishes itself from all other political doctrines as being other than political and more than a doctrine. If while denouncing power yet it would make an exception when it is a matter allegedly to promote its own cause, anarchism would be on a par with communism which, while condemning exploitation in capitalist countries, yet admits and exalts it (calling it something else, of course) when carried out in countries allegedly free from the capitalist yoke and for the purpose of strengthening and expanding the communist dispensation. If anarchism vindicated power, however exceptionally, and as a means to an end, it would be a political doctrine, not in the sense of describing and judging politics, but in that of serving political ends. But by not putting the success of their doctrine above its spirit and contents, anarchists may claim a consistency which upholders of other doctrines usually lack. More important still, by denying that the legislator is above the law, by

not allowing to themselves what they reprehend in others, and by rejecting as a matter of principle and practice any application of double standards, anarchists vividly illustrate and confirm that law of reciprocity which is the touchstone of anything ethical. Anarchism and ethics coincide.

The negativity of anarchism in fact is but the negativity of ethics. Ethics consists of a string of don't-s, such as «do not kill, do not steal, do not cheat, do not use a man as a tool or a woman as an object», and summing them all up: «do not do unto others what you would not want to be done unto you, do not do anything unto others which they do not consent to». All ethical commands have to be negative because they need to be universally valid, something which positive commands cannot be, however morally and otherwise praiseworthy. To every command there corresponds a right. But while I may claim it a right for myself not to be knocked on the head if I consider it my duty not to knock anybody's head either, I cannot claim the right to be fed, to besheltered or to be medically attended when I am ill, not only because there might be nothing to feed, shelter or cure me with, but also because, except perhaps for my parents, there is nobody in particular on whom such duties would incumb, the same as the duty cannot beincumbent upon me particularly to provide for all the starving, the homeless and the sick of the world. A duty which does not fall equally on everybody and each one in particular is not an ethical duty. «Do unto others as you would wish it to done unto you» is not an ethical commandment because people have different tastes and standards, and may not like it at all to have things done to them which I would find delectable if done to me.

Though consisting of prohibitions, ethics is far from being negative, either in its motive or its effects. He alone finds it negative who moves against it. The word «ethical» is a positive one, while its opposite, «unethical», is not, and is invariably connotated with disapproval. Because of their coincidence and compact, if ethics is positive, so is anarchism. The life of an organism depends on a very strict prohibition for each cell to develop disregarding or at the expense of others. Let this prohibition not be rigorously observed, and the life of the organism is impaired, and finally brought to an end. Life is the epitome and condition of all that is positive, and so each cell's refraining from doing harm to others is positive, too. The prohibitions of ethics are of a similar nature and have analogous effects. They not only ensure the life and health of

the social body (which is but a metaphor) but protect each of its individual members from many a grievous harm. The benefits of social living, from anything so basic as language to something so sophisticated as modern hospital care, need no reminding. Without ethics none of them would last. Only when abstracted from these benefits, which it is its function to ensure, may ethics appear dull and uninteresting, irrelevant and negative. What is more negative than birth-control? But in certain conditions, with which we are growing only too familiar, it is the only means of safeguarding whatever specific human meaning birth is supposed to have. «A stationary condition of capital and population,» wrote John Stuart Mill as far back as 1857, «implies no stationary state of human improvement. There would be as much scope as ever for all kinds of mental culture, and moral and social progress; as much room for improving the Art of Living and much more likelihood of its being improved when minds cease to be engrossed by the art of getting on». This applies as much to ethics as to birth-control, which is only part of an equilibrium which a fully grown society, and even a growing one, must seek to maintain as a necessary condition to its health and preservation. Ethics is raised as a barrier to the impairing of life and waste of energy arising from some members of a society being inimical to or dominant over others, and it is thus that it is the regulator of a society's health.

In one respect ethics is a rational construction, a set of principles and rules, the same as mathematics. Like mathematics, it is not a matter of opinion as moral philosophies may be argued to be. Its pronouncements are not so universally and uncontroversially accepted as those of mathematics because there is nothing by the side of mathematics to stand to it as various codes of morality stand to ethics. The language of mathematics is mainly based on numbers, while that of ethics is based exclusively upon words, which are always more or less emotionally connotated. Mathematics, too, however, can be juggled with, and its objectivity can be used to serve partisan purposes. Mathematics reflects an order in the world of things far more stable and realized than that order of human relationships which ethics postulates more than it reflects. Ethics is not less useful than mathematics, but the intuitions of mathematics can be more readily disengaged from

practical preoccupations. They are more contemplative and less affected by will, which is conditioned by individual peculiarities and purposes, however hidden or disguised. Ethics indeed draws its substance from human will, and human will is the object of the norms it prescribes. Though a rational construction, its material and driving force is pre-rational. Before being a rational construction, ethics is a factual reality, namely that of the operation of instincts globally known as social, whose active presence among animals other than man Darwin and Kropotkin signally underscored. Ethics is thus a codification and generalization of man's sociability. More than that, it is the defence of this sociability against other instincts, against any sophisticated and calculated will either to disrupt it or to make it one-sided. More than that, it is the assertion that the human race is but one great society; it is an endeavour to knock down all the barriers which limit the operation of social instincts and their cultural refinements to one particuliar society, church, circle or class.

Because social instincts and their refinements are such a fact of everyday life, ethics is often brushed aside as unnecessarily superimposed. For the same reason all the positiveness of anarchism is so obvious and uncontroversial that many have pains to understand why it should be given a special name and blown into a political doctrine. In contrast with the lack of interest for the anarchist emphasis on social instincts and socialness in general, there is a widespread diffidence and downright hostility to its special message, which is the full extension of ethical rules and the removal of power structures. The diffidence comes, paradoxically enough, from a keen appreciation of those benefits of man's being a social animal which anarchists vindicate. Because those benefits are so precious, people feel they must be defended, and they firmly believe that the State, government, and power in general, are there precisely to defend them. Of course, it is in the interest of people in government and power to make sure that this belief is entertained. That is what State education is there for. But to be fair to the man in the street who mistrusts anarchism, it must be said that there is not a single model, either in his personal experience or general knowledge, of what an anarchist society is. All societies he knows of are power-harnassed. Take power away, he feels, and all antisocial instincts will run amock. Take power away from one society and let no antisocial instincts run amock, that society will be subjugated by a neighbouring one that keeps its power. Take power away from one society,

and let it not be subjugated by another, social instincts will flow unhindered, all human relationships will steeped with love, human life will be spiritualized, and there will be such happiness and wonder that our man in the street will not want it, feeling completely unprepared for and unworthy of it, and needing far more evidence than he has to be convinced that there are many who deserve it more than he does. It is an excess of positivity in anarchism, and not lack of it, which makes it mistrusted. Anarchism would be all right, thus reasons the man in the street, if men were angels; as they are not angels, you need power to stop them turning into devils. But what if it were power that stops them from turning into angels? What if power were an invention of the devil, and if its main effect, not to say its purpose, were to bring out and foster whatever devilishness there is in them? Anarchy has never been tried, and that may well be negativity. But there is positivity in trying the unprecedented. Anarchy would, if tried, be man's greatest adventure. There is positivity in the faith and courage, and in all the other virtues needed to preserve an anarchist society, not less than to establish it in the first place.

Downright hostility to anarchism is to be found, not unexpectedly, among exploiters and power-holders. But it is also found among people committed to putting an end to capitalist exploitation. The reason is not far to seek. The more ambitious their revolutionary programme, and the bigger their organization, the greater, less divided and less challengeable is the power they want. The anarchist objection to power raises awkward questions about the purity and genuineness of would-be revolutionaries and liberators. It is also a warning that revolution may be pursued as an end in itself, and therefore primarily to the advantage of those who stimulate, organize and direct it. It is a warning against the politically profitable deception that all evil stems from capitalist exploitation, and that its so-called abolition will leave the masses with no ground for discontent, as fully happy as they will be fully submissive to their party and leaders.

Anarchism is not historical, and that is both its weakness and its strength. It is not historical in the sense that it does not derive its principles and programme from a general theory of history or from one particular historical situation. The anti-historicism of anarchists prevents them from securing a firm grip on events and situations, and from gaining wide popularity in competition with tacticians of all descriptions, for whom

principles do not matter so much as the ability to seize upon each particular situation and make the best use of it which one can. Anarchism is not historical because it is concerned with universal man, that man its detractors describe as a mere abstraction or idealization. It is this concern, however, which allows anarchists to see and respect in each living individual man far more than meets the occasion or the eye. The history conscious communist takes men as they are as a result of capitalist exploitation, and sets out to satisfy their needs and aspirations as they happen to be after being conditioned and partly created by capitalist exploitation and domination. Damnable as capitalism is, it does not follow, as the communist way of thinking too readily assumes, that what directly opposes it is unqualifiedly good, namely that the proletariat, as the antithesis of the bourgeoisie, has all the virtues which the latter lacks and none of its vices. Because of his unhistorical vision of man, the anarchist can see that the proletarian, whom communism glorifies, is a product of industrial exploitation, a massified, standardized and instrumentalized sort of man. He can see that communist parties, which have no intention of ending industrial exploitation, but hold that by ceasing to be capitalist it ceases to be exploitation, are the inheritors and continuators of capitalism in that they foster and profit by a warped and diminished form of humanity.

As we suggested in «Social Anarchism», exploitation is not merely economical. There is an exploitation of the ethical capital of a given society, of the fruits of good will, of social instincts and renunciation, whatever its promptings, of doing violence and injury to one's fellow-men. Even more damnable than its exploitation, is the stifling and suppression of the ethical capital, are all the measures taken to prevent its enjoyment and growth. The crudest form of slavery is that in which human beings are treated like cattle, as if their needs were no more than cattle's are supposed to be, and not to be worried about. The great advantage of the medieval serf over the slave of antiquity who toiled in a mine or oared on a galley was that he was permitted a social life within the circle of his family and village, and that he shared in a culture, that of Christianity, which stretched both vertically and horizontally beyond the narrow limits of his immediate experience. Of course, this Christian culture contained an ideological element which served admirably for the purposes of domination of feudal lords and clergy, and it was ruthlessly intolerant, though on occasion assimilative, of pre-existing indigenous cultures. Culture it was

nevertheless, for it gave form to social instincts, and offered opportunities to satisfy them. When Marx spoke of alienation he meant that the proletarian was not only denied the enjoyment of most of the material goods resulting from his exploited labour, but also that he was excluded from the less tangible, yet not less precious goods of social living, in fact from the culture of the society of which he was supposedly a member. With advanced and compulsory education now extended to increasing numbers of people, and with printed matter, television and various forms of entertainment penetrating into the lives even of the poorest, it would seem that culture is no longer the privilege of the few, but it is being fully democratized. Yet the word «alienation» has never been so topical, while May 68 en France, and similar movements elsewhere, particularly in the United States, have shown the culture issue to be more keenly felt than that of class division and, significantly, more by professionals, students, and intellectuals in general, than by the so-called proletarians. What is happening is that culture, by being progressively commercialized, politicized, and instrumentalized, by having become an industry, the business of professionals, specialists and general purveyors, is ceasing to be culture any more. Big States, big urban conglomerations, big financial empires, big buildings, big factories, big schools and universities, all force people together who have little in common except the interests, usually not theirs, which force them together. Such assemblages of people do not deserve to be called societies. What a culture does is to allow each person to see his image reflected in that of his society, and that of his society reflected in him. What goes today under the name of «culture» does not fulfil this prerequisite, unless the image it reflects be one of disintegration. Now what anarchism wants is to restore man to his full sociability. It wants him not only to enjoy, but also to contribute to, the ethical capital of his society. That means that all the modes and material of his culture must not be distributed and prescribed by some centre specially designed for the purpose, and as jejune of social warmth and meaning as he himself is left to be. The anarchist concern with ensuring that man may realize himself as a social being is part of the positivity of anarchism, while the communist retention and exacerbation of the capitalist process of designification of society and adulteration of culture appears negative and, not less than capitalism, to be rebelled against.

This positivity of anarchism cannot easily be argued against for what it is, but it is strongly argued against for what it does,

or is supposed to do, wherever an anarchist presence is felt. Precisely because anarchism encompasses the whole of man, and because it is a critique of the whole capitalist system, and not only of some of its features; because it is highly critical also of alternative systems, anarchism lacks specificity. By aiming at too many targets, it is argued, it fails to shoot or to shoot effectively, at any one. Insurrectionary and revolutionary movements are triggered by specific issues. A particular law or institution, a body of people or a building, is the object of a first concentrated attack and becomes the symbol of everything that is wrong and resented. Once the insurrectionary or revolutionary forces have come into the open and have proven their strength, the attack may be generalized, and great transformations may be brought about. But before any such that would satisfy an anarchist can be brought about, organized resistance to the will of those who take it upon themselves to make the transformations must be overcome, and the hatreds and resentments which move the masses to action must be diverted or appeased. This is, more or less, the argument of the revolutionary against the humanism of anarchism, and its strength must sadly be admitted, for many an anarchist has forsaken his humanism and anarchism for the sake of revolution and revolutionism. Anarchism and revolutionism are often confused, not least in the minds of anarchists themselves. Speaking of anarchists Zinoviev said that «they do stupid things, but they are revolutionaries», and stupid things many an anarchist would do rather than not to be counted among the revolutionaries. The question then is whether revolution is something more positive or negative than anarchism, or whether there is a conception of revolution which is distinctly anarchist. We believe there is, and we believe that once it is firmly grasped it will help towards the undoing of the greatest mystification of our age, which is precisely that of revolution, in whose name oppression and exploitation of the worst kinds are ruthlessly and unashamedly carried out. Lack of space prevents us from doing full justice to this conception here, but we shall try to present it, however summarily, so that its elements, when appearing in revolutionary practice, may be recognized, encouraged and defended.

In his running down of Hannah Arendt book «On Revolution», E. J. Hobsbawn observes that she is chiefly concerned with the French and Russian revolutions, and that she does not make even a passing reference to the revolutions of China, Cuba and Vietnam. What distinguishes the revolutions in

these countries from the French of 1789 and the Russian of February 1917 is their encompassing military character, their being more like a war than a revolution, their not coming so much from below as laterally, from territories and a State apparatus, however embryonic, firmly in the hands of «revolutionary» cadres, until victory is achieved, and revolution is then carried out from above, in typical Stalinist manner, with all the features of downright despotism, however well-intentioned. Obviously for anarchists there can be no genuine revolution except from below. One main tenet of anarchist doctrine is that there be no above and no below; so the only anarchist act that could come from above is the above coming down and canceling itself as above. Similarly any liberation coming laterally is satisfactory in anarchist terms only when the liberator goes back where he came from without leaving any puppet government or other agency to do his bidding.

A REVOLUTION has two moments. The first is the overthrow of an exploiting class and the destruction of its repressive apparatus. This we shall call its catabolic or negative moment. The second is a work of construction, the setting up of new institutions, the creation of a new society, and the flowering of new ways of life, be it through discipline and education or effortlessly as a natural consequence of the death sentence pronounced on the repressive and exploitative system. This we shall call the anabolic, positive moment. Now anarchist theory and practice differs from those of revolutionaries of other descriptions in what they make of these two moments. For anarchists the two are not separated in time, while if special organizations have to be created, none of them is to be entrusted with both a catabolic and an anabolic function. Anarchists are against any transition period, it having been historically proven, quite apart from theoretical reasons, that once any such period is inaugurated it tends to last indefinitely as its inaugurators and regulators make its lasting their main concern. The catabolic moment of revolution requires the use of violence or force, but if any organization which is equipped with the means of exercizing either should take it upon itself to exercize a would-be anabolic function, that could only mean that force or violence is used to make the very people for whose sake revolution is allegedly made yield what they do not want to yield, and do what they do not want to do. Such an organization is thus bound to be exploitative and repressive. The more centralized and the better equipped it is, the more it will partake of the nature of the State, exploitative and oppressive in fact as well as by anarchist definition.

E. J. Hobsbawm, who is a communist, says that people are moved to revolutionary action by a sense of urgency and despair. Extreme poverty and unenlightened repressive measures of a system that shows signs of weakness and decay provide accordingly its most suitable conditions. A revolutionary situation occurs when the oppressed, who constitute the bulk of society, see a unique chance of changing the structure of the latter so as not to be exploited any longer and be able to live in freedom. But when a revolution lasts ten, twenty, forty years, and more, most of them, if not all, marked by military activity, what is called a revolution is no longer such a unique chance, and can no longer be dictated, in the person of its militants, by a sense of urgency and despair. Having become institutionalized and professionalized in its catabolic moment, it does not so much express the will of the oppressed as it strikes them like the scourge of any common war. Wars are expensive, and there is no way of paying for them but by oppression and exploitation. Let absolute priority be given to the catabolic moment of revolution and a State is automatically created, given strength and justification. All existing states, in fact, whether they were born or not from revolution, stress their right to be there and to command the allegiance of society by claiming to be there first and foremost as an apparatus for the defence and preservation of society against the threat of foreign nations. There is always a foreign enemy to be guarded against when a State wishes to strengthen and perpetuate itself. Not otherwise there will always be a counter revolutionary enemy, and for the same reason, for a revolutionary organization that has secured a hold upon society as a whole. As a matter of fact, the stressing of the catabolic moment of revolution gives rise to a new kind of imperialism, and the so-called class struggle is made to pivot from a vertical to a horizontal plane. The class enemy is allegedly no linger at home, but abroad or acting on behalf of some power abroad. For anarchists it is the anabolic moment of revolution that always needs to be stressed, and never to be sacrificed. It is indeed the one for which the exploited and oppressed directly make, if given a chance, by the creation of soviets, workers' councils, the giving of the land to those who work it, and by other such measures that exclude political mediacy of party

or State. Did not another communist, Karl Korsch, recognize that the anarcho-syndicalist is the only true proletarian form of revolution? If what a revolution leads to is war, a war economy and preparation for war, it is negative, and not worth having. Even if what it gives is enough to eat for every one, it may still not be worth having. There are plenty of people who are given enough to eat, even if only just, but are in prisons and barracks, in labour camps and psychiatric wards. The positivity of anarchism in a revolutionary situation and as a revolutionary presence is its going together with the aspirations of the oppressed to freedom and peace; it is its endeavour to free society from conflict, not harnassing it with conflictual aims, however lofty and «necessary», which always make for oppression and exploitation, for useless suffering and death.

October 1975.

Résumé

Cet article n'est pas conçu comme une critique du texte de David Wieck « La négativité de l'anarchisme », car les caractères négatifs et positifs de l'anarchisme ne s'excluent pas, mais son complémentaires. La négativité de l'anarchisme est essentiellement celle de la morale, dont les préceptes valables universellement sont tous des interdits. Une société morale ou anarchiste est celle où nul ne fait tort, exploite ou dupe personne, créant ainsi les conditions les plus favorables à tout ce qui est positif et créatif. De fait, la positivité de l'anarchisme, qui comme toute morale n'est pas seulement une construction rationnelle, mais aussi une question de sentiments, et une coordination et un équilibre des instincts sociaux, est rarement contestée. C'est le message particulier de l'anarchisme, sa dénonciation du pouvoir, même et surtout quand il est présenté comme un moyen pour des fins indiscutables, qui est contesté, non seulement par les exploiteurs et les tenants du pouvoir, mais aussi par des soi-disant révolutionnaires.

L'anarchisme est positif car il veut se dégager de l'histoire, affirme des valeurs qui sont libres de toutes contingences, et se veut valable pour l'homme universel, et non seulement pour l'homme contemporain ou prolétaire. Ce souci donne à l'anarchisme une base de critique des sociétés historiques beaucoup plus étendue que celle du marxisme, et le met en mesure, par exemple, de condamner l'industrialisation elle-même, et non pas seulement l'exploitation de type industriel. Et de constater l'exploitation encore, là où le capitalisme n'est plus. Le caractère global de la critique anarchiste, sa nature à la fois culturelle et économique, et son humanisme authentique, sont fréquemment dénoncés comme un révolutionarisme d'obstruction et de frustration. Il est donc important de ne pas confondre anarchisme et révolutionarisme. Il y a deux composantes dans une révolution : une, catabolique, démolissante, notamment par le renversement des structures d'exploitation et d'oppression ; et une autre, anabolique, pour la mise en place de nouvelles institutions et la création d'une nouvelle société. La seconde seulement est réellement positive, et c'est d'elle que l'anarchisme se préoccupe essentiellement, interprétant en cela les sentiments des opprimés et des exploités, lesquels, si l'occasion se présente, créent des soviets, des conseils ouvriers, des organisations de producteurs ou d'intérêt local, libres d'interventions politiques et d'intentions politiques. L'aspect positif de l'anarchisme comme présence révolutionnaire est d'accompagner les aspirations des opprimés vers la liberté et la paix ; c'est sa tentative de libérer la société de ses conflits, et non, comme c'est le cas pour de nombreux révolutionnaires, de la vouer à de nouveaux buts conflictuels.

Resumen

Este articulo no se ha concebido como una crítica del texto de David Wieck «La negatividad del anarquismo», puesto que los caracteres negativos y positivos del anarquismo no se excluyen, sino que son complementarios. La negatividad del anarquismo es esencialmente la de la moral, cuyos preceptos universalmente valederos son otras tantas prohibiciones. Una sociedad moral o anarquista es aquella en la que nadie hace daño, explota o engaña, creando así las condiciones más favorables a todo lo que es positivo y creativo. De hecho, la posibilidad del anarquismo, que como toda moral no es sólo una construcción racional, mas también una cuestión de sentimientos, así como una coordinación y un equilibrio de los instintos sociales, raramente es impugnada. Lo que se impugna es el mensaje particular del anarquismo, su denuncia del poder, incluso y sobre todo cuanto éste se presenta como un medio para fines indiscutibles, impugnación que parte no sólo de los explotadores y detentadores del poder, sino igualmente de sedicentes revolucionarios.

El anarquismo es positivo puesto que quiere desprenderse de la historia, afirma valores libres de toda clase de contingencias y quiere ser valedero para el hombre universal y no únicamente para el hombre contemporáneo o proletario. Esta preocupación otorga al anarquismo una base de crítica de las sociedades históricas más amplia que la del marxismo y le permite, por ejemplo, condenar la propia industrialización y no sólo la explotación de tipo industrial. Y de comprobar la persistencia de la explotación allí donde el capitalismo ya no existe. El carácter global de la crítica anarquista, su naturaleza a la vez cultural y económica, así como su auténtico humanismo, aparecen frecuentemente como un revolucionarismo de obstrucción y de frustración. Es, pues, importante no confundir anarquismo y revolucionarismo. Existen dos componentes en una revolución: una, catabólica, demoledora, especialmente merced al derrocamiento de las estructuras de explotación y de opresión; otra, anabólica, mediante la implantación de nuevas instituciones y la creación de una nueva sociedad. Sólo la segunda es en realidad positiva y el anarquismo se preocupa esencialmente de ellas, interpretando así los

sentimientos de los oprimidos y de los explotados, los cuales, si se presenta la ocasión, crean «soviets», consejos de obreros, organizaciones de productores o de interés local, libres de intervenciones políticas y de intenciones asimismo políticas. El aspecto positivo del anarquismo como presencia revolucionaria consiste en acompañar las aspiraciones de los oprimidos hacia la libertad y la paz; es su tentativa de liberar la sociedad de sus conflictos y no, como sucede con numerosos revolucionarios, condenarla a nuevos objetivos preñados de conflictos.

Riassunto

Questo articolo non è concepito come critica del testo di David Wieck «La negatività dell'anarchismo», perchè i caratteri negativi e positivi dell'anarchismo non si escludono a vicenda, ma sono complementari. La negatività dell'anarchismo è essenzialmente quella della morale, i cui precetti universalmente validi sono tutti dei divieti. Una società morale o anarchica è quella in cui nessuno fa torto, sfrutta o inganna nessuno. Si creano così le condizioni favorevoli a tutto ciò che è positivo e creativo.

Di fatto, la positività dell'anarchismo, che come ogni morale non è solo una costruzione razionale ma anche una questione di sentimenti ed un coordinamento equilibrato degli istinti sociali, viene raramente contestata. E' il messaggio particolare dell'anarchismo, la sua denuncia del potere, anche e soprattutto quando viene presentato come mezzo per fini indiscutibili, che viene contestato non solo dagli sfruttatori e dai potenti, ma anche da sedicenti rivoluzionari.

L'anarchismo è positivo perchè vuole sganciarsi dalla storia, afferma valori che sono liberi da ogni contingenza e si vuole valido per l'uomo universale e non solo per l'uomo contemporaneo o proletario. Tutto questo dà all'anarchismo una base per la critica delle società storiche molto più ampia di quella marxista e lo mette in grado, ad esempio, di condannare l'industrializzazione stessa e non solo lo sfruttamento di tipo industriale. E di vedere lo sfruttamento anche dove non c'è più capitalismo. Il carattero globale della critica anarchica, la sua natura insieme culturale ed economica ed il suo umanesimo autentico sono spesso sentiti come un rivoluzionarismo d'ostruzione e di frustrazione. E' importante non confondere anarchismo e rivoluzionarismo. Vi sono due componenti in una rivoluzione: una, catabolica, distruttrice, soprattutto nei confronti delle strutture di sfruttamento e d'oppressione; ed un'altra, anabolica, per la costruzione di nuove istituzioni, per la creazione d'una nuova società. Solo la seconda è realmente positiva ed è di essa che si occupa essenzialmente l'anarchismo, interpretando i sentimenti degli oppressi e degli sfruttati, i quali se si presenta loro la possibilità, creano soviets, consigli operai, organizzazioni di produttori o d'interessi locali al di fuori d'interventi e di intenti politici.

L'aspetto positivo dell'anarchismo come presenza rivoluzionaria è l'espressione delle aspirazioni degli oppressi verso la libertà e la pace, è il tentativo di liberare la società dai conflitti e non, come ritengono molti rivoluzionari, di darle nuovi obiettivi conflittuali.

Le Monde : De Cunhal en Carrillo

Andrés Dosi

NO DIREMOS nada nuevo, aunque no esté de más repetirlo una y mil veces, al afirmar que vivimos una época en la que los llamados órganos de información desinforman gracias a una deformación metódica de los hechos. Es decir, en realidad sirven a sus lectores mera propaganda. Y hecho curioso: la mayor parte de las publicaciones, que pasan por ser serias y objetivas en la presentación de los hechos y en sus respectivos comentarios, no obstante no pertenecer al mundo de los trabajadores y sí al de la burguesía más o menos liberal, orientan su información en un sentido subrepticiamente favorable a los comunistas. Lo hemos visto en los pasados meses respecto a Portugal y en las últimas semanas referente a España.

Unen así su voz, de forma harto curiosa y no siempre explicable, a la de los comunistas, que como todo el mundo sabe han hecho de la propaganda su alimento principal, hasta tal extremo que parece que la misma es algo así como su segunda naturaleza. Y quien dice propaganda, como es sabido, dice orientación, deformación de los hechos, falsificación de las realidades, condicionamiento, enajenación. Gracias a ella tratan de hacerse pasar no sólo por los primeros y los mejores, sino incluso por los únicos. Los demás pueden ser, en el mejor de los casos, sumisos aliados en Juntas, Juntitas o cosa por el estilo, pero nada más. Al resto se le silencia obstinadamente, como para mejor enterrarlo. Como decía Oscar Wilde, aquello de lo que no se habla no existe.

Uno de los periódicos que más ayuda indirecta presta al partido comunista español es el diario *Le Monde*, que tiene el privilegio de ver la luz en París, ciudad que atrae a todos los estetas de la revolución, al igual que la miel a las moscas. Y este diario, aún no nos explicamos por qué, disfruta en el mundo entero y particularmente en los países de lengua castellana de gran prestigio. Para no pocos de esos bobalicones sometidos a la atracción intelectual parisiense, *Le Monde* es algo así como

el Evangelio o el Talmud. De ahí, pues, la importancia de su deformación constante, presentada en forma de información, al atribuir al partido comunista español una importancia capital, como si España no pudiera existir sin la presencia del mismo.

La lectura atenta de este diario durante el breve período comprendido entre la enfermedad del fallecido general Franco hasta la constitución del primer gobierno del reinado de Juan Carlos, confirma con creces cuanto acabamos de decir. Lo que ignoramos es si se trata de una actitud deliberada del periódico o pura y simplemente de la postura adoptada en estos últimos tiempos por su enviado especial de Madrid, «monsieur» Niedergang; aunque a decir verdad tal parece que dirección, redacción y enviado coinciden más o menos en otorgar la exclusiva a los comunistas españoles y a su secretario Santiago Carrillo, que también ha venido contando con la complacencia y ayuda de la radio y televisión francesas. Nos parece que el hecho ha sido fácilmente comprobable por cuantos viven en Francia.

Asimismo no es menos cierto que *Le Monde* —acompañado por otras publicaciones—, cuando deja de ocuparse de los comunistas y comenta la situación general española, navega en el mayor de los confusionismos. Por ejemplo, cuando muere Franco afirma que nada cambia; a la entronización del rey anuncia que todo puede cambiar; llega el parco indulto y escribe que no cambia gran cosa; sale en libertad cierto líder de las llamadas Comisiones obreras y entonces leemos que algo cambia; vuelve ese líder a ser encarcelado y el comentario es que la situación no sólo no cambia, sino que se agrava; se nombra nuevo gobierno y entonces dice que sí, que todo puede cambiar, y, por último, dicho líder es de nuevo liberado y el periódico proclama que, en efecto, algo cambia...

Mas, en todo caso, fácil resulta comprobar que el criterio aplicado es, como por casualidad, en función de los comunistas. Así, inmediatamente de decretarse el indulto, la importancia o alcance del mismo dependía, según el enviado especial de *Le Monde,* no del número de presos liberados, ni que fuesen puestos en libertad los detenidos pertenecientes a las distintas familias políticas y sindicales de la oposición antifranquista, sino de que el indulto en cuestión se aplicara o no a Camacho, puesto que, Niedergang *dixit,* «se trata de un caso simbólico» (30 de noviembre). Al ser efectivamente liberado, dicho señor escribe que es «la nota más positiva del fin de semana» (2 de diciembre). Hasta agrega que España entera tenía los ojos puestos en esa liberación.

Otro caso: informa que, según sabe, el partido comunista piensa dar la batalla por la amnistía. Y añade, dándonos luego cuenta de tal «batalla», que varias personalidades de derecha y del centro presentaron al gobierno una petición en favor de comunistas, entre los que figura Sánchez Montero, miembro por lo visto del Buró político. La información lleva como título «El soberano frente a la oposición» (29 de noviembre). Con lo que el lector un tantico distraido saca como consecuencia que la oposición es el partido comunista y que la «batalla» por la amnistía consiste en obtener la libertad de Sánchez Montero... con la ayuda de la derecha. ¿No es de veras esto algo realmente abusivo y escandaloso? ¿Es que no hay en España más presos que ese miembro del Buró político?

Continuemos: como fueron bien apadrinados por gente de la derecha, Sánchez Montero y sus camaradas fueron puestos en libertad, de lo cual, dicho sea de paso, nos alegramos. Pero lo curioso del caso es que, repitiendo una fórmula anterior —con lo que el enviado de *Le Monde* muestra poca imaginación—, escribe que fue «el acontecimiento más importante desde hace una semana» (4 de diciembre). Nos dice también que esa «liberación inesperada produjo el efecto de una bomba en los medios políticos madrileños, en los que se considera que es la decisión más importante y significativa después de la concesión del indulto real». Y añade que «se ha puesto en libertad al Estado mayor clandestino del P.C.E.» Suponemos que Santiago Carrillo habrá secado sus lágrimas...

Esta complacencia especial de las autoridades de Madrid con los comunistas debió desorientar a no pocos, en todo caso a los que no tienen la dicha de leer *Le Monde* y sobre todo la prosa de su enviado especial. Porque sus lectores ya sabían que el rey, inquieto ante el futuro inmediato, tenía absoluta necesidad de ganar las buenas gracias del partido comunista. En efecto: «Juan Carlos ha hecho saber en Madrid a los dirigentes clandestinos del P.C.E. que deseaba su comprensión y que esperaba una tregua que le permita emprender reformas liberales. Esta 'seña' del rey nos fue confirmada en Madrid, en la noche del jueves 27 de noviembre, por tres personalidades, portavoces autorizados del partido comunista» (29 de noviembre).

Porque, por lo visto, Juan Carlos no puede reinar si el partido comunista no quiere. En una entrevista que hizo a Carrillo el eterno galán José Luis de Vilallonga —autor, escritor, aristócrata y miembro de la Junta Democrática, todo en uno— y publicada en la revista *Lui,* conocida sobre todo por

sus abundantes y magníficas fotografías de desnudos femeninos, se dice que «los monárquicos tienen necesidad de la aprobación del partido comunista para hacer reinar su candidato». Esto fue escrito meses antes de la muerte de Franco. La versión la recogió recientemente, después del fallecimiento del dictador y de la entronización de Juan Carlos, el enviado de *Le Monde,* nuestro señor Niedergang. Este afirma que es cierto, puesto que se lo confirmaron en Madrid tres personalidades... comunistas.

Prosigue la comedia: para que el nuevo rey de España por la gracia de Franco y de Dios, tenga que reinar con el beneplácito del partido comunista, la fuerza de éste debe ser extraordinaria, ya que suponemos no debe ser el miedo que aún puedan tener en Madrid ante el recuerdo de la «limpieza» —más de mil fusilamientos— que hizo Carrillo siendo consejero de Orden Público allá por noviembre y diciembre de 1936, de lo cual habló Jesús de Galíndez en su libro *Los vascos en el Madrid sitiado.* He aquí lo que nuestro secretario general afirmó en el semanario también parisiense *L'Express* (1-7 de diciembre): «No me agrada mucho hacer ostentación de la fuerza del Partido comunista español, pero lo que sí puedo decir es que éste existe en cada ciudad, en cada pueblo; que está organizado en todas partes y que podría abrir de un día para otro sus locales en toda España.» Y eso que no le agrada hacer ostentación...

Bien se ve que las truculencias propagandísticas de los comunistas encuentran complaciente ayuda en una prensa que no se preocupa en indagar la verdad, que se entrega descaradamente a los «compañeros de ruta» o a los tontos que sólo escuchan a los que más gritan. A estas alturas, después de todo cuanto se ha escrito y publicado sobre la guerra civil española, *Le Monde* (21 de noviembre) no tiene pudor en escribir que la derrota italiana en Guadalajara se debió «a las brigadas internacionales y al nuevo ejército republicano de Líster». Todavía añade, refiriéndose a esa batalla, que en ella «se demostró el valor del material soviético recientemente puesto en servicio en los frentes de la capital». En el mismo número publicó otro articulito para cantar «la ayuda prestada en material y técnicos por la U.R.S.S. a la República española».

Así ven las cosas españolas *Le Monde* y su enviado especial. Según éste el anarquismo «sólo existe en el recuerdo de algunos veteranos» (18 de noviembre). Es todo y punto final. De otras corrientes obreras y republicanas, ni siquiera habla; únicamente encuentran gracia y merecen la referencia de su pluma, al

menos de tarde en tarde, los grupitos y subgrupitos que forman parte de la Junta Democrática y hacen coro con los comunistas. El señor Niedergang, entre viaje y viaje a Madrid, ocupado en permanencia en recoger la opinión de las personalidades... comunistas, capta con mirada de águila lo que piensa España entera. Gracias a él sabemos que «los españoles... discurren de manera sensiblemente diferente a la de los exilados» (18 de noviembre). Pero entre éstos no se encuentra, por lo visto, su amigo Carrillo.

No saldrían mejor parados otros periódicos y revistas parisienses, todos ellos dispuestos siempre a dar lecciones de todo cuanto acontece, cuando lo que en realidad hacen es mostrar su supina ignorancia, que adornan con sus fórmulas ya preparadas y al alcance de su estilográfica. Tenemos un ejemplo en lo que escribió un colaborador del sesudo *Le Nouvel Observateur* (15-21 de diciembre): «la composición del nuevo gobierno español es mala pero hubiera podido ser peor» y «de este gobierno puede surgir el esbozo de una liberalización o la confirmación de un continuismo». Confesemos sin temor que desde la Grecia de Pericles no habíamos leído pensamientos más profundos.

E pur, si muove! Y sin embargo se mueve, lanzó Galileo al tener que retractarse de su afirmación que la tierra giraba sobre sí misma. Menos científico y más prosaico, un popular refrán español dice que el mundo da muchas vueltas, es decir, que nada existe de inmutable bajo el sol, que todo cambia y que jamás debemos sorprendernos. No menos vueltas que el mundo da *Le Monde* y su insigne enviado especial, empeñados ahora en crear el mito de la fuerza del partido comunista español. Y como todo cambia y de nada debemos sorprendernos, juramos que no seremos víctimas de la sorpresa cuando un buen día el pueblo español pueda decir en voz alta lo que piensa y mostrar sin equívoco sus preferencias. Estamos seguros que el mito Carrillo se desinflará como se desinfló otro mito reciente de *Le Monde:* el del portugués Cunhal y su partido comunista portugués.

Enero 1976

DOCUMENTS

Kibbutzim :

The Vanguard of Zionist-Socialism (*)

Paula Rayman

> *«If I ask myself why at the time I selected the kevutzah, then I must confess that it was not the desire to be a world reformer and also not because I was a socialist, but firstly and primarily because I was a Zionist and I desired to realise the Zionist aspiration in the Land of Israel.»*
>
> Kadish Luz, founder member of Kibbutz Deganyah 'B'

(*) A contribution to the debate, organized by the Richardson Institute, in December 1974, on Nationalism and the conflict in the Middle East. Our sincere thanks to the editors of the anthology (Uri Davis, Andrew Mack and Nira Yuval-Davis) who gently authorized the reproduction (**Israël and the Palestinians.** Ithaca Press. London 1975).

MARTIN Buber once wrote that kibbutzim were 'an experiment' that did not fail. Considering the kibbutz as an institutional form of Jewish colonisation, Buber's prognosis is an understatement though not quite in the sense he meant. The kibbutzim during the Yishuv period in Palestine played a critically important political, military and social role in the development of the Jewish State and their pioneering ethos was the symbolic image of the entire nation. To be a kibbutznik was to be part of the leadership elite of the Zionist settlement. However, kibbutz socialism has never been more than a pragmatic response to the unique historical conditions of the creation of the Jewish State in Palestine and must be judged from this perspective. If we remember that Zionist-Socialism was primarily tied to a particularistic rather than universalist goal we can better understand the evolution of the kibbutz movement and not be surprised at its present individualistic and capitalistic character.

In the Diaspora the image of a kibbutznik is still that of a muscular pioneer holding a hoe in one hand, a gun in the other. It is an image reminiscent of the Wild West American heritage and the heroic mythology of many colonisation movements. The hoe marked the return to the soil by Jews who accepted their separateness and attempted to achieve a 'normal' nationhood by creating their own worker-farmer class. The gun was necessary to defend the foundation of the Jewish State against the indigenous population in a 'land without a people for a people without a land'. Today only the latter half of the image is accurate: less than half of the kibbutz population works in the agricultural sector, while the gun has become an even more significant part of daily living. In border kibbutzim, for example, members are now expected to carry guns at all times —in the dining hall, to work, and in the children's houses. This defensive posture reflects the nature of the larger Israeli society and the consequences of the policies of political Zionism.

Jewish Socialism and Zionism

FROM the 1909 inception of the collective settlements in Palestine, (Deganyah) kibbutzniks were implementing rather distinct concepts of socialism and nationalism. Zionist Socialism was a mixture of Marxist and non-Marxist thinking, growing from the needs of colonisation and the cultural norms of the second and third Aliyah. Its Marxist component stressed the importance of creating a Jewish proletariat and landbased class to prevent a reoccurence of the situation which had previously excluded Jews from the trade-guilds and agriculture. Ber Berochov, the leading Zionist-Marxist, utilised the term 'conditions of production' which referred to intra-

class struggle over control of the means of production (1). This concept posits that workers compete among themselves for land and capital. Since Jews did not have a base for control in the Diaspora they needed a homeland which would allow them such an opportunity. Only by becoming owners of land could Jews then participate as revolutionaries in the class struggle.

The non-Marxist Zionist socialists were influenced by European scouting culture, the Tolstoian sacred view of a return to nature and elements of the Haskelah (Jewish Enlightenment) which embraced the ideals of equality, mutual aid and community. A. D. Gordon's philosophy of the 'religion of labour' synthesised the productiveness of the Puritan Ethic with the release that comes from meaningful labour. It gave the kibbutzniks a spiritual basis for their organisational life-style.

Both forms of Zionist socialism emphasised the concept of 'normalisation' for the Jewish people. Assimilation was not seen as a solution to the problem of anti-semitism or Jewish exclusion from primary production. If Jews were to be excluded people, the solution was for them to control their own exclusivity in their own State. Zionist Socialism thus became an integral part of political Zionism. It subverted all other goals, including that of joining an internationalist workers' struggle, to the primary task of building a Jewish nation-state. Kibbutzim directed their energy to strictly national priorities and the lack of any international concern, particularly among kibbutz youth is still very evident today.

Zionism, Jewish colonial nationalism, was itself an unusual form of nationalism. As Isaiah Berlin suggests, «Jews could not be defined by ordinary definition of nation — to do so is artificial and unnatural» (2). The constituents of the proposed Jewish nation were scattered throughout the Diaspora and were, in a sense, pitted against all non-Jews rather than against a single specific enemy. Zionism affirmed the 'otherness' of Jews and linked self-realisation for Jews to national rennaissance. The nation-state was prophesised to be the security-guarantee of a people emerging from marginality. The historical result has been an 'exile from exile' — an escape from the Diaspora to a Middle East ghetto; from the shtetl of Europe to a Jewish State whose security comes from the barrel of a gun. The kibbutzniks were first and foremost Zionists and their form of socialism indicates this:

«Settlement was never simply a way of making a living but of creating the reality of Zionism. Some Mapam kibbutzniks claimed that all they really sought was a place to create a more just society which they could not do abroad but despite the protest their Zionism always showed. In fact, a settlement has always had a political motive» (3).

(1) Ben Halpern **The Idea of a Jewish State**, p. 90, Harvard University Press, Cambridge, 1960.

(2) Isaiah Berlin's «Origins of Israel» in Walter Laqueur, **The Middle East in Transition**, Books for Library Press, NY 1971.

Kibbutz Beginnings

CONTRARY to popularly held opinion, the initiation of the kibbutz did not emerge from an idealist theoretical blueprint but from the concrete needs of Zionist land settlement. The technique of group settlement offered advantages to individual settlement since it was less expensive, more efficient and promised greater stability. As Dr. Arthur Ruppin wrote:

«The question as not whether group settlement was preferable to individual settlement; it was rather one of either group settlement or no settlement at all» (4).

The utopian-communal spirit of the vattikim (veteran pioneers) was an important additional factor in the realisation of Zionist colonisation. The collectivist spirit reflected vattikim rejection of their petit bourgeois shtetl background, their idealisation of rural manual labour and, again, their overwhelming desire to become an elite, but 'normalised' constituency. As Stanley Diamond, a cultural anthropologist who has lived in a kibbutz notes:

«...the kibbutz was not a rationally planned society whose furniture merely needs some detailed re-arrangement in order to reveal to us the lay out of the future. It is, and the point cannot be emphasised strongly enough, a highly specialised society, satisfying the historically created needs, both objective and subjective, of a Jewish generation in transition from the Shtetl, or its equivalent, to Statehood» (5).

Vattikim notions of collectivisation were moulded by the institutional forms demanded by settlement in Palestine. Harsh geographic conditions, threats of malaria, and a military confrontation with the native population were among the problems which had to be faced. Communal child care, a central dining hall, collectivised consumption — all emerged as responses to the colonising situation. These institutions were the classic symbols of what only later became a kibbutz ideology.

The history of Deganyah 'A', the first of today's 236 kibbutzim (population approximately 100,000), provides an insight into some of the guiding principles of Zionist land settlement and the critical function of kibbutzim in the Yishuv society. The initial experiences

(3) Lea Ben Dor commenting on the Sebastia affair, the July 1974 religious group settlement in occupied held Samaria, **Jerusalem Post** (Overseas Weekly), 6. 8. 74.

(4) Arthur Ruppin, **The Agricultural Colonization of the Zionist Organization in Palestine** (translated by R. J.. Ferwal), London, 1926.

(5) Stanley Diamond, **Dissent**, Spring 1957.

of the 'Romani Komunah', the founders of Deganyah, are well summarised in *Darkad Shel Deganiyah Alef (The Way of Deganiyah 'A')*:

«We were four companions in our town Romani, bound by a pledge to become agriculturalists in Israel ... on the morning following (our arrival in Israel) we proceeded on foot to Petah Tikvah... four others joined us and we were a kevutzah of eight... we were referred to as the 'Romana Komunah'.

«...We saw hundreds of Arab workers who were employed while the Jewish workers returned to their empty rooms depressed... A rumour reached Petah Tikvah that the Jewish National Fund was planting a large olive tree nursery in Ben Shemen for the Herzl woods. And the work was being done by Arab labour under supervision of the agronomist, Mr. Berman. This created considerable excitement in the Jewish labour community and there was a protest meeting that non-Jewish labour was being used on Jewish National Fund land and in the memory of the nation's leader (Herzl). And there was a declaration of war» (6).

The Romani Komunah took to direct action and in the words of member Miriam Barataz, 'uprooted the ... trees planted by the Arabs; returned the next day and planted nursery trees to replace those which had been cut.' Soon after, the group left for the Kinneret (Jordan Valley) to work on a farm and, in December 1909, joined a strike against the farm manager because he was hiring Arab labour:

«At about this time Dr. Arthur Ruppin was the manager of the (Palestine) Office (of the World Zionist Organisation)... While Dr. Ruppin admitted the justification of the workers' demands to discharge Mr. B ... he made a counter-suggestion — the area of the Eastern side of the Jordan will be turned over to the workers on their sole responsibility without foreman or a supervisor. The proposal was accepted... There were six men and one woman. One of the seven was a member of our (the Romani) komunah. They accepted the responsibility as an experiment for one year.

«It became necessary to replace the ... group with a settled group. Dr. Ruppin applied to us... On October 28, 1910, we (ten men and two women) came to Umm Juni (*) and took over the inventory from the occupational group. And we started to establish an independent community on national land — a cooperative group without exploiters and exploited — a komunah.»

---

(6) Excerpts from **The Way of Deganyah Alef,** Harry Viteles, **A History of the Co-operative Movement in Israel,** Vol. II, Vallentine and Mitchell, London, 1967. All quotes in text from this book.

(*) Many Hebrew names of settlements are adaptations from the original name of the Arab village they came to replace. Deganyah was established on the lands of Umm Juni. After the purchase of these lands from the Arab feudal landlord by the Jewish National Fund, the Arab peasants were removed and exclusively Jewish settlements were established on the evacuated land. Though tilling the land for generations, the peasants were legally serfs, devoid under Ottoman rule of any legal rights to their land - **Eds.**

Land Colonisation, Militarisation and Self-Labour Policy

This description of Kibbutz Deganyah's establishment illustrates the thrust of Zionist colonisation of the land and the concept of 'avodah tzmit', self-labour. The former was carried out by an agency of the World Zionist Organisation, the Jewish National Fund (JNF) which as a land trust held purchases as «the inalienable property of the Jewish people» (7). No non-Jew could ever legally purchase land, lease it or purchase its crops, once it was owned by the JNF. At first rather cool to collectivist development, the WZO soon recognised its potential as a land settlement institution.

Dr. Ruppin's agency encouraged kibbutz pioneers, giving them JNF land in strategic areas for Jewish settlement. (It is worth noting that by 1947 JNF holding in Mandatory Palestine amounted to 4%, approximately half of the Jewish holding in Palestine before the establishment of the State).

The 'Stockage and Watchtower' kibbutz settlements of the 1930's are especially interesting with respect to the convergence of kibbutz land settlement and the political and military functions of colonisation. Responding to the growing struggle with the Palestinian nationalists and the British Mandatory Government, the Stockade and Watchtower kibbutz system attempted to create a network of armed Jewish communities in previously all-Arab regions. Kibbutz Hanitah, my home in 1970-71, was established by East European Jews as part of this system:

«A few days before its birth hundreds of Jewish settlers gathered to begin the march to Hanitah, located on top of a mountain, eight kilometers from the Mediterranean Sea. On foot and on donkey the settlers carried provisions to the mountain top ... On the final day of transport 200 vattikim remained with the make-shift tents and supplies in the new kibbutz. Late that night neighbouring Arab villagers attacked Hanitah, and by the time the attack was successfully resisted, two vattikim were dead and many injured on both sides. The history of Kibbutz Hanitah had begun and reflected similar incidents throughout Palestine in the pre-State years» (8).

During this period political socialisation functions well-suited to the intense collectivist spirit of kibbutzim, including ingathering of youth groups, and Hebrew language training, became secondary to Zionist military needs. One of the leading Kibbutz Federations, Ha-Kibbutz ha-Me'uhad, was instrumental in the formation of the

---

(7) For a critical account of Zionist land settlement see Fouzi el-Asmar's, **I Will Remember the Land,** American Jewish Alternative to Zionism, 1973.

(8) Quoted from the author's impublished paper «The Middle East Conflict - A Look at Israeli Kibbutzim»,

pre-State predecessors of the Israeli Defense Forces, the Palmach (9). Moreover, national security interests have directly influenced kibbutz internal economics as well as geographic location through Jewish Agency and Israeli government financial aid policies. A post-1967 War exemple is given by Hanitah's factory manager, Michael:

«In 1968 the government did not want to rely on factories abroad so they wanted us in Israel to start factories for security items. They gave us one-half the investment so it was easier to make it» (10).

The strong Kibbutznik pre-State advocacy of self-labour was complementary to the nature of the Zionist colonisation policy. Its main goals were to replace Arab labour and to insure work for Jewish immigrants. In the first days of the first Aliyahs many Jewish land owners preferred hiring Arab labourers because they were both more skilled and would work for lower wages. However, pressure by groups such as the Romani Komunah, the formation of a Jewish labour union (the Histadrut) and the exclusivist policies of the JNF for leasing land led to compliance with the Jewish labour principle. For the kibbutzim this concept became a 'sacred' kibbutz tenet which prohibited ill forms of wage and salaried labour.

Originally affecting the native Palestinian population, the prohibition against wage labour was later to exclude the entry of the large Sephardic Jewish immigrations of the 1950's and 60's from Asia and Africa to the meshek (kibbutz economy). The three main Kibbutz Federations, Ha-Kibbutz ha-Heuhad, Ha-Kibbutz ha-Artzi and Ihud ha-Kevutzot ve-ha-Kibbutzim which emerged in the 1920's, had suported the view that the entire Zionist State would eventually be a network of collective communities, thus eliminating the problematics of hired labour. This perspective was a serious misjudgment in itself and was compounded by the unforeseen (to the early pioneers at least) remplacement of the Ashkenazi-Western population majority by a Sephardic majority of Arab origin. Sephardic Jews for the most part were not only strangers of the ideas and culture of kibbutz life, but were rejected as equals by the veteran elite membership of the Zionist spearhead institution. Over time it became clear that the purest conception of self-labour was beginning to harm the national economy, and Prime Minister David Ben Gurion condemned the kibbutzim for obstructing the national interest:

«To the credit of the new immigrants, it should be noted that it is they who have built the majority of the settlements founded since the creation of the State, thus refuting the vain words of so-called 'progressives' from Russia and Germany who believed that

(9) Ben Gurion's **Israel A Personal History**, Funk and Wagnells, NY, 1971 - contains an especially interesting account of the role of Hakibbutz Hameuchad and the formation of the Palmach.

(10) Rayman, «The Middle East Conflict», op. cit.

the only people capable of pioneering work are those who read Pushkin and Goethe» (11).

Ben Gurion was correct in pointing out that Zionist-Socialists had extended their discriminatory practices towards a large segment of the Israeli-Jewish population.

Kibbutz population declined relatively from a 1948 high of 7.9 % of Israeli-Jewish population to a rather consistent 3.6 %. (In absolute terms, however, population figures for kibbutzim went from approximately 54,000 in 1948 to 100,000 in 1974.) The kibbutz did not escape the processes of capitalist industrialisation of the country as a whole, and pressure from national, military and economic requirements prompted a shift towards industrialisation. Industrialisation was further stimulated by lack of additional farming for agricultural development (this, of course, has now changed since Kibbutzim have been colonising the land occupied since the 1967 war), constant problems of water supplies and the need for employment for the older generation. Kibbutz membership labour power has become quite strained as a result and today wage workers form 20 % of the kibbutz farm work-force and 59 % of the industrial work-force. Thus the issue of hired labour has dramatised the failings of kibbutz socialist ideology, and is a major source of concern and debate within the movement (12).

Ha-Kibbutz ha-Artzi

In demystifying the phenomenon of the kibbutz and its image as a progressive socialist institution it is important to mention the Ha-Kibbutz ha-Artzi Federation, often thought to be the most socialist revolutionary of all kibbutz federations. It is true as Aharon Cohen relates that the pre-State political platforms adopted by Ha-Kibbutz ha-Artzi envisaged a 'binational socialist society in Palestine and its environs', and stated 'the chief guarantee for Arab-Jewish peace is the creation of a joint common front formed by Arabs and Jewish workers in towns and country' (13). To further good relations with the fellaheen (Arab peasants) the Federation set up an Arab department which, among other projects, conducted training programmes for kibbutzniks in Arab villages. By 1942, in co-operation with its urban ally, the Socialist League, and the League for Arab-

(11) **Israel A Personal History**, op. cit. Eisenstadt notes that Sephardic Jews today constitute less than 7 % of kibbutz population; see his Israeli Society, Basic Books, NY, 1967.

(12) Dan Leon in his, **The Kibbutz - A new Way of Life**, Pergamon Press, London, 1969, calls the introduction of hired labour to kibbutz life «The trojan horse of capitalism.» The figures are from this book.

(13) Aharon Cohen, **Israel and the Arab World**, Funk and Wagnells, New York, 1970.

Jewish Rapproachement and Co-operation, Ha-Kibbutz ha-Artzi agreed to basic principles for Arab-Jewish unity including the 'non-domination of one people by the other, regardless of their numerical strength'. However, the same year the World Zionist Organisation adopted the Biltmore Programme which called for a 'Jewish Commonwealth' and virtually subverted all movement for binationalism. Ha-Kibbutz ha-Artzi was among the Zionist minority opposing this development, but post-1948 its oppositionary role greatly diminished as the nationalistic viewpoint came to dominate over other issues.

One should, however, assess the Ha-Kibbutz ha-Artzi history in context. Its advocacy of Arab-Jewish rapproachment did not preclude it from establishing its kibbutzim on lands taken from the Palestinian Arabs both before and after 1948 (*). Its affiliated party, Mapam, eventually joined the Israeli-Government Coalition which has ruled since the State's creation. S. Eisenstadt provides an insight into Mapam's current position:

«Emphasis on organisational discipline as against ideological commitment grew. The political organiser gained importance over the movement type leader» (14).

Regarding its internal organisation, Kibbutz Artzi has more rigidly adhered to Zionist-Socialist 'kolektiviyut ra'ayonit' (collective ideology) and its institutional forms — communal child care, central dining hall etc. — than other federations. Melford Spiro saw the sectarian ideology of the Artzi federation as 'a new transcendental religion replacing the orthodox Judaism of the European past.' Whether one agrees with Spiro's analysis, it remains true that Kibbutz Artzi cannot in any rational way be considered part of a revolutionary socialist movement. Its many inner-directed debates add little to energizing socialist organisation within Israel and elsewhere. (It may be noted that though Artzi members deny they have hired labour, they practise subcontracting — the hiring of outside workers from an agent, and by this indirect method feel themselves non-exploiters of labour).

The Role of Women

The situation of women in the kibbutz has posed other serious problems for kibbutzim. The question of a women's place in the kibbutz was present during Deganyah's early days (15):

(14) Ibid.

(15) **The Way of Deganyah Alef,** op. cit.

(*) The best known and most notorious case is that of Kibbutz Bar'am, established on the ruins of the maronite Arab village of Bir'im. For further details see **Dissent and Ideology in Israel: Resistance to the Draft in Israel 1948-1973** and **Documents from Israel 1967-1973: A Story Seldom Told,** Ithaca Press, London, 1975 - Eds.

«We were also concerned with the problem of the women members and their place in the productive sector... Yosef (Bussel) endeavoured to change the pattern of the economy so that female members would be freed from the narrow confines of housework... Bussel pressed for the adoption of the principle of joint care of the children... since it would free the women-mother, who could be used for all other kinds of work...»

Communal child care was hailed as the kibbutz solution for women's emancipation. However, purely economic considerations (i.e. being able to work an eight hour day) are insufficient guarantees of personal liberation. Questions of status and power, which are integral to any struggle for equality, reach into all dimensions of action.

While communal child care facilities free them to work, job opportunities for kibbutz women are primarily typical female service roles but on a public rather than private level. Almost all kibbutz women work in the kitchen, laundry, ironing or child-care facilities. Since personal status in the kibbutz is positively correlated with productive (income-producing) job roles, the service branch inherently offers less prestige. Yoninah Talmon, the kibbutz sociologist, reports «women are less attracted to life in the kibbutz (than men) and feel it more difficult to adjust» (16). On this point a kibbutznik women friend once asked: «What is liberating about washing clothes for four hundred instead of four?»

The 'politics of reproduction' also bears a heavy weight on the women of the kibbutz. Continuation of 'Warfare State' preoccupations of the entire Israeli nation puts pressure on women to produce as many children as possible for national needs — this in addition to the labour power needs of the local kibbutz community. Much pressure is placed on young women to marry young and reproduce as quickly as feasible. A single woman of even 23 is looked upon with a mixture of suspicion and pity. Yoninah Talmon's research, ties discouragement of population control and emphasis of the mother-role of women in the kibbutzim to its Israeli-State function (17):

«We need children not only to guarantee our own (kibbutz) future, we must put part of our second generation at the disposal of the State, the army, guidance of new immigrants, border settlements, youth movements — we will be able to participate in all that only if we have many children.»

But even when a women bears children the sense of fulfillment is distorted. The reality of death, ever present in Israeli society, pervades even the moment of birth: if a boy is born, a wish is made that he should not be killed in the war; if a girl, that her children

(16) Yoninah Talmon, **Family and Community in the Kibbutz,** Harvard University Press, Cambridge, Mass. 1972.

(17) Talmon, op. cit. Eisenstadt, op. cit.

will not be killed. One kibbutz women said she felt the need to have many children, so that if she lost one she would still not be alone. Thus the political situation invades the most sacred moments of life for a woman, and has continually undermined the possibility of women gaining equality in the kibbutz, where to be male, fighter of the nation-state, is to be dominant.

Conclusion

WHEN the State first came into being, kibbutzniks carried on their leadership functions in all spheres of national development. Although less than 4 % of the population, the kibbutzniks often held 16-20 % of the Knesset (Israeli Parliament) and Cabinet seats. As late as the 1973 war 18 % of all Israeli casualties were kibbutzniks (25 % of the 1967 War totals).

Yet for two decades there has been clear indication of gradual reduction of kibbutz influence as an institutional force. When Ben-Gurion took office, one of his first actions was the break-up of the kibbutz-based Palmach in favour of a state army. The Israeli Army (Israel Defence Forces) rather than frontier kibbutzim is today's main protector of Israeli military security. From the economic perspective the kibbutzim's position also altered. As kibbutzim began to industrialize they ran into the problem of balancing the prohibition against hired labour with the necessities of a large factory plant. Moshavim and agrobusiness enterprises, which were not constrained in this way, increasingly undermined the national reliance on the kibbutzim as food suppliers.

To offset the limitations on agricultural expansion, the kibbutz responded with industrialization but the problem of hired labour and greater dependence on capitalist investment has created new complications. As Yoninah Talmon notes of the process of kibbutz 'routinization':

«As enterprises came to be managed on an entrepreneurial basis, the criteria of profit and cost-efficiency became increasingly important. Divested of its special aura, (the kibbutz) economic activity turned into routine and individuals increasingly disassociated from the community» (18).

This process, accompanied by the impact of increasing professionalism and bureaucratisation affected the possibility of job-rotation and consequently increased differentiation between workers — not only between kibbutzniks and hired labour but between men and women, skilled and unskilled workers. Work in itself is no longer as meaningful, no longer as self-fulfilling. The technician

(18) Talmon, op. cit.

has replaced the pioneer. The kibbutz, in a sense, has fulfilled the Zionist-Socialist goal of typical modern 'normalisation' of Western capitalist society.

Throughout kibbutz history, the service of kibbutzim to Zionism has predominated over all other concerns. Their brand of 'socialism' reflects this, and is best testified in the critical role the Kibbutz Federations are playing in the colonisation of the post-1967 occupied territories. In a context where consolidating occupation over another people can be termed 'socialism', there is little wonder that the implementation of policies of domination and dispossession should be called 'pioneering'.

The book, *The Seventh Day*, contains interviews with kibbutzniks who fought in the 1967 war. Amos, from Kibbutz Geva asks:

«Can we go on holding the sword in one hand only?... how can you go and talk to others about education towards kibbutz life? It seems to me that there's some sort of contradiction here. There's something here that contradicts the basic tenet of kibbutz life which says that every man has his own world and the right to fashion it. The question is whether this really applies to every man as a man, or whether it only holds good for the man who's a kibbutznik and a Jew and an Israely. Is it only people in this category that have a right to create something?»

His question raises important issues for those believing the answer to anti-semitism is a Jewish nation-state. For those of us interested in securing an environment which supports cultural pluralism the above suggests we be wary of relying on the kibbutz as a positive model.

La Plataforma Programática

En todos los casos, el estudio de este documento ha sido muy serio y profundo. Como ejemplo puede señalarse el análisis que hicieron los 800 trabajadores de la fábrica de tabacos «Miguel Fernández Roig» (antigua «La Corona») de esta capital, fábrica que cuenta en su personal con 480 mujeres.

Con esa forma peculiar que tienen los tabaqueros de celebrar sus asambleas: escuchando las intervenciones y los informes desde los puestos de trabajo, y haciendo sonar las chavetas sobre las mesas a modo de aplausos, todo ello sin interrumpir la producción, se llevó a cabo la discusión y aprobación de la tesis.

Evelio Telleria

«Discuten Trabajadores la Plataforma Programática del Partido Comunista de Cuba»
Granma - La Habana - 23-X-75.

Livres à lire / Books to read
Libri da leggere / Libros aconsejados

L'inflation créatrice

Albert Meister
Presses Universitaires de France
Paris 1975

« Aujourd'hui, la technostructure d'Etat est au service de ses propres intérêts, et ceux de sa conservation en premier lieu. »

Les systèmes politiques africains

F.-P. Gonidec
(1ère partie, 1971 / 2ème partie, 1974)
Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence — Paris

« ... si le Peuple a été mobilisé pour arracher le pouvoir à l'Etat colonial, les héritiers du pouvoir colonial n'appartiennent ni à la classe ouvrière ni à la masse paysanne, composée par les paysans pauvres ou sans terre. »
« L'intervention des militaires sur la scène politique, où le peuple ne joue qu'un rôle fantomatique, ne suscite pratiquement aucune réaction. »

La Guépéou dans le mouvement trotskiste

G. Vereeken
La Pensée Universelle — Paris 1975

« Ce n'est que fin février 1956 que nous eûmes connaissance de cette nouvelle presque incroyable... L'homme de confiance de Sédov et de Trotski... était un agent de la Guépéou dont Staline lisait personnellement les rapports presque hebdomadaires. »

Israel & the Palestinians

Ed. by Davis, Mack and Yuval-Davis
Ithaca Press — London, 1975

«With very few exceptions the papers presented... adopt a stance which is both radical and anti-Zionist. Although this may condemn the book in the eyes of unthinking Zionists and their supporters, the treatment of issues by the different authors in fact covers a broad range of political views and an equally broad range of methodological approaches.»

El escritor y sus problemas

René Avilés Fabila
Fondo de Cultura Económica
México — 1975

«No tenemos, claro está, una oficina de censura, como en otros países; tenemos un mecanismo censor dentro de cada director de diario, de revista, de editorial y, cosa más trágica, dentro de uno mismo...»

Ni Dios, ni amo, ni C.N.T.

Carlos Semprun-Maura
«El Viejo Topo»
Librairie des Deux-Mondes — Paris 1975

«La C.N.T. será pues una organización libertaria, clandestina o semi-clandestina, anti-sindical *(por lo menos anti-sindicato oficial), que tendrá poco o nada que ver con un sindicato y que será, apostémoslo, muy diferente de lo que fue.»*
«Analizando las criticas que los grupos izquierdistas hacen a los P.C.... vemos que tras su acusación de reformismo se oculta un inmenso deseo de autoritarismo, de disciplina, de violencia, de dogmatismo. La nostalgia del estalinismo.»

La Révolution Prolétarienne **a publié, en traduction française, l'étude de Ramón Puig « España, con o sin Franco », dans ses numéros d'octobre, novembre et décembre 1975 (21, rue Jean-Robert. Paris 75018)**

Un grupo libertario de Londres ha reproducido, en separata, el texto de Fernando Gómez Peláez «Santiago Carrillo, o la Historia falsificada», publicado en nuestro nùmero 2.

Il Bollettino del Centro Documentazione Anarchica **(Barbieri Claudio — Via Ravenna 3 — 10152 Torino) ha pubblicato —in versione italiana— «Spagna '75» di Ramon Puig (Interrogations, N.° 4)**

Commission paritaire N° 56737

Imprimé en France
Imp. La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

Prix : 10 francs

Directeur - Gérant : Georges Yvernel